

Rapport de redevabilité des engagements de développement durable en Gironde

Vers un rapport
de responsabilité, 2023

Novembre 2022
Novembre 2023



Sommaire

Édito	5
Introduction	6
Redevabilité au regard des 17 Objectifs de Développement Durable	8
Responsabilité face aux enjeux d’aujourd’hui et de demain	10
Vers une Sécurité Sociale de l’Alimentation en Gironde	12
Délégation Citoyenneté et Laïcité	14
Comment lire ce rapport de Responsabilité	16
VP1 : Aménagement territorial, coopérations, tourisme	18
VP2 : Ressources humaines, administration générale, finances et modernisation de l’action publique	22
VP3 : Politiques éducatives, collèges	26
VP4 : Développement social, prévention et parentalité de la petite enfance à la jeunesse	30
VP5 : Accès au droit, santé, numérique, services publics de proximité et technologie	34
VP6 : Transition écologique et Patrimoine	38
VP7 : Protection de l’enfance	42
VP8 : Handicap, Inclusion, Habitat et mobilité adaptés	46
VP9 : Protection de l’environnement, espaces naturels sensibles, gestion des risques	50
VP10 : Agriculture, alimentation, mers et forêts	54
VP11 : Urgence sociale, habitat, insertion économie sociale et solidaire	57
VP12 : Dynamiques associative, sportive et culturelle	64
VP13 : Mobilité et Infrastructures	68
VP14 : Politique des aînés	72
VP15 : Communication, Information aux citoyens	76
Glossaire	80
Conclusion	81



Édito

« Au Nord, désormais, la vie bonne est celle qui prendra en charge les communs négatifs, qui travaillera à les démanteler proprement, avec soin. »

Alexandre MONNIN

En Gironde, l'année 2023 marque le début de l'Acte II de notre politique de résilience territoriale. Une nouvelle étape qui se traduit par des chantiers concrets, notamment autour du renforcement des coopérations nécessaires, d'une prise en compte des notions de renoncement et de contribution/obstruction aux 7 enjeux identifiés par le diagnostic de résilience territorial effectué par ARISTOT en début d'année.

Parce que nous sommes redevables envers la terre girondine elle-même, pour ses aménités et la qualité de vie qu'elle offre. C'est pourquoi nous devons en prendre soin, pour permettre aux Girondines et Girondins d'aujourd'hui et de demain, d'en hériter. Parce que nous sommes responsables de la transformation de nos politiques publiques plutôt que de simplement gérer leurs conséquences.

Redevabilité & responsabilité ne sont donc pas de vains mots alors que notre territoire a fait face – et fera face, nous le savons – aux bouleversements du dérèglement global. Afin d'être en capacité d'anticiper, de s'adapter et surtout de se transformer, il nous faut considérer le social, le sociétal et l'écologie dans leur interdépendance.

Ce rapport vient démontrer notre volonté d'inventer une politique située à hauteur des publics et des territoires vulnérabilisés, afin de créer d'autres formes de communautés, de solidarités et ainsi « Faire Gironde ».

Je remercie les équipes de l'Agenda 21 et chaque agent.e du Département de contribuer à l'effort commun d'exemplarité de notre collectivité.

Ensemble, continuons à entretenir nos liens solidarité et prendre soin de notre territoire comme de celles et ceux qui l'habitent !

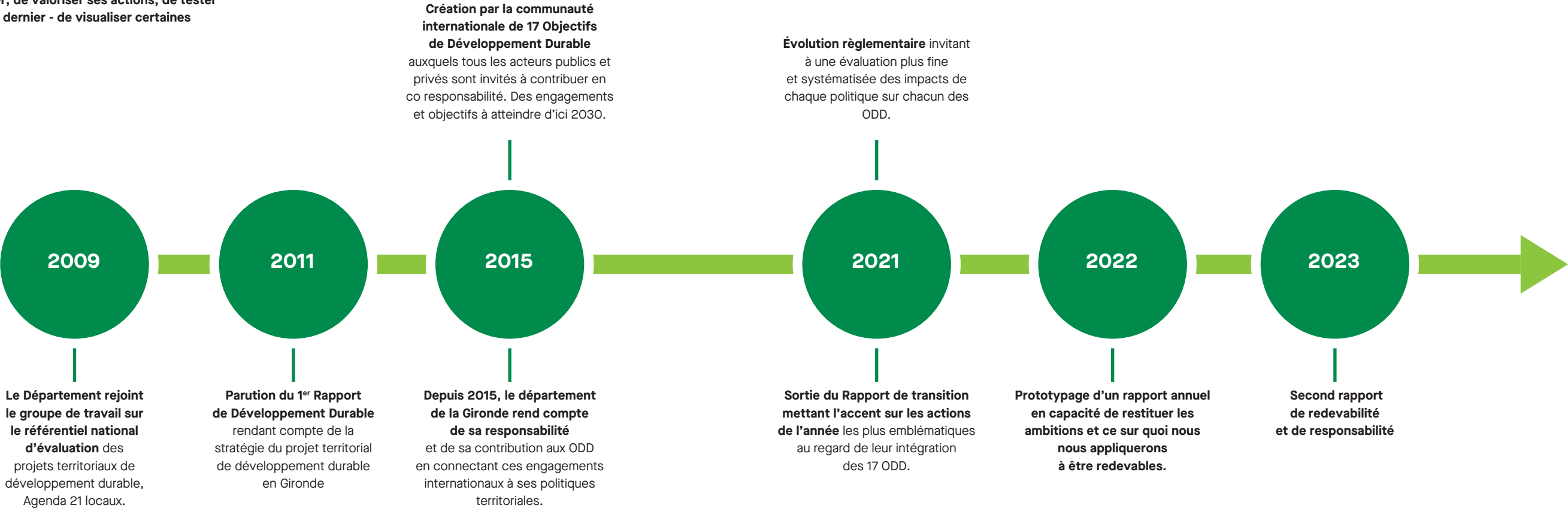
Jean-Luc GLEYZE

Président du Conseil Départemental de la Gironde

Introduction

Chaque année depuis 13 ans, le Département de la Gironde publie un rapport de redevabilité faisant état de ses actions et ambitions en matière de développement durable.

Ces exercices expérimentaux, puis obligatoires depuis 2011, ont permis à l'organisation de se questionner, de valoriser ses actions, de tester plusieurs formats et - depuis l'an dernier - de visualiser certaines contradictions.



C'est dans ce contexte qu'une nouvelle trame a été collectivement élaborée en 2022, permettant à ce rapport d'être non seulement le support de cet exercice obligatoire mais aussi la caisse de résonance d'ambitions politiques responsables face à des enjeux sociétaux colossaux.

Désormais, cette structure vivante sur la durée du mandat, reflète ces 2 pans complémentaires :

► **La redevabilité du Département à l'atteinte des objectifs de développement durable inscrits à l'Agenda 2030 en cohérence avec ses engagements RSO.** Un exercice lisible en fonction de la contribution et/ou l'obstruction des actions de chaque Vice-Présidence à l'atteinte des ODD.

► **Sa responsabilité à contribuer à une Gironde résiliente** en capacité d'anticiper, de s'adapter et surtout de se transformer face au prévisible comme à l'imprévisible. La partie « Responsabilité » permettra de rendre compte de l'avancée des ambitions résilientes de chaque VP via le suivi et la mesure des actions phares choisies l'an dernier.

Une manière de rendre compte de manière transparente et responsable aux engagements nationaux et internationaux et de mettre en valeur la réponse du Département face aux nombreux défis et enjeux d'aujourd'hui et de demain.

Redevabilité au regard des 17 Objectifs de Développement Durable

le Département de la Gironde s'applique à préciser sa contribution aux objectifs mondiaux

Les Objectifs de Développement Durable

Adoptés par les Nations Unies en 2015, les Objectifs de développement durable (ODD) sont un appel mondial à agir pour « éradiquer la pauvreté, protéger la Planète et faire en sorte que tous les êtres humains vivent dans la paix et la prospérité d'ici à 2030 ».

Un agenda universel

Ces ODD concernent l'ensemble des pays de la planète et des acteurs, publics comme privés. Elaborés en collaboration avec les ONG et les entreprises, via le « Global compact » (branche entreprises de l'ONU), les ODD assurent un langage commun qui permet aux différents acteurs de travailler ensemble dans la même direction.

Des Objectifs indivisibles et transversaux.

Par définition, les ODD sont liés entre eux, d'une façon positive ou négative. L'idée générale de ces objectifs est qu'il ne peut exister de prospérité économique si le bien-être des populations et le respect des écosystèmes ne sont pas assurés.

Un Référentiel commun

Depuis de nombreuses années, le Département de la Gironde s'applique à préciser sa contribution aux objectifs mondiaux du développement durable dans le cadre de son rapport de redevabilité, un référentiel également utilisé lors de son évaluation de Responsabilité Sociétale de l'Organisation par Afnor Certification depuis 2019.

les ODD assurent un langage commun qui permet aux différents acteurs de travailler ensemble



mission
égalité
=
diversité

Label Diversité Égalité

Depuis plusieurs années, le Département de la Gironde est engagé en faveur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et dans la prévention et la lutte contre les violences faites aux femmes. Poursuivant sa dynamique, la collectivité a élargi son champ d'action à la promotion de la Diversité, et à la lutte contre les discriminations. C'est dans ce contexte que la Mission Diversité-Égalité a obtenu la double labellisation AFNOR en juin 2021 « Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes » et « Diversité ». La Mission Diversité-Égalité du Département acte trois volontés : objectiver la situation du Département, fédérer autour d'un projet commun, s'engager dans une démarche d'amélioration continue. Au travers de la mise en œuvre du nouveau Plan d'actions départemental pour la Diversité et l'Égalité femmes-hommes 2022/2027, la collectivité agit en interne à destinations des agent-es, et en externe, à destination des Girondin-es. Elle est amenée à construire, coordonner et piloter notamment des actions et des événements en lien avec ces thématiques. En mars 2023, a eu lieu une évaluation suivie des labels AFNOR qui a donné un avis favorable du maintien des labels « Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes » et « diversité »



La Responsabilité Sociétale des Organisations et le Label « engagé » RSO

Le Label Engagé RSO évalue le niveau d'intégration des principes de l'ISO 26000 ainsi que les 17 ODD des Nations-Unies dans la stratégie et le management de l'organisation, en lien avec son territoire.

En se portant volontaire dès 2012 pour faire évaluer sa responsabilité sociétale par un tiers au regard de la norme internationale ISO 26000, la Gironde fut le premier département français à obtenir ce label au niveau « confirmé »

Une seconde évaluation renouvelée en 2015 lui avait permis de conserver le niveau « confirmé ». C'est en 2019 que la troisième évaluation de l'organisation par AFNOR Certification - selon le modèle RSO Engagé AFAQ 26000 - permet au Département d'atteindre le dernier niveau dit « Exemplaire ».

En 2023, un travail préparatoire à son évaluation 2024 a été mené afin d'entrer en résonance avec le Projet d'Administration Départemental et les indicateurs clés de la collectivité. Une manière d'ancrer la RSO au cœur du fonctionnement du Département.

Responsabilité face aux enjeux d'aujourd'hui et de demain



« travailler sur une stratégie de résilience territoriale »

La Résilience

« À partir de 2019, le Département a affirmé sa volonté de travailler sur une stratégie de résilience territoriale. Cette dernière, déclinée en différents axes et sous axes, a donné lieu à des premières réalisations, documents cadres et outils tel le Rapport « Gironde Résiliente », les Défis 2030 ou encore la création d'une boîte à outil Résilience.

En 2021, la délégation « Résilience et Innovation Territoriale » a été créée pour traduire cette stratégie dans les politiques publiques et dans les actions concrètes du Département ».

Corinne MARTINEZ
Déléguee en charge de la Résilience et de l'innovation territoriale

7 enjeux principaux de résilience territorial ressortent de ce diagnostic afin de réduire les vulnérabilités territoriales.

Un Diagnostic des enjeux de Résilience territorial

Soucieux de réduire les vulnérabilités du territoire girondin et de protéger les plus vulnérables, le Département de la Gironde a réalisé en 2022 un diagnostic des enjeux territoriaux de résilience au regard de ses **besoins vitaux**.

L'objectif était d'identifier les principales vulnérabilités du territoire et les capacités d'action du Département pour garantir la capacité de chacun à répondre à ces besoins essentiels : boire, manger, se soigner, se loger, découvrir et apprendre, disposer d'un revenu, avoir accès à la nature, se déplacer, vivre ensemble, être en sécurité ou encore participer à la vie démocratique.

7 enjeux principaux de résilience territorial ressortent de ce diagnostic afin de réduire les vulnérabilités territoriales. Sur chacun des enjeux, le Département dispose d'une capacité à agir plus ou moins forte selon ses compétences. Néanmoins, seule une réelle coopération territoriale permettra d'engager la transformation nécessaire pour être à la hauteur des enjeux

1. Anticiper et protéger la population en cas de choc
2. Inverser l'érosion de la cohésion sociale
3. Développer de nouvelles manières d'habiter
4. Réensauvager l'artificialisé et régénérer les espaces naturels, agricoles et forestiers
5. Gérer la transition vers une économie post-carbone et résiliente
6. Limiter les besoins de déplacement
7. Accroître, diversifier et transformer la production agricole

Un passage à l'action à travers des Form'actions

Sur la base du diagnostic et à la lecture des 7 enjeux prioritaires, un premier passage à l'action a été imaginé sous la forme de Form'actions permettant à la collectivité :

- ▶ d'avoir une approche systémique des enjeux et des capacités de réponse de la collectivité
- ▶ de créer les conditions pour travailler ensemble, coopérer et permettre une **efficacité collective**
- ▶ de se poser les bonnes questions pour **anticiper, atténuer, s'adapter, gérer la crise, rebondir tirer les enseignements**, etc.
- ▶ d'identifier les différents verrous à la résilience (techniques, organisationnels, humains, financiers, etc.) à l'action et les résoudre
- ▶ d'outiller les agents pour mettre en action la politique de résilience territoriale

C'est dans cette optique que 4 premiers groupes de travail mixtes d'élus et agents ont travaillé sur les sujets suivants :

- ▶ **Boussole de la Résilience** : création d'un outil d'aide à la décision
- ▶ **Plan Départemental de Sauvegarde systémique** : Approche systémique des rôles et responsabilités du Département dans l'anticipation, la gestion de crise et la transformation face aux crises
- ▶ **Repenser l'Habitat** : définition d'un cadre à l'ensemble des politiques publiques liées à l'habitat afin de développer de nouvelles manières d'habiter adaptées aux enjeux de résilience territoriale
- ▶ **Grande cause « Jeunesses »** : s'assurer de la conciliation des priorités du Plan Jeunesses avec les enjeux de résilience territoriale

Focus sur la boussole de la Résilience

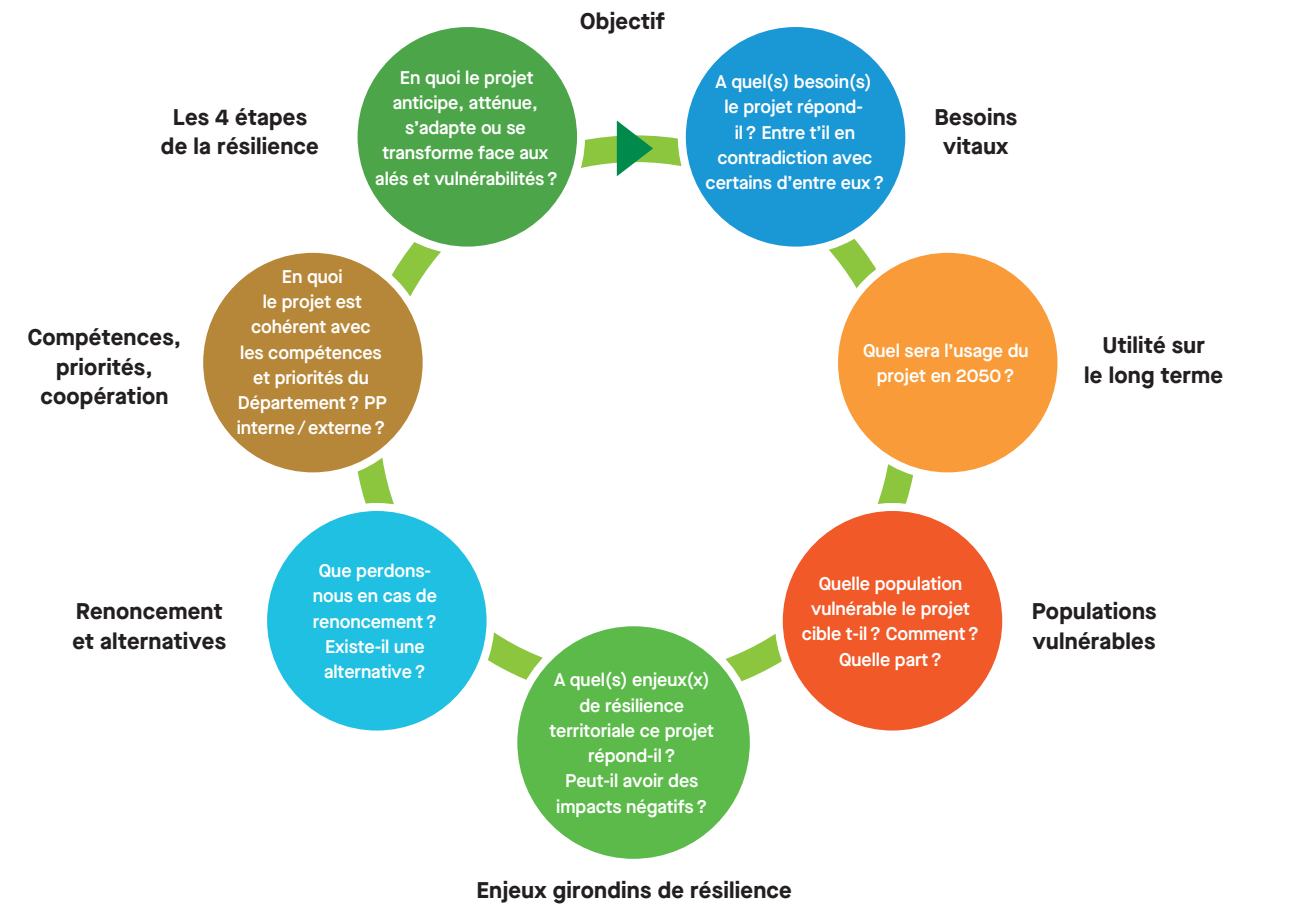
Conçue de façon unique pour l'ensemble des politiques publiques et projets, à la disposition des élus tout autant que des agents du Département, elle doit permettre de **vérifier la cohérence de l'ensemble des projets départementaux avec l'objectif de résilience territoriale**.

Il s'agit d'un outil d'aide à la décision qui, sur la base d'une série de questions relatives aux différentes facettes de la résilience territoriale, **a vocation à ouvrir un dialogue transversal technique / politique**.

Les questions ont été conçues pour être faciles et appropriables, tout en mettant en exergue la complexité et l'aspect foncièrement subjectif de la résilience territoriale.

Elles visent à **passer l'action publique au tamis de la résilience** en la questionnant tant sur les enjeux spécifiques à la Gironde et les besoins essentiels de ses habitants, qu'en fonction des priorités du Département ou encore des enjeux de coopération avec les autres acteurs du territoire.

Elles ont aussi pour objectifs sous-jacent de **diffuser une culture de la résilience** au sein du Département et auprès de ses partenaires



Vers une Sécurité Sociale de l'Alimentation en Gironde

le Département de la Gironde, le collectif Acclimat'action et la ville de Bordeaux lancent ensemble la réflexion citoyenne

Face à un système agro-alimentaire qui peine à garantir une alimentation durable, saine et accessible pour tous et toutes, face à une précarité alimentaire croissante, des habitants, des acteurs associatifs et institutionnels s'engagent et partagent des finalités communes :

- **Mettre en œuvre un droit à l'alimentation durable**
- **Transformer le système agricole et alimentaire.**

Début 2023, le Département de la Gironde, le collectif Acclimat'action et la ville de Bordeaux lancent ensemble la réflexion citoyenne nécessaire à une expérimentation de Sécurité Sociale de l'Alimentation en Gironde, qui sera menée en 2024. Il s'agit ni plus ni moins que de rendre possible et effectif un droit nouveau : **un droit à l'alimentation.**

La Sécurité Sociale de l'Alimentation, c'est quoi ?

La SSA consiste à intégrer l'alimentation dans le régime général des droits sociaux, par la création d'une nouvelle branche de la Sécurité Sociale. Au plan national, un collectif a vocation à faire avancer l'idée et plusieurs expérimentations voient le jour en France.

Comment cela fonctionnerait ?

- Avec une carte vitale de l'alimentation qui donnera accès à des produits conventionnés,
- Pour un montant de 150€ par mois et par foyer et auxquels s'ajoutent 75€ par personne supplémentaire du foyer,
- Les critères de conventionnement des produits se décident démocratiquement avec les citoyens au sein des caisses locales, où chacun cotisera selon ses moyens et recevra selon ses besoins.

400 personnes, réparties sur 4 territoires : Bordeaux, Bègles, Sud Gironde et Pays Foyen.

40 citoyens ont travaillé pour élaborer une charte de conventionnement

La Sécurité Sociale de l'Alimentation repose sur quatre piliers :

- **L'universalité** - Une somme incompressible attribuée chaque mois sans condition de ressources.
- **Le conventionnement démocratique des produits** - Les citoyens décident à l'échelle locale des produits alimentaires qu'ils souhaitent conventionner.
- **Le financement basé sur la cotisation sociale** - Cotiser selon ses moyens, utiliser selon ses besoins.
- **Le respect du vivant.**

Le socle de l'expérimentation en Gironde

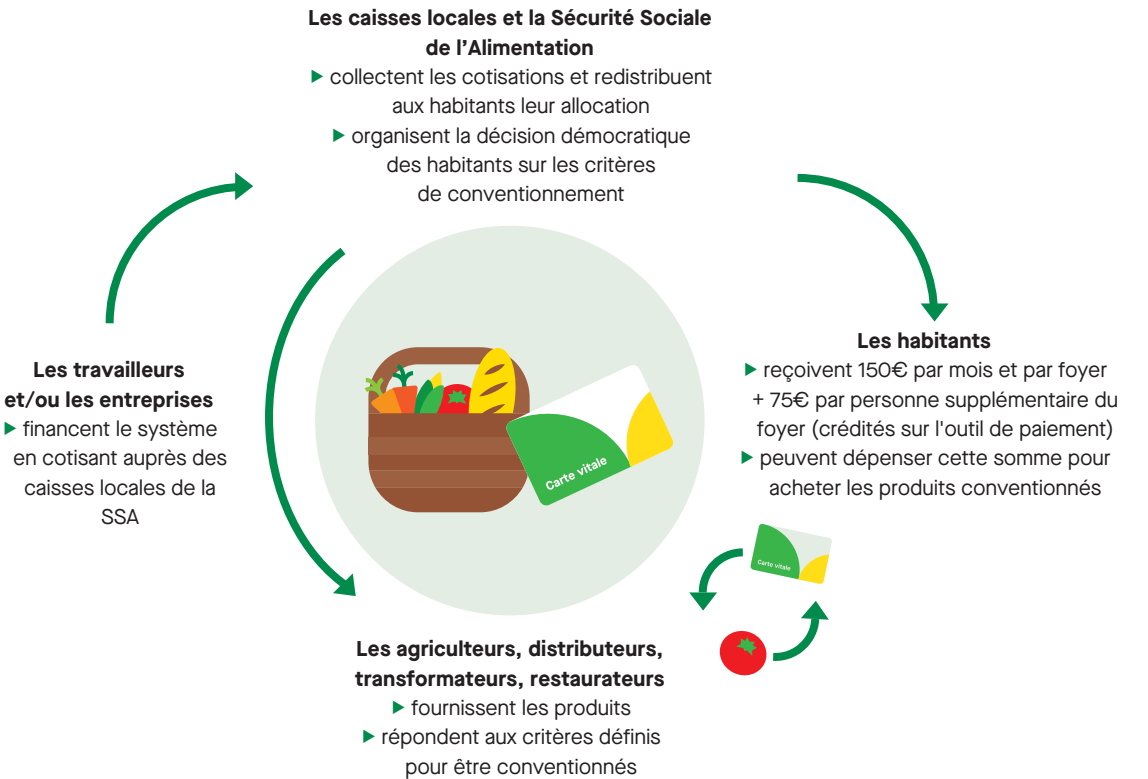
La durée de l'expérimentation serait d'environ un an et concernerait au moins 400 personnes, réparties sur 4 territoires : Bordeaux, Bègles, Sud Gironde et Pays Foyen. De janvier à juin 2023, un groupe de 40 citoyens a travaillé pour élaborer une charte de conventionnement des produits alimentaires et des lieux de distribution qui seront inclus dans le dispositif.

Un lancement prévu en 2024 !

Depuis juin 2023, les modalités précises de l'expérimentation sont en train d'être travaillées avec l'ensemble des acteurs des territoires pressentis pour un lancement envisagé en mars 2024.

une carte vitale de l'alimentation qui donnera accès à des produits conventionnés

La SSA en pratique



Délégation Citoyenneté et Laïcité



« les territoires sont le poumon de notre engagement »

Expérimenter, associer et ouvrir les espaces de coopération pour faire évoluer les pratiques

« C'est après avoir voté une feuille de route pour une Gironde à haute ambition démocratique que nous lançons les outils et dispositifs concrets illustrant cette volonté. Face à un sentiment d'injustice, à une défiance toujours plus grande, mais aussi pour apporter un cadre dans les échanges légitimes entre le Département et les citoyennes et citoyens, nous ouvrons le droit d'interpellation.

Enfin, et parce que les territoires sont le poumon de notre engagement, le budget participatif vient donner à celles et ceux qui les vivent au quotidien, un moyen supplémentaire pour développer leur projet d'avenir.

Ensemble faisons Gironde ».

Céline GŒURY
Délégation Citoyenneté et Laïcité

La participation citoyenne au cœur des enjeux de résilience

Un nouveau Budget Participatif dédié à la résilience des territoires !

La deuxième édition du budget participatif girondin a été votée le 12 décembre 2022. Cette démarche participative est un des projets emblématiques de la stratégie départementale de résilience territoriale et un marqueur fort de la haute ambition départementale d'une démocratie citoyenne et sociale.

Le budget participatif de la Gironde est un outil de démocratie participative qui permet aux Girondines et aux Girondins de proposer leurs idées et, lors d'une phase de vote, de décider l'affectation d'un budget de 800 000 € d'investissement.

Les projets proposés devront favoriser l'anticipation, l'adaptation et la transformation de la Gironde et de ses habitantes et habitants à l'accélération des changements environnementaux et sociétaux. Ces projets dits résilients devront avoir un effet positif sur les solidarités, la biodiversité, le climat, la citoyenneté et le lien social.

Concrètement, la 2^{ème} édition de ce budget participatif se déroule en cinq étapes :

- Une phase de dépôt des projets : du 1^{er} septembre au 31 octobre 2023
- Une phase d'analyse des projets, par l'administration départementale en lien avec le porteur du projet, afin de vérifier la recevabilité réglementaire et la faisabilité technique, juridique et financière des projets : de septembre 2023 au 1^{er} janvier 2024
- Une phase de campagne et de vote pour les projets : du 1^{er} au 29 février 2024
- L'annonce des projets lauréats : début mars 2024
- Une phase de réalisation des projets lauréats : à partir de mars 2024

« Ces interpellations reflètent le dynamisme et l'intérêt des habitant.e.s pour les affaires publiques »

« L'objectif de cette démarche est d'avoir une procédure de réponse et d'accompagnement des interpellations collectives, qui renforce leur visibilité »

À quel moment donne-t-on une légitimité quantitative à une préoccupation citoyenne ?

Le Département de la Gironde expérimente le droit d'interpellation local et citoyen

Les citoyens et citoyennes se mobilisent de plus en plus pour interpellier les élu.e.s sur les enjeux environnementaux, sociétaux et démocratiques. Les Girondines et Girondins ont déjà la possibilité de contacter le Département ou ses représentant.e.s de plusieurs façons : courriers et courriels, manifestations, pétitions, tribunes de presse ou encore appels téléphoniques. Ces interpellations reflètent le dynamisme et l'intérêt des habitant.e.s pour les affaires publiques, et font partie intégrante d'une démocratie locale active et vivante, exprimant des envies, des désaccords, des pistes d'intérêt collectif à explorer. Pour poursuivre l'amélioration du travail de réponse, le faire évoluer et continuer à écouter la diversité des expressions citoyennes, le Département souhaite proposer un nouveau dispositif dont le principe a été approuvé lors de la séance plénière du 12 décembre 2022. En effet, lors des différents temps de la Grande Cause Départementale 2022 dédiée à la participation citoyenne, le sujet du référendum d'initiative citoyenne est revenu à plusieurs reprises dans les échanges.

Le Département a poursuivi les discussions avec les participantes et participants intéressés pour co-construire une expérimentation d'un droit d'interpellation local et citoyen qui donnerait de l'initiative d'interpellations aux habitantes et habitants afin d'enclencher différents niveaux de réponse selon l'ampleur de la mobilisation citoyenne :

- des rencontres entre les élues et élus du Départements et les habitants,
- des ateliers permettant d'établir des préconisations sur les sujets soulevés
- voire l'organisation de votations citoyennes, tout en s'appuyant sur le cadre légal existant.

L'objectif de cette démarche est d'avoir une procédure de réponse et d'accompagnement des interpellations collectives, qui renforce leur visibilité et leur transparence et garantit une meilleure équité dans les réponses apportées par le Département. Cette démarche vise in fine à discuter, examiner, réfléchir collectivement sur une question, en vue de construire de la délibération, sur les interpellations partagées.



Comment lire ce rapport de Responsabilité

Face aux nombreux défis et enjeux sociaux et environnementaux, ce rapport vient mettre en exergue la contribution du Département aux besoins du territoire d’aujourd’hui et de demain.

Pour cela, chaque champ des politiques publiques a fait l’objet d’une auto évaluation :

- **sur sa redevabilité à agir** engagements nationaux et internationaux
- **sur sa responsabilité à travailler** à une Gironde Résiliente

Utilisation de la Grille de lecture du panel citoyen



1 PAUVRETE

Quels impacts sur les personnes en situation de pauvreté ou d'extrême pauvreté ?



2 FAIM

Quels impacts sur la capacité alimentaire du territoire et de ses habitants (agriculture bio, permaculture, jardins collectifs...)?



3 BONNE SANTE ET BIEN ETRE

Quels impacts sur la santé et le bien-être de toutes et de tous ?



4 EDUCATION DE QUALITE

Quels impacts sur l'accès de tous et de toutes à une éducation de qualité et à la formation tout au long de la vie ?



5 EGALITE ENTRE LES SEXES

Quels impacts sur l'égalité entre les sexes ?



6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT

Quels impacts sur l'accès de tous et de toutes à une eau propre (quantité et qualité de l'eau, hygiène, sobriété usages...)?



7 ENERGIE PROPRE ET FIN COÛT ENERGIE

Quels impacts sur la sobriété et l'autonomie énergétique (efficacité énergétique, énergies renouvelables, approvisionnement local...)?



8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Quels impacts sur l'emploi local et décent pour toutes et tous ?



9 INDUSTRIE INNOVATION ET INFRASTRUCTURE

Quels impacts sur l'innovation et la résilience des infrastructures (transports...) et industries ?



10 INÉGALITÉS SOCIALES

Quels impacts sur la réduction des inégalités sociales en Gironde et avec les territoires voisins (entraide, solidarités) ?



11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES

Quels impacts sur la résilience du cadre de vie (habitat, urbanisme, espaces publics, paysages...)?



12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES

Quels impacts sur le changement des modes de consommation et de production (sobriété, circuits courts de proximité, économie circulaire, gaspillages...)?

1. Redevabilité : Rendre compte de la contribution de chaque Vice Présidence au regard des ODD en 2022

Toutes actions ayant potentiellement des répercussions positives et négatives, le Département prend la responsabilité de partager ces contradictions en valorisant non seulement ses contributions aux objectifs mondiaux mais aussi les impacts négatifs sur lesquels il doit travailler.

2. Responsabilité : Poser une ambition Résiliente

En 2022, chaque Vice-Présidence a été invitée à formuler son ambition résiliente de fin de mandat.

Une ambition visant à anticiper, adapter et transformer les politiques publiques pour répondre aux enjeux d’aujourd’hui et de demain.

Détailler les moyens mis en œuvre pour nourrir cette ambition

Ce rapport vient analyser les principales actions venant contribuer de manière impactante et explicite l’ambition reformulée par chaque Vice-Présidence.

Une liste non exhaustive, permettant de **se concentrer sur les projets phares** et de suivre sur la durée de la mandature :

- **leurs avancées**
- **leurs perspectives**
- **les éventuels renoncements**

Nourrir les enjeux de résilience du territoire

Suite au diagnostic de résilience territorial, 7 enjeux principaux sont ressortis pour contribuer ensemble à une Gironde résiliente.

Ce rapport vient questionner les actions de la Vice Présidence **au tamis de ces 7 enjeux**.

Repenser nos coopérations dans les actions clés à venir

L’atteinte de toute ambition nécessite la coopération avec les Parties Prenantes internes et externes au Département. Ce rapport vient mettre en exergue ces liens (à créer ou renforcer) nécessaires à l’atteinte des prochains pas. Et détailler les éventuels changements de posture à adopter pour contribuer de manière efficace aux projets.

CONTRIBUE	Impact positif explicite	
	Impact positif implicite	
ODD CONCERNÉ	Neutre	1
OBSTRUE	Impact négatif implicite	
	Impact négatif explicite	

Matérialiser ce qui contribue aux ODD

- 1 bloc supérieur :** grâce à un impact positif implicite ou non évalué
- 2 blocs supérieurs :** grâce à un impact positif explicite et des actions systématiques évaluées **ce qui est neutre** - ou avec un impact trop indirect

Matérialiser ce qui les obstrue

- 1 bloc inférieur :** via un impact négatif implicite
- 2 blocs inférieurs :** via un impact négatif explicite

Détail de l’état d’avancement des actions

- ■ ■ ■ 0=NON DÉBUTÉ
- ■ ■ ■ 1=PHASE DE LANCEMENT
- ■ ■ ■ 2= EN COURS
- ■ ■ ■ 3=EN COURS D’ANALYSE
- ■ ■ ■ 4=ABOUTI



VP1 : Aménagement territorial, coopérations, tourisme

1/2



Contribution 2023 aux 17 Objectifs de Développement Durable

CONTRIBUE	Impact positif explicite																	
	Impact positif implicite																	
ODD CONCERNÉ	Neutre	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
OBSTRUE	Impact négatif implicite																	
	Impact négatif explicite																	



- En fonction des projets portés par les territoires (ex: projet alimentaire, création de maisons de santé, MSAP, tout ce qui contribue aux projets qui permettent un meilleur maillage territorial, qui offrent des réponses d'aménagements de territoire aux situations de fragilité).
- Mise en place du coefficient de solidarité sur les aides aux communes
- Le dispositif « coup de pouce » en 2023 a été à plusieurs reprises orienté sur des publics en situation de précarité en lien avec les services de la DGAS



- Financement des actions menées dans le cadre des projets alimentaires territoriaux (PAT) au titre également de la politique des aides aux communes



- Financement des maisons de santé et de projets, mais également les équipements sportifs et culturels portés par les collectivités, permettant d'agir pour une meilleure qualité de vie des habitants et donc le sujet du « bien être » au quotidien.
- Le Document d'Orientations Touristique pose également les bases d'un Tourisme éco responsable et pour tous les Girondins.
- Le dispositif « coup de pouce » en 2023 a été à plusieurs reprises orienté en faveur de l'inclusion des personnes en situation de handicap (ex: aménagement d'une piscine, mise en place d'une aire de jeux inclusive etc...)



- Accompagnement à l'amélioration de la qualité de l'accueil des élèves du 1^{er} degré, par le biais de subventions pour la restructuration ou travaux dans les groupes scolaires, soutien aux équipements: médiathèques et bibliothèques, piscines, équipements sportifs.



- Prise en compte dans la fiche Résilience d'un critère « mixité et inclusion »



- Accompagnement des communes sur les dispositifs AEP et d'assainissements, la lutte contre les pollutions et la protection des milieux naturels. Ces critères sont en effet pris en compte au sein de la Fiche Résilience



- Interventions avec les petites communes sur les énergies renouvelables. Ces critères sont en effet pris en compte au sein de la Fiche Résilience



- La mise en œuvre des politiques publiques girondines est génératrice d'emploi local. Les entreprises sont les 1^{ères} bénéficiaires des financements CD33. Pour autant, la commande publique ne permet pas de favoriser le « local »... ce n'est pas possible dans le code de la commande publique.
- Financements d'emploi local via les aides aux projets portés par les collectivités, aux associations agissant dans le domaine du tourisme, aux manifestations touristiques, etc.
- L'accompagnement des communes stimule la commande publique: effet sur la commande publique de manière directe et indirecte.
- Effet de la clause sociale
- Le poids du Tourisme en Gironde représente 40 369 emplois directs et indirects en Gironde.



- Aides aux communes - application d'un Coefficient de solidarité: le Département aide d'avantage les territoires les plus fragiles.
- La démarche des pactes territoriaux suppose depuis le départ une action différenciée en fonction des spécificités du territoire, pour intégrer une plus grande logique d'équité territoriale au sein des dispositifs d'accompagnement déployés par le Département



- La transition écologique représente l'un des axes des contrats ville d'équilibre CVE.
- La sensibilisation des acteurs locaux fait partie intégrante de la démarche des pactes territoriaux depuis l'origine. Au sein de la 2^e génération des Pactes territoriaux, le 3^{ème} volet est dédié aux enjeux de transition écologique
- Travail de sensibilisation par le biais du soutien financier et du partenariat avec le CAUE + AURBA



- Possibilité de venir soutenir des projets innovants sur ces sujets par le biais des « coups de pouce ».
- La sensibilisation des acteurs locaux fait partie intégrante de la démarche des pactes territoriaux et des conseils de territoire Ces critères sont pris en compte au sein de la Fiche Résilience



- Aide aux communes : La fiche Résilience comprend le financement des schémas directeurs eaux pluviales (CAB), tient compte des enjeux de ruissellement des eaux ainsi que des impacts des constructions nouvelles en matière d'émissions de GES.
- La sensibilisation des acteurs locaux à ces sujets se fait également dans le cadre de la démarche des pactes et des conseils de territoire



- Sur les critères des RI: intervention+ aides financières sur le volet assainissement (AC et ANC) auprès des maîtres d'ouvrages girondins.
- Le Document d'Orientations Touristique pose les bases d'un tourisme éco responsable et pour tous les Girondins.



- Tous les impacts négatifs liés à la construction des projets d'investissement (artificialisation, extraction de ressources, impact sur la biodiversité locale, ...)
- Incitation à la prise en compte des modes de construction plus vertueux



- Financement des Maisons France Services
- Fiche Résilience qui permet de sensibiliser les maîtres d'ouvrages + intégration dans les cahiers des charges CAB et CAE



- Les coopérations sont au cœur de la vice-présidence. La démarche des pactes territoriaux menée depuis 2015 a pour essence même de créer le dialogue et susciter les coopérations entre les acteurs locaux.
- La question de la gouvernance et de la co-responsabilité sont pris en compte dans la construction des nouveaux contrats de territoires avec le bloc communal



VP1 : Aménagement territorial, coopérations, tourisme



Ambition

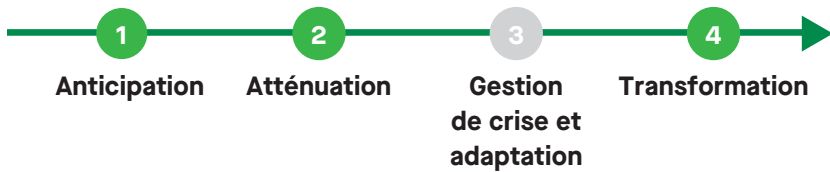
En 2028, le plus grand nombre des acteurs locaux (communes et intercommunalités) auront été accompagnés pour mettre en œuvre la stratégie de résilience de leur territoire. En 2028, les aides aux communes sont toutes orientées vers des projets conformes à la stratégie départementale de résilience.



Actions phares contribuant à l'ambition

ÉTAT D'AVANCEMENT	DÉTAIL ACTION	INDICATEUR	PERSPECTIVE 2024
	Agir collectivement pour accélérer l'indispensable anticipation et adaptation au changement climatique en préservant les plus fragiles : Articulation entre les pactes territoriaux (à grande échelle) et une programmation d'actions partenariales avec les contrats de territoire (bloc communal)	nombre de contrats signés sur le territoire girondin nombre de projets résilients (+ estimation de leurs impacts)	Mise en œuvre du volet opérationnel des pactes et lancement de la démarche des contrats de territoire
	Contrat de Ville d'équilibre : poursuite de la démarche avec un objectif d'intégration des CVE aux futurs contrats de territoire	pertinence des projets au regard des enjeux de résilience (grille d'analyse) 8 CVE signés, dont 3 en cours d'actualisation pour fin 2022, 3 à venir pour fin 2022 et 2023	Renouvellement des contrats arrivés à échéance (5) Réflexion sur l'intégration progressive des Contrats Ville d'Equilibre au sein des futurs contrats de territoire
	Déploiement des actions liées au nouveau Document d'Orientations Tourisme et de Loisirs Mise en œuvre du nouveau dispositif de conventionnement avec les territoires (Convention Tourisme Loisirs - COTL)	Nombre de COTL sur 6 mois - Taux de couverture des EPCI	Déploiement des COTL avec les territoires - Nouveaux entrants non candidats en 2023.
	Nouvelle action mise en œuvre en 2023 sur la politique des aides aux communes via la Fiche résilience (obligatoire au moment du dépôt de la demande de subvention pour les dossiers d'investissement dont le coût HT des travaux excède 50 000 €)	Nombre de dossiers concernés et nombre de fiches complétées 381 dossiers ont déposé une FR	Maintien de la fiche avec réflexion sur le montant à partir de laquelle elle est déclenchée Appropriation par les acteurs internes et externes

Contribution aux 4 étapes de la résilience :



Nourrir les 7 enjeux de résilience Girondins

LES ENJEUX DE RÉSILIENCE TERRITORIALE	CONTRIBUTION
Anticiper et protéger la population en cas de choc Les crises sont de plus en plus nombreuses, imprévisibles et brutales. Le Département doit être en capacité de réagir face à l'imprévu.	La VP est indirectement concernée mais la capacité des territoires à intégrer la résilience / résistance aux chocs à leurs actions est un des objectifs de la fiche de résilience. Travail mené sur les îlots de fraîcheur dans les bâtiments communaux et intercommunalités
Développer de nouvelles manières d'habiter Les fortes pressions environnementales et sociales induites par l'attractivité girondine, associées aux tensions sur les ressources et matériaux, appellent de nouvelles façons de penser le logement : plus denses, plus reliés, plus modulaires, plus sobres...	La VP est concernée car la fiche résilience proposée en 2023 sur le volet aides aux communes prend en compte la question de la densification, la lutte contre l'artificialisation des sols, la sobriété foncière, etc....
Inverser l'érosion de la cohésion sociale La crise de la cohésion sociale relève d'un glissement progressif qui, sur le long terme, sape les bases de toute résilience. Il faut combler les fractures qui se creusent entre territoire et entre groupes de population.	La VP est concernée par la prévision systématique du recours à la clause sociale dans les marchés de travaux et l'inscription dans une démarche de mixité, d'inclusion, au sein de la fiche de résilience, ainsi que par la démarche de dialogue territorial instauré par les pactes territoriaux
Réensauvager l'artificialisé et régénérer les espaces naturels, agricoles et forestiers La fragmentation des espaces naturels met en péril les équilibres naturels et les services rendus par elle. Il faut absolument redonner de l'espace au vivant, y compris en zone anthropisée.	La VP est concernée par cette question avec l'action du SAFT (Service Agri Foncier Tourisme du Département) et la préservation des espaces agricoles et forestiers en lien avec les actions de la Direction de l'Environnement (ex : PEANP des Jalles) Encouragement à végétaliser les aménagements des espaces publics
Gérer la transition vers une économie post-carbone et résiliente La transition écologique induit un redéploiement des métiers et activités, porteurs de risques pour certains secteurs girondins. Il faut dès à présent accompagner les travailleurs et futurs travailleurs vers les métiers de la résilience.	Nombre de dossiers concernés et nombre de fiches complétées - 381 dossiers déposés avec une fiche résilience (FR) complétée
Limiter les besoins de déplacement Il convient de rapprocher les services et activités des habitants, pour réduire le nombre et l'impact des multiples flux sur le territoire.	La VP est concernée au titre de plusieurs leviers : la poursuite d'un aménagement équilibré des territoires en gironde, l'accessibilité à un panier de services aux publics au titre du SDAASP. Les CVE ont vocation à renforcer les villes d'équilibre afin de limiter les flux vers le bassin d'emploi et les services de la Métropole - Espace de dialogue dans le cadre des Contrats
Accroître, diversifier et transformer la production agricole L'agriculture girondine très spécialisée et tournée vers l'export, doit opérer sa mue pour nourrir ses propres habitants tout en protégeant sa biodiversité, garante de son avenir.	Nombre de dossiers concernés et nombre de fiches complétées - 381 dossiers déposés avec une fiche résilience (FR) complétée



Actions clés 2023/2024

Lancement de la deuxième génération des Pactes Territoriaux et des futurs contrats de territoire avec le bloc communal en 2024 2025 qui intègre deux volets :

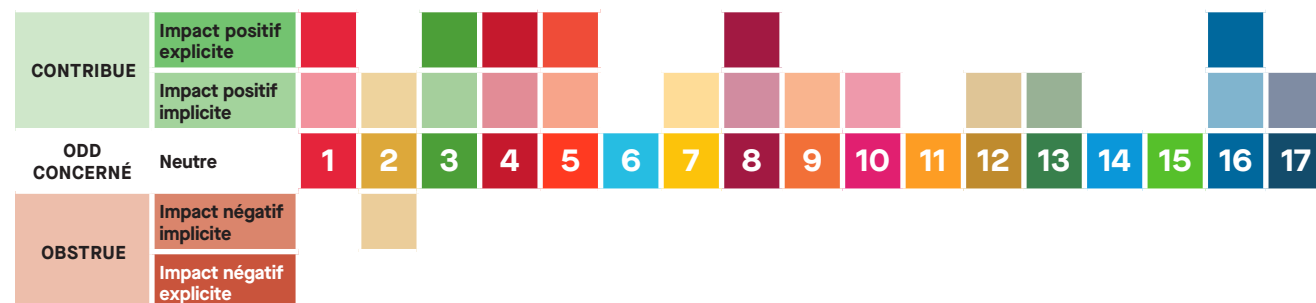
- Agir pour la transition écologique au bénéfice de toutes et tous
- Agir pour les transitions environnementales en préservant les milieux et les ressources et en encourageant la transformation des comportements



VP2 : Ressources humaines, administration générale, finances et modernisation de l'action publique



Contribution 2023 aux 17 Objectifs de Développement Durable



- Promouvoir et adapter l'action sociale envers les agents
- Plan de déprécarisation : volonté de stagiairiser les agents



- Veiller au respect de la loi EGALIM dans la restauration des agents au RIA MERIADECK



- Permettre à tous les agents d'avoir un contrat de maintien de salaire et prime
- Veiller à l'équilibre vie professionnelle et personnelle : Sécuriser le cadre du télétravail pratiqué par 3400 agents (travail sur identification des activités télétravaillables, contractualisation...) Engagement d'une réflexion sur la semaine de 4,5 jrs / Projet Respire
- Engagement d'une réflexion sur les aménagements liés aux périodes menstruelles, de pré ménopause et de ménopause



- Favoriser l'emploi des jeunes : politique d'attractivité en direction des apprentis : 70 apprentis
- Accès à la formation tout au long de la carrière

- Politique Départementale de Prévention et de Qualité de Vie au Travail au profit des services départementaux pour les années 2022 à 2028. (journée de la prévention et 1 semaine QVT)
- Travail en cours sur le Plan de Prévention des Risques Psychosociaux de la collectivité 4 axes :
 - Développer la connaissance en santé sécurité et des risques psychosociaux
 - Prévenir et agir sur les situations de violence et souffrance au travail
 - Développer les pratiques managériales favorables à la bonne santé au travail
 - Une culture organisationnelle favorisant la santé au travail



- Mise en place des congés menstruels



- Politique de recrutement
- Politique de rémunération
- Sensibilisation et lutte contre les discriminations.



- Renforcement du télétravail pratiqué par 3400 agents



- Forum de l'emploi pour recruter sur des métiers vacants en lien avec le social et autres compétences du Département
- Grande cause départementale Jeunesse, événement «Forum jeunesse» : tenue d'un stand pour informer sur les métiers et les compétences sociales du département

- Plan de formation
- Plan de transformation et développement managérial (75% formés)
- Programme d'activités du Laboratoire d'innovation publique (facilitation, design, fresques, boîte à outils résilience)



- Dématérialisation des dossiers des agents (moins de papiers)



- Reconsidération de ses déplacements professionnels et domicile travail, notamment avec le télétravail



- Dialogue social dense.
- Concertation régulière des agent-e-s.
- Gestion prévisionnelle des emplois et compétences



- L'heure managériale : les responsables des ressources humaines rencontrent, informent les agents sur les territoires pour renforcer les liens et l'écoute
- Lancement du GT interinstitution «innovation publique et RH» avec le labo LaBase

- Préparation budgétaire affinée + sponsoring/ mécénat + emprunt maîtrisé + pilotage Budget résilient pour cibler et recentrer les ressources sur les compétences sociales dont la collectivité est chef de file
- Maîtrise financière des actions du département sous l'aune de la boussole résilience pour les dépenses factuelles et donc compétences volontaristes



Ambition

En 2028, les Girondins trouvent un service public de proximité et de qualité. Le Plan d'Administration Départemental est déployé dans toutes ses composantes. La volonté de conserver un endettement maîtrisé est réaffirmée compte tenu d'une trajectoire budgétaire sérieuse, bouleversée par des externalités négatives majeures. Le service public développe sa capacité d'adaptation et les solutions sont coconstruites en prenant appui sur les besoins identifiés auprès des usagers comme des partenaires du Département.



Actions phares contribuant à l'ambition

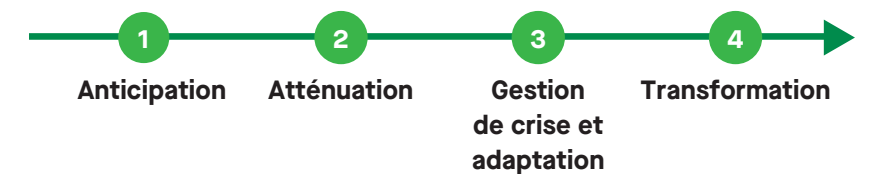
ÉTAT D'AVANCEMENT	DÉTAIL ACTION	INDICATEUR	PERSPECTIVE 2024
	En 2028, les Girondins trouvent un service public de proximité et de qualité. Le Plan d'Administration Départemental est déployé dans toutes ses composantes. La volonté de conserver un endettement maîtrisé est réaffirmée compte tenu d'une trajectoire budgétaire sérieuse, bouleversée par des externalités négatives majeures. Le service public développe sa capacité d'adaptation et les solutions sont coconstruites en prenant appui sur les besoins identifiés auprès des usagers comme des partenaires du Département.	taux d'endettement	Cf BP2024
	Plan de transformation et de développement managérial: renforcer les compétences pour soutenir le PAD. déploiement d'un tryptique: les fondamentaux managériaux; la culture départementale et les nouvelles approches managériales, les fonctions support vont dispenser des ressources sur la gouvernance et le fonctionnement de la collectivité et les principaux enjeux de gestion et mode projet. doter les managers de tous les outils et dispositifs du quotidien pour pérenniser un système de management de qualité et se donner des temps de partage de pratiques et d'expérience	600 encadrants, 200 non encadrants; durée du plan de 2022 à 2024; Nb de formation Nb de jours de formation 75% d'agents formés	Poursuite de la démarche



VP2 : Ressources humaines, administration générale, finances et modernisation de l'action publique

ÉTAT D'AVANCEMENT	DÉTAIL ACTION	INDICATEUR	PERSPECTIVE 2024
	Le projet d'administration départemental (PAD) ESTU'R, phase 2 : Une démarche de Transformation et de Territorialisation prenant appui sur la concertation menée auprès des agent·e·s du Département et l'ambition politique portée par le programme de la mandature poursuivant le triptyque : proximité, efficacité et acteurs des transitions	Indicateurs : 400 contributions pour la phase 1 de consultation des agent-e-s et des services. Un outil de suivi du bilan de la concertation qui alimente la feuille de route de la phase 2 - 90 personnes mobilisées actuellement au sein de 10 groupes de travail ayant fait émergé 30 chantiers de transformation	Faire du PAD une démarche intégrée aux feuilles de route des directions, afin de permettre la mise en œuvre opérationnelle des chantiers de transformation ayant émergé en 2023 au sein des 10 groupes de travail. Poursuivre la territorialisation dans le cadre de l'organisation actuelle, en créant de nouveaux espaces de dialogue territorial et en passant au tamis de la proximité chaque politique publique départementale.
	Mise en place d'un Budget Résilient suite au travail exploratoire mené sur les approches comptables en phase avec les modèles de transition	% des masses financières et du nombre de projets impactés	Prestataire choisi et lancement du 1 ^{er} essai
	Politique Départementale de Prévention et de Qualité de Vie au Travail au profit des services départementaux pour les années 2022 à 2028. Cette démarche s'articule autour de deux axes : Axe 1 = Garantir la sécurité, préserver la santé et favoriser l'inclusion - Axe 2 = Développer la qualité de vie au travail	Objectifs : 2025 : Réalisation de l'évaluation des risques professionnels sur 50% des sites du Département DUERP (doc unique eval risque pro dans chaque direction) 2027 : Elargissement du réseau des acteurs de la prévention - objectif : 50 Assistants de Prévention 2028 : Réalisation de l'évaluation des risques professionnels sur 100% des sites du Département	Suivi et ajustement de la démarche Poursuite de la mise en œuvre du plan d'action Communication auprès des DGA/ Directions, managers, agents et de la FSSSCT
	Financement privé (mécénat ou sponsoring) des équipements en investissement ou des actions / projets portés par le département	Montant / Taille de la communauté	Progression sur quantité / qualité de la communauté de mécènes et fonds perçus

Contribution aux 4 étapes de la résilience :



Nourrir les 7 enjeux de résilience Girondins

LES ENJEUX DE RÉSILIENCE TERRITORIALE	CONTRIBUTION
Anticiper et protéger la population en cas de choc Les crises sont de plus en plus nombreuses, imprévisibles et brutales. Le Département doit être en capacité de réagir face à l'imprévu.	Enjeu au coeur du PAD qui vient répondre par la coconstruction, la coréalisation, l'identification des besoins et des politiques menées
Développer de nouvelles manières d'habiter Les fortes pressions environnementales et sociales induites par l'attractivité girondine, associées aux tensions sur les ressources et matériaux, appellent de nouvelles façons de penser le logement : plus denses, plus reliés, plus modulaires, plus sobres...	Le déploiement et la sécurisation du cadre du télétravail, l'aide au transport, ainsi que le projet RESPIRE, contribuent à penser autrement la relation logement domicile-travail.
Inverser l'érosion de la cohésion sociale La crise de la cohésion sociale relève d'un glissement progressif qui, sur le long terme, sape les bases de toute résilience. Il faut combler les fractures qui se creusent entre territoire et entre groupes de population.	Le PAD, l'aménagement territorial, la politique de rémunération concourant à réduire les inégalités femmes - hommes ; la priorité de recrutement tournée vers les métiers de la filière sociale, la lutte contre la déprécarisation, contribuent à inverser l'érosion de la cohésion sociale.
Réensauvager l'artificialisé et régénérer les espaces naturels, agricoles et forestiers La fragmentation des espaces naturels met en péril les équilibres naturels et les services rendus par elle. Il faut absolument redonner de l'espace au vivant, y compris en zone anthropisée.	pas de contribution directe
Gérer la transition vers une économie post-carbone et résiliente La transition écologique induit un redéploiement des métiers et activités, porteurs de risques pour certains secteurs girondins. Il faut dès à présent accompagner les travailleurs et futurs travailleurs vers les métiers de la résilience.	Le SPASER détermine les objectifs de politique d'achat incluant des éléments à dimension écologique et sociale.
Limiter les besoins de déplacement Il convient de rapprocher les services et activités des habitants, pour réduire le nombre et l'impact des multiples flux sur le territoire.	Le développement du télétravail à domicile a un impact majeur sur la baisse des besoins de déplacement des agents de la collectivité.
Accroître, diversifier et transformer la production agricole L'agriculture girondine très spécialisée et tournée vers l'export, doit opérer sa mue pour nourrir ses propres habitants tout en protégeant sa biodiversité, garante de son avenir.	pas de contribution directe

Actions clés 2023/2024

- Structuration du dispositif mécénat et sponsoring : comité (élus et agents) qui sélectionnera les projets ouverts au mécénat (avis donné sur projets / avis sur liste des mécènes / rôle de jonction entre projets sélectionnés et mécènes sélectionnés)



VP3 : Politiques éducatives, collèges



Contribution 2023 aux 17 Objectifs de Développement Durable



- Accès gratuit à la cantine pour les élèves boursier T3 et prix du repas à 1 euro pour les T2,
- Tarification unique avec prix repas peu élevé (coût 2,83€ ou 2,93€).
- Commission d'Accès pour accompagner les familles à financer les impayés de cantine.



- Lutte contre le gaspillage alimentaire (animations à destination des agents)
- Marché en lots géographiques pour favoriser les circuits courts pour les fruits et légumes, opérations ponctuelles (ex : Boeuf de Bazas, asperges du Blayais, etc.)
- Sensibilisation aux enjeux de développement durable, animation de potagers dans les collèges.



- Intervention et financement des réseaux de santé/ PAEJ permettant d'offrir gratuitement aux jeunes et leurs familles un accueil inconditionnel et gratuit sur des consultations psy.
- En 2023, intervention de jeunes en service civique dans les collèges autour de la précarité menstruelle.



- Appel à projets collèges: accompagnement de projets éducatifs, de santé, citoyens, culturels, sportifs, environnementaux, scientifiques... enrichi par un appel à projets permettant de soutenir la mobilité des collégiens et collégiennes
- Mise en œuvre d'un nouveau partenariat avec le Mémorial de la Shoah
- Interventions dans les collèges / un nouveau soutien aux établissements scolaires permettant d'accompagner les équipes pédagogiques sur les thématiques du climat scolaire (animations citoyennes).



- Démarche diversité égalité sur les cours et les sanitaires
- Lutte contre la précarité menstruelle
- Concertation des élèves sur l'accès à la cour pour tous afin de mettre en place des aménagements adaptés



- Valorisation des eaux pluviales
- Réduction de la consommation d'eau
- Mise en oeuvre de contrôles de qualité



- Labelisation bas carbone et économie d'énergie E3C2 en cours.
- Démarche bâtiments durables en Nouvelle Aquitaine BDNA (Label régional, spécifique aux caractéristiques régionales) sur les nouveaux collèges



- Critères TPE et PME pour favoriser l'emploi local, heures d'insertion dans les marchés publics



- Déploiement des abris vélos dans les collèges et obligation de construction de pistes aux abords des nouveaux collèges



- La mixité sociale favorisée par la sectorisation.
- Mutualisation des espaces (gymnases...)



- Artificialisation, mais intégration du bâti dans son environnement, recours systématique à des paysagistes



- Lutte contre le gaspillage alimentaire (animations à destination des agents), favoriser les circuits courts par des marchés adaptés pour les fruits et légumes.



- Emission de GES par la construction et le fonctionnement des collèges, en partie compensée par une politique de sobriété énergétique



- Artificialisation, mais limitation de l'impact et mesures de compensation.



- Concertations locales autour des collèges comme outils de développement territorial



- Mutualisation des espaces et des équipements des collèges avec les territoires



Ambition

En 2028, les collèges existants et les nouveaux collèges sont engagés dans une démarche de résilience.



Actions phares contribuant à l'ambition

ÉTAT D'AVANCEMENT	DÉTAIL ACTION	INDICATEUR	PERSPECTIVE 2024
	Requalification des cours, en vue de s'adapter au réchauffement climatique et d'améliorer la qualité de vie pour les collégiens	3 cours supplémentaires requalifiés sur l'année scolaire 2022 - 2023	► Intensification de la démarche pour 2024
	Engagement dans la démarche Collège Bas carbone, certifications E3C1 et E3C2 pour les collèges en cours de livraison. Lancement d'une nouvelle certification bâtiments durables en Nouvelle Aquitaine BDNA (Label régional, spécifique aux caractéristiques régionales) sur les nouveaux collèges.	Nombre de collèges en cours de labellisation	► Evolution de la démarche vers la labellisation régionale Démarche Bâtiments Durables en Nouvelle Aquitaine BDNA (spécifique aux enjeux régionaux) sur les nouveaux collèges.
	Confort d'été et qualité de l'air dans les collèges (installation de capteurs dans les collèges afin de vérifier et maintenir une bonne qualité de l'air intérieur).	Au delà des prescriptions réglementaires	► Intensifier la démarche sur la qualité de l'air intérieur



VP3 : Politiques éducatives, collèges

ÉTAT D'AVANCEMENT	DÉTAIL ACTION	INDICATEUR	PERSPECTIVE 2024
■ ■ ■ ■ ■	Politique d'emploi à travers les collèges, augmentation du niveau d'exigence de qualification pour les agents de la restauration et démarche active d'insertion sociale pour les missions d'entretien.	Lancement d'une école de cuisine avec 10 élèves cuisiniers	Poursuite de la démarche
■ ■ ■ ■ ■	Renforcer les politiques éducatives à destination des collégiens-nes autour de l'accès aux droits, lutte contre les discriminations, égalité filles garçons (création d'un nouveau partenariat Mémorial SHOAH)	Nombre d'ateliers et d'actions et nombre d'élèves impliqués	Mise en œuvre du projet jade, partenariat avec le défenseur des droits permettant de recruter des jeunes en service civique qui iront dans les établissements scolaires pour travailler sur la notion d'accès aux droits et poursuite d'animations dans les collèges par des jeunes en service civique sur la précarité menstruelle
■ ■ ■ ■ ■	Mettre en place de nouvelles formes de participation citoyenne des collégiens-nes (création d'une nouvelle commission dans le cadre du Conseil Départemental des Jeunes)	Production de la nouvelle commission participation citoyenne	Création de nouvelles instances de participation jeunes dans le cadre de la nouvelle feuille de route départementale
■ ■ ■ ■ ■	Lancement du projet collège résilient qui vise à questionner les politiques publiques des collèges au regard des enjeux de résilience territoriale et accompagner les équipes à faire des collèges des acteurs clés de la résilience territoriale sur le territoire.	Définition de 15 fiches actions co construites avec les agents du Département pour faire évoluer les pratiques professionnelles et la mise en œuvre des politiques publiques	Engagement des collèges volontaires expérimentateurs de la démarche

Contribution aux 4 étapes de la résilience :



Nourrir les 7 enjeux de résilience Girondins

LES ENJEUX DE RÉSILIENCE TERRITORIALE	CONTRIBUTION
Anticiper et protéger la population en cas de choc Les crises sont de plus en plus nombreuses, imprévisibles et brutales. Le Département doit être en capacité de réagir face à l'imprévu.	Les politiques éducatives sont des outils majeurs pour aider les jeunes à faire face aux bouleversements qui pourraient les vulnérabiliser. Les nouveaux collèges en tant que bâtiments exemplaires incarnent les enjeux d'atténuation et de transformation, ils peuvent également être un lieu ressource pour le territoire en cas de choc.
Développer de nouvelles manières d'habiter Les fortes pressions environnementales et sociales induites par l'attractivité girondine, associées aux tensions sur les ressources et matériaux, appellent de nouvelles façons de penser le logement : plus denses, plus reliés, plus modulaires, plus sobres...	La construction de nouveaux collèges s'appréhende à partir des enjeux de résilience, les collèges en construction sont engagés dans une démarche bas carbone. Les logements et taille de parking sont réduits. La mutualisation des équipements permet également de limiter les impacts des infrastructures sur le territoire.
Inverser l'érosion de la cohésion sociale La crise de la cohésion sociale relève d'un glissement progressif qui, sur le long terme, sape les bases de toute résilience. Il faut combler les fractures qui se creusent entre territoire et entre groupes de population.	Le collège comme outil de la cohésion notamment via la mutualisation des équipements sportifs.
Réensauvager l'artificialisé et régénérer les espaces naturels, agricoles et forestiers La fragmentation des espaces naturels met en péril les équilibres naturels et les services rendus par elle. Il faut absolument redonner de l'espace au vivant, y compris en zone anthropisée.	Végétalisation des cours de récréation. Classes natures de plein air pour la prise de conscience. Compensation au-delà des exigences réglementaires. Impact indirect de la mise à disposition des équipements sportifs qui limite, de fait, la création de nouveaux équipements.
Gérer la transition vers une économie post-carbone et résiliente La transition écologique induit un redéploiement des métiers et activités, porteurs de risques pour certains secteurs girondins. Il faut dès à présent accompagner les travailleurs et futurs travailleurs vers les métiers de la résilience.	Accompagner les professionnels à réfléchir autrement, à travailler différemment, à prendre en compte les enjeux de résilience. Accompagnement des agents d'entretien aux changements de pratiques.
Limiter les besoins de déplacement Il convient de rapprocher les services et activités des habitants, pour réduire le nombre et l'impact des multiples flux sur le territoire.	Le choix de l'emplacement des collèges est déterminé en fonction de son accessibilité. Incitation à la mobilité douce par les équipements et travail avec les communes pour faciliter leur développement.
Accroître, diversifier et transformer la production agricole L'agriculture girondine très spécialisée et tournée vers l'export, doit opérer sa mue pour nourrir ses propres habitants tout en protégeant sa biodiversité, garante de son avenir.	Lancement du nouveau marché territorial fruits et légumes afin de conforter la production agricole par la consommation de saison. Formation des chefs à ces enjeux. Travail sur l'identité territoriale via les productions locales (boeuf de Bazas, asperges du blayais...). Sensibilisation des élèves à la lutte contre le gaspillage alimentaire.



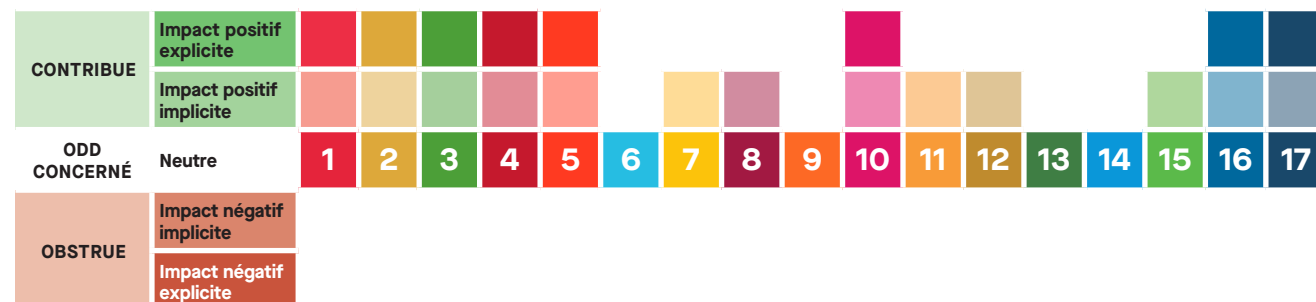
Actions clés 2023/2024

- Porter et maintenir les actions annoncées en renforçant les partenariats avec l'éducation nationale et les communes et en favorisant le travail en coopération.
- Penser ensemble de nouvelles adaptations, de nouvelles manières d'aller à l'école (modifier les horaires, revoir les programmes de sport en fonction des saisons par exemple).
- Créer des partenariats avec l'ADEME et l'agence de l'eau (requalification des cours et gestion de la ressource en eau)



VP4 : Développement social, prévention et parentalité de la petite enfance à la jeunesse

Contribution 2023 aux 17 Objectifs de Développement Durable



- Interventions pour la solidarité alimentaire, soutien à l'accès à une alimentation de qualité pour les plus pauvres. Plan pour l'inclusion sociale. CAPED, aide d'urgence.
- PMI: Accueil inconditionnel et universalisme proportionné avec l'exercice des compétences santé/soin et une perspective d'accès aux droits
- Inclusion des enfants en situation de handicap au sein des modes d'accueil avec la cellule ressources handicap et la MDPH.
- Facilitation de l'accès aux lieux d'accueil collectif pour les enfants évoluant dans un milieu avec des difficultés sociales et/ou familiales.



- Majoration du budget de soutien aux têtes de réseaux de l'aide alimentaire, augmentation du soutien aux initiatives d'aide alimentaire sur la question du « bien manger ». Aide du FAJ: intervention sur l'aide alimentaire à destination des jeunes.



- PMI : conseil en santé globale - ateliers alimentation saine et équilibrée
- Accueil petite enfance: contrôle et accompagnement de la qualité de la prise en charge incluant la qualité des repas.
- PMI: Service public de prévention en périnatalité et de suivi du jeune enfant.
- Etendre les bilans santé en écoles maternelles à tous les enfants girondins de 3-4 ans
- Soutien aux actions de santé et bien-être dans le cadre de l'AILDS, contribution à la prévention en matière de santé.
- Soutien aux acteurs de la prévention et de l'accompagnement en matière de santé - précarité, santé physique et psychique : GAPS, CPCT, Médecins du Monde...
- Soutien aux initiatives de prévention santé indirecte: santé par le sport, l'alimentation...
- Financement de 6 réseaux de santé qui accueillent



gratuitement les jeunes en difficulté psychologique.



- Soutien à la parentalité et aux 110 structures de l'animation de la vie sociale (Centres sociaux, espaces de vie sociale...). Contribution à l'accompagnement à la scolarité et autres initiatives transverses : soutien à la citoyenneté, à l'apprentissage de la langue... Mobilisation et financement des Réseaux de santé et PAEJ pour des consultations gratuites pour les jeunes et leurs familles.
- Accompagnement et formation des professionnelles d'accueil de la petite enfance
- Indicateur égalité fille - garçon au sein de l'AILDS et dans les conventions de partenariat. Attention particulière au travers de tous les dispositifs notamment sur le FAJ avec une égalité parfaite.



- Consolidation de l'emploi associatif par le soutien à 450 associations locales.
- Soutien à la professionnalisation des métiers de la petite enfance. Agréement des modes d'accueil petite enfance



- Cœur du champ de la vice-présidence.



- Soutien aux compagnons bâtisseurs pour accompagner les publics dans la remise en état de leur logement et à l'URHAJ pour l'habitat des jeunes.



- Soutien aux circuits courts pour les épiceries solidaires et lutte contre le gaspillage alimentaire.



- Soutien aux jardins partagés, contribution à l'expérimentation d'une sécurité sociale de l'alimentation visant notamment à soutenir une agriculture locale responsable.



- Cœur du champ de la vice-présidence.
- Approche prévention et promotion de la santé : écoute et appui aux capacités des personnes pour être moteur de leurs parcours de soin.



- Développement des partenariats avec l'ensemble des parties prenantes. Posture d'aller vers les partenaires et de faire vivre les dynamiques

de coopération. Schéma départemental jeunesse (caf, msa, EN) coopération avec les ETCL, gouvernance commune sur un certain nombre de dispositifs

- Engagement dans les coopérations départementales relatives à la périnatalité et à la petite enfance.



Ambition

En 2028, la cohésion sociale et le vivre ensemble sont renforcés grâce à la lutte contre les inégalités sociales, culturelles, et pour l'égalité des chances dès la petite enfance. Des réseaux de solidarité sont actifs, ils constituent un socle indispensable à la résilience territoriale.



Actions phares contribuant à l'ambition

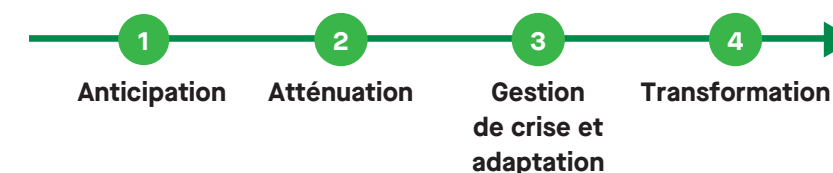
ÉTAT D'AVANCEMENT	DÉTAIL ACTION	INDICATEUR	PERSPECTIVE 2024
■■■■	Evaluation du CAPJ: consultation et test des propositions d'actions auprès des jeunes bénéficiaires en grandes difficultés. Emergence d'un projet de revenu d'autonomie des jeunes.	2 groupes de travail avec le public ayant bénéficié du dispositif. Ateliers avec les jeunes permettant d'aborder quels étaient les enjeux pour la jeunesse (déc 2022 et avril 2023). Sondage auprès des jeunes girondins par l'institut KANTAR sur l'idée d'un revenu pour les jeunes	► Ecriture de la nouvelle feuille de route jeunesse à partir des concertations mises en œuvre en 2023.
■■■	Nouveau schéma départemental jeunesse voté en 2023. Renforcement des coopérations (CAF, MSA, DSDEN), favorise l'engagement des jeunes, facilite l'accès aux droit par le déploiement des Promeneurs du net et de la Boussole des jeunes	29 structures labellisées Promeneurs du net / Lancement d'un appel à projet Boussole des jeunes pour 2 nouveaux territoires	► Mise en œuvre du schéma



VP4 : Développement social, prévention et parentalité de la petite enfance à la jeunesse

ÉTAT D'AVANCEMENT	DÉTAIL ACTION	INDICATEUR	PERSPECTIVE 2024
■ ■ ■ ■ ■	Ensemble des actions menées en matière de solidarité alimentaire (épiceries solidaires, jardins partagés, aides financières à l'alimentation des jeunes, accompagnement social, proximité, qualité, frigo solidaires...)	Quelques chiffres 2022 : - 10 529 aides attribuées par la CAPED Quelques chiffres 2023 : - 5 Têtes de réseau de l'aide alimentaire soutenues - Dans le cadre de l'AILDS 2023, 66 projets de Solidarité alimentaire. - 43 épiceries solidaires accompagnées dont 40 soutenues financièrement. - Dans le cadre des frigos solidaires 2023, déploiement de 10 projets sur le territoire girondin.	Accent mis sur l'accessibilité à une alimentation de qualité
■ ■ ■ ■ ■	La mise en oeuvre de la politique publique de développement social qui dépasse l'approche par public pour aller vers de manière inclusive et préventive.	Travailleurs sociaux accompagnés dans l'évolution de leurs pratiques. Environ 910 professionnels formés. Elargissement des partenariats à l'ensemble des acteurs locaux en lien avec les familles : accès à l'apprentissage musical avec le projet DEMOS.	
■ ■ ■ ■ ■	Développement de lieux de vie pour la petite enfance, autour de l'éveil culturel.	1 espace labellisé à Villenave d'Ornon	Labellisation de nouveaux lieux sur le territoire girondin
■ ■ ■ ■ ■	Appel à Initiative de Développement Social, vise à lutter contre toutes formes d'exclusion. Il entend apporter des réponses aux besoins sociaux de proximité en suscitant et en soutenant l'émergence de projets socialement innovants sur les territoires. Il participe à l'anticipation des besoins en matière de cohésion sociale.	Au 15 mars 2023, 354 projets ont été réceptionnés et instruits.	

Contribution aux 4 étapes de la résilience :



Nourrir les 7 enjeux de résilience girondins

LES ENJEUX DE RÉSILIENCE TERRITORIALE	CONTRIBUTION
Anticiper et protéger la population en cas de choc Les crises sont de plus en plus nombreuses, imprévisibles et brutales. Le Département doit être en capacité de réagir face à l'imprévu.	Contrôle et accompagnement de la qualité d'accueil dans les lieux petite enfance
Développer de nouvelles manières d'habiter Les fortes pressions environnementales et sociales induites par l'attractivité girondine, associées aux tensions sur les ressources et matériaux, appellent de nouvelles façons de penser le logement : plus dense, plus relié, plus modulaire, plus sobre...	Pas de contribution directe
Inverser l'érosion de la cohésion sociale La crise de la cohésion sociale relève d'un glissement progressif qui, sur le long terme, sape les bases de toute résilience. Il faut combler les fractures qui se creusent entre territoires et entre groupes de population.	Coeur de la vice présidence, logique de développement social, soutien des acteurs de l'animation sociale sur l'ensemble du territoire et politique jeunesse qui favorise l'insertion.
Réensauvager l'artificialisé et régénérer les espaces naturels, agricoles et forestiers La fragmentation des espaces naturels met en péril les équilibres naturels et les services rendus par elle. Il faut absolument redonner de l'espace au vivant, y compris en zone anthropisée.	Pas de contribution directe
Gérer la transition vers une économie post-carbone et résiliente La transition écologique induit un redéploiement des métiers et activités, porteurs de risques pour certains secteurs girondins. Il faut dès à présent accompagner les travailleurs et futurs travailleurs vers les métiers de la résilience.	Consolidation des emplois associatifs par le soutien à plus de 450 associations locales
Limiter les besoins de déplacement Il convient de rapprocher les services et activités des habitants, pour réduire le nombre et l'impact des multiples flux sur le territoire.	Pas de contribution directe
Accroître, diversifier et transformer la production agricole L'agriculture girondine très spécialisée et tournée vers l'export, doit opérer sa mue pour nourrir ses propres habitants tout en protégeant sa biodiversité, garante de son avenir.	Soutien au développement des jardins partagés et accompagnement des épiceries solidaires pour un approvisionnement bio et local

Actions clés 2023/2024

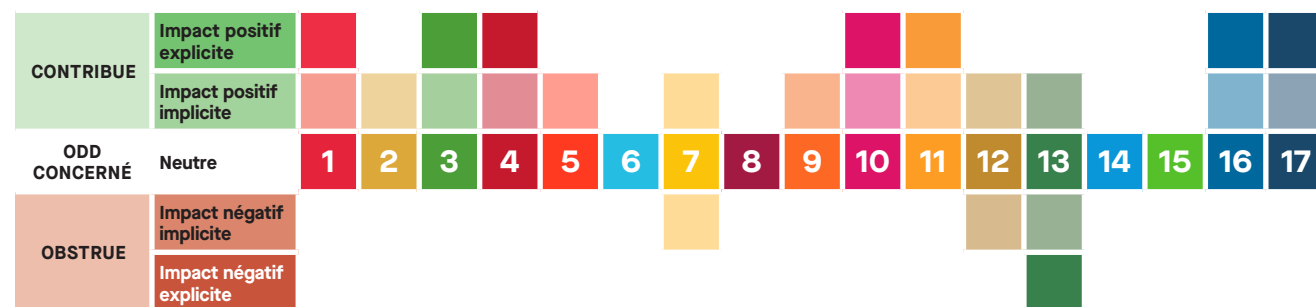
► Refonte de la feuille de route jeunesse du Département



VP5 : Accès au droit, santé, numérique, services publics de proximité et technologie



Contribution 2023 aux 17 Objectifs de Développement Durable



- Accueil inconditionnel et universalisme proportionné avec l'exercice des compétences santé/soin et une perspective de prévention/promotion et d'accès aux droits: accompagnement de la santé adulte, missions santé/précarité hors les murs, «aller vers», mission squat, mission santé sexuelle.
- Prototypage et commande du «Bus en +». Nov. 23 : mise en circulation sur 2 territoires Médoc et Haute-Gironde avec une pluralité des missions (santé, autonomie, insertion,...).
- Résorber la fracture numérique avec le Plan Gironde Haut Méga
- Accompagner les usagers des conseillers numériques associés aux équipes des Pôles territoriaux de solidarité
- Rendre lisible les lieux d'accompagnement (coordonnées, services, équipements) avec la cartographie de la médiation



- numérique
- Modernisation des outils «accueil relations usagers» interne/externe pour mieux renseigner et orienter l'usager quelque soit le canal (physique, téléphonique, numérique, etc.)
- Conseils en santé globale, prévention et promotion de la santé avec des ateliers alimentation saine et équilibrée / budget des ménages
- Dépistage des pathologies liées à l'alimentation (diabète, surpoids, obésité)
- Stratégie départementale de la Santé et du Prendre soin
- Accueil inconditionnel, accompagnement du parcours de santé tout au long de la vie
- Consultations pluridisciplinaires
- Centre gratuit d'information, de dépistage et de diagnostic (CeGIDD) / centre de santé sexuelle (CCS)
- Centre départemental de



- vaccination - centre de lutte antituberculose (CLAT)
- Maison départementale de la promotion de la santé (MDPS).
- Plan de formation des accueils physiques / spécialisation sur une réponse de 1^{er} niveau immédiat / réorientation.
- Accueil de groupe - ouverture vers plus de pédagogie en fonction des demandes usagers
- Plan collègues numériques (équipement des nouveaux collègues, et modernisation pour les anciens) + coopération avec l'Education nationale sur les ENT (espace numérique de travail)
- Développement de la fibre comme un service public (accès à la formation à distance et aux MOOC)
- Accompagnement aux usagers et à l'accès aux télé-services (conseillers numériques)
- Campagne prévention grand public sur la cyber sécurité
- Commission - cyber harcèlement du Conseil départemental des jeunes



- Actions soutenues dans la conférence des financeurs (personnes âgées)
- Centre de santé sexuelle (CCS)
- Actions collectives en santé sexuelle
- Elaboration et vote du programme d'actions de lutte contre les violences conjugales avec l'adoption d'un protocole pour mieux déceler et orienter.
- Déploiement d'actions avec une attention particulière pour les personnes LGBT



- Adhésion à l'institut du numérique responsable
- Outillage, suivi et accompagnement des usagers numériques pour ne pas augmenter nos capacités de stockage (Clean days)
- Clause achat de matériel reconditionné



- La mise en œuvre des politiques publiques gironnaises est génératrice d'emploi local.
- Financements d'emploi local via les aides aux projets portés par les collectivités, aux associations agissant dans le domaine du tourisme, aux manifestations touristiques, etc.
- L'accompagnement des communes stimule la commande publique: effet sur la commande publique



- de manière directe et indirecte.
- Effet de la clause sociale
- Le poids du Tourisme en Gironde représente 40 369 emplois directs et indirects en Gironde. Lien entre les missions accompagnement santé adulte et insertion pour identifier les freins liés à des facteurs santé/soin.
- le plan Gironde Haut Méga favorise l'implantation d'entreprises



- Cyber sécurité: campagne de prévention et d'accompagnement interne et territorial (collectivité, grand public)
- Le syndicat mixte Gironde Numérique prend en charge l'aménagement numérique du territoire et propose des services numériques aux collectivités.
- Renforcement de la présence des services par la proximité et l'itinérance



- Service de réparation dans la collectivité
- Récupération et recyclage des déchets numériques
- clause de réparabilité dans les achats neufs
- formation des agents à l'écoconception et à la fresque du numérique



- Bilan carbone des équipements numériques de la collectivité en cours



- Approche prévention et promotion de la santé: écoute et appui aux capacités des personnes pour être moteur de leurs parcours de soin.
- Développement des outils et des technologies pour soutenir la participation citoyenne



- Stratégie départementale de la Santé et du Prendre soin
- CD33 est contributeur aux coopérations locales, départementales et soins
- enquête de satisfaction schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services aux publics (SDAASAP)
- Conventions territoriales d'exercice concerté



VP5 : Accès au droit, santé, numérique, services publics de proximité et technologie

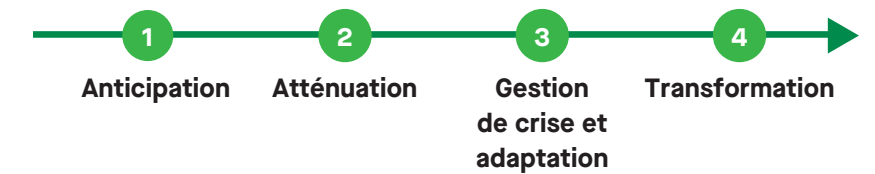
Ambition

Le Département est garant de l'accès aux droits et à la santé en s'appuyant sur un accueil de proximité adapté à tous et un numérique plus inclusif et responsable.

Actions phares contribuant à l'ambition

ÉTAT D'AVANCEMENT	DÉTAIL ACTION	INDICATEUR	PERSPECTIVE 2024
	Stratégie numérique responsable	1 Diagnostic / 1 Plan d'actions «numérique responsable» optimisés avec l'Institut du numérique responsable - système de suivi en cours de définition Courbe d'évolution de l'âge moyen des équipements favorable(faible vers plus...) Formation à l'éco conception et la fresque du climat pour tous les agents de la DSIN	► Engagement pour la labellisation « numérique responsable » niveau 1. Mise en œuvre du programme d'actions Accompagnement aux usages responsables des agents et des élus.
	Qualité de l'accueil et accompagnement aux usages numériques	Palmares baromètre AFNOR Programme d'actionsamélioration continue de l'accueil téléphonique Inauguration d'un accueil physique augmenté sur le site de Mériadeck - démarche de « aller vers »	► Mise en œuvre de la dématérialisation des correspondances Engagement de toute la collectivité dans l'amélioration qualité accueil téléphonique, notamment passage niveau 1 à niveau 2. GRU Solidarité projet NOA Chantier prévenir et agir contre les incivilités
	Elaboration concertée et mise en oeuvre d'une stratégie départementale de la santé et du prendre soin	Adoption de la Stratégie départementale de la santé et du prendre soin en novembre. 2022 à l'unanimité.	► Consolider et renforcer le maillage territorial Journée départementale d'animation de la stratégie santé/soin Mise en circulation des 2 bus en + Perspective d'expérimentation type «mutuelle girondine» (accès aux droits pour les personnes affiliées à la sécurité sociale avec des organismes partenaires) - appel à projets
	Dynamique territoriale de coopération pour l'accès aux droits des girondins et des girondines: garantir une écoute des besoins et préoccupations et proposer le plus tôt possible une orientation adaptée.	SDAASP: Bilan quantitatif partagé du plan d'actions avec les services de l'Etat. 26 conventions territoriales d'exercice concerté ; poursuite des déploiements des CTEC et renouvellement des plus anciennes (Bordeaux); perspectives d'ici la fin de l'année sur le territoire du Médoc - 2023 : Département lauréat de l'appel à projets territoire zéro non recours : pendant 3 ans : s'attacher à mieux identifier, informer et accompagner les personnes qui ne font pas valoir leurs droits sociaux. - Département partenaire de la maison d'accès de la justice et du droit - remise d'un plan d'actions prévenir et agir contre les incivilités et agressions.	► Mise en oeuvre du programme d'actions prévenir et agir contre les incivilités Travail sur un format de contrat de territoire avec une annexe sur les solidarités / public prioritaire Reconduction du SDAASP à l'aune de l'échéance du précédent schéma au 31/12/23 Orientations départementales: accueil inconditionnel/médiation numérique/ mobilité solidaire/santé pour améliorer l'opérationnalité du plan d'actions et la lisibilité de l'intervention départementale

Contribution aux 4 étapes de la résilience :



Nourrir les 7 enjeux de résilience Girondins

LES ENJEUX DE RÉSILIENCE TERRITORIALE	CONTRIBUTION
Anticiper et protéger la population en cas de choc Les crises sont de plus en plus nombreuses, imprévisibles et brutales. Le Département doit être en capacité de réagir face à l'imprévu.	Stratégie numérique responsable Audit résilience des réseaux
Développer de nouvelles manières d'habiter Les fortes pressions environnementales et sociales induites par l'attractivité girondine, associées aux tensions sur les ressources et matériaux, appellent de nouvelles façons de penser le logement : plus denses, plus reliés, plus modulaires, plus sobres...	Schéma départemental d'accessibilité aux services publics
Inverser l'érosion de la cohésion sociale La crise de la cohésion sociale relève d'un glissement progressif qui, sur le long terme, sape les bases de toute résilience. Il faut combler les fractures qui se creusent entre territoire et entre groupes de population.	S'adresser à toutes et tous tout au long de la vie en portant une attention particulière sur les situations de vulnérabilités Soutiens en investissement aux projets de Maison de santé pluriprofessionnelles et aux France services situées en zone de déficit d'accessibilité. Projets répondant aux critères de résilience (choix des matériaux, clause sociale dans la commande publique...).
Réensauvager l'artificialisé et régénérer les espaces naturels, agricoles et forestiers La fragmentation des espaces naturels met en péril les équilibres naturels et les services rendus par elle. Il faut absolument redonner de l'espace au vivant, y compris en zone anthropisée.	pas de contribution directe
Gérer la transition vers une économie post-carbone et résiliente La transition écologique induit un redéploiement des métiers et activités, porteurs de risques pour certains secteurs girondins. Il faut dès à présent accompagner les travailleurs et futurs travailleurs vers les métiers de la résilience.	Capacité à comprendre les enjeux, se former et s'adapter
Limiter les besoins de déplacement Il convient de rapprocher les services et activités des habitants, pour réduire le nombre et l'impact des multiples flux sur le territoire.	Schéma départemental d'accessibilité aux services publics
Accroître, diversifier et transformer la production agricole L'agriculture girondine très spécialisée et tournée vers l'export, doit opérer sa mue pour nourrir ses propres habitants tout en protégeant sa biodiversité, garante de son avenir.	pas de contribution directe

Actions clés 2023/2024

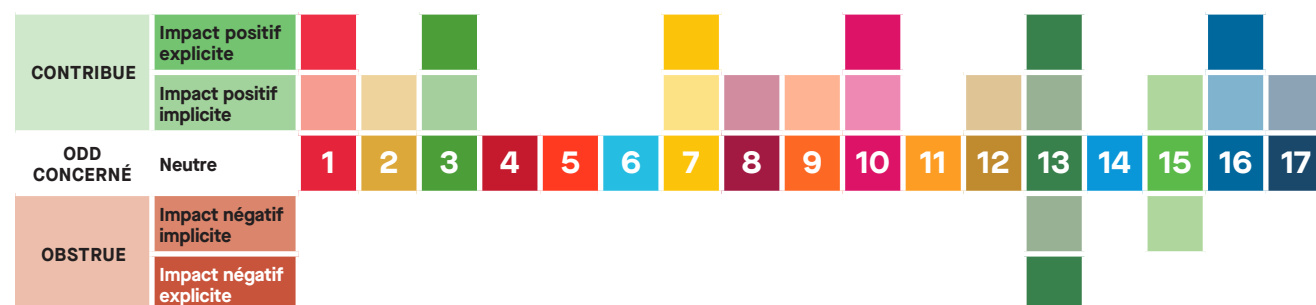
- Renforcement de l'action de coordination en matière d'accès aux services et de médiation numérique
- Le Département a un rôle de coopération et de coresponsabilité en lien avec l'Etat et Bordeaux Métropole.
- Dialogue régulier avec l'Etat axé essentiellement sur les France services.
Travail partenarial de France services porté par les collectivités avec les services du Département formalisé dans le cadre de CTEC solidarités humaines (formations communes, immersions...).



VP6 : Transition écologique et Patrimoine



Contribution 2023 aux 17 Objectifs de Développement Durable



SLIME : travail sur la precarité energetique
► Facilitation du pouvoir d'achat / pouvoir de vivre



Travail sur la transition écologique
► atténuation/adaptation au changement climatique
► capacité alimentaire



► SLIME : mise en place de conseillers santé
► Travail interne au Département sur la qualité de l'air pour les agents
► Programme SANTé dans les EPHAD



Cœur de la mission de la VP sur les 3 objectifs : sobriété, efficacité et développement des énergies renouvelables. Mise en place de projets spécifiques pour accompagner les communes
► CCRT (contrat chaleur renouvelable territorial) confié par l'ADEME
► nouveaux projets pour aider les communes (SDR schéma directeur de la rénovation, accompagnement par le CAUE et l'ALEC)
► marché global de la



Favoriser les filières locales (cf application de la grille de la commande publique)



► Projets CCRT et SDR avec les CDC
► Stratégie bois et carbone visant à travailler avec les communes voisines
► SLIME



► Subventions données à des asso pour lutter contre le gaspillage alimentaire
► Actions de sensibilisation (atelier velo avec la maison du velo - Subventions associations Compagnons bâtisseurs, Fondation Abbé Pierre, Le lien)



► Stratégie de neutralité carbone (suivi et réduction des GES)
► Compensation carbone (developpement de puits carbone)
► Culture des risques climatique / importance d'avoir un langage commun
► Economie circulaire : AMO, réutilisation de matériaux pour de nouveaux usages
► Impact du Patrimoine



► Rehabilitations
► Impacts de la construction de neuf



► Projet de participation citoyenne sur le solaire K37
► Développement des projets d'énergie citoyenne
► Convention passée avec Solevent



► Programme de convention avec les communes et les ecoles
► Co-animation de la transition écologique permettant plus de transversalité
► Travail de fond sur le principe de culture commune



Ambition

En 2028, le Département est exemplaire et accompagne les habitants et les territoires vers la neutralité carbone pour lutter contre le changement climatique dans un esprit de justice sociale.



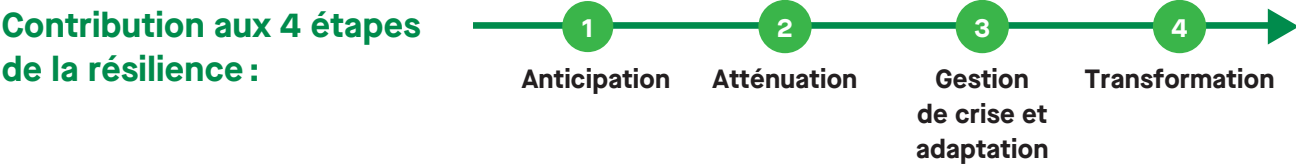
Actions phares contribuant à l'ambition

ÉTAT D'AVANCEMENT	DÉTAIL ACTION	INDICATEUR	PERSPECTIVE 2024
■ ■ ■ ■	Exemplarité de la collectivité : pilotage du Bilan des Émissions de Gaz à Effet de Serre (BEGES) sur le patrimoine et les services du Département et déploiement de la stratégie de contribution à la neutralité carbone. Relance du bilan BEGES avec l'appui d'un bureau d'études qui va être mandaté. La coopérative carbone La Rochelle qui accompagne l'Observatoire de la contribution Carbone mis en place par le Département, va aider à identifier un potentiel de séquestration carbone dans les ENS du Département ainsi qu'à analyser les investissements structurants pour en optimiser l'impact carbone. Stratégie filière bois et contribution à la neutralité carbone : développer des puits de carbone sur 6 ans, réussir à atteindre 600 hectares de projet label bas carbone avec les territoires girondins en Plan Climat (PCAET). 2 territoires pilotes, SYSDAU, SIPHEM.	4% de baisse par an des émissions de GES jusqu'en 2050 Bilan 2022 : 113 Kt CO ₂ Mise en place d'un observatoire de la contribution carbone	Travail sur un nouveau plan d'actions lié au Bilan des émissions GES à partir de 2025 Lancement du premier comité de la transition écologique
■ ■ ■ ■	Service Local d'Intervention pour la Maîtrise de l'Energie 33 (SLIME33) : Dispositif de lutte contre la précarité énergétique sur la Gironde (hors métropole), avec plusieurs partenaires pour un accompagnement social et technique.	Bilan 2022 : 1016 ménages accompagnés Bilan 2023 : 1 000 ménages accompagnés	Objectif de 1000 ménages par an sur les mêmes territoires
■ ■ ■ ■	Au titre de la solidarité territoriale, appui aux territoires avec l'animation et le pilotage du Contrat Chaleur Renouvelable Territorial confié par l'ADEME (2022-2025) avec la délégation des crédits du Fonds Chaleur → accompagnement technique et financier des maîtres d'ouvrage publics et privés (études et investissements)	Bilan 2023 non arrêté : 23 projets en étude de faisabilité (358 729€) et 1 projet en investissement (106 280€)	Poursuite du Contrat Chaleur Renouvelables Territorial (2022-2025) confié par l'ADEME en partenariat avec l'ALEC, le SIPHEM et le SDEEG avec la délégation des crédits du Fonds Chaleur.



VP6 : Transition écologique et Patrimoine

ÉTAT D'AVANCEMENT	DÉTAIL ACTION	INDICATEUR	PERSPECTIVE 2024
■ ■ ■ ■ ■	Au titre de la solidarité territoriale, accompagnement technique et financier pour les communes de moins de 15 000 habitants dans leurs projets de rénovation de bâtiments publics et de mise en oeuvre des énergies renouvelables. Plan solaire départemental en cours de définition. Dispositif SANTé : accompagnement des EHPAD publics vers des rénovations énergétiques ambitieuses.	71 projets de rénovation accompagnées et réalisées respectant le Règlement d'Intervention (Transition énergétique) en 2023 Montant total des aides accordées : 1 965 808€	► Déploiement de l'appel à projets Schéma Directeur de la Rénovation en partenariat avec l'ALEC et le CAUE pour accompagner 10 communes girondines dans une approche énergétique, patrimoniale et architecturale de leurs bâtiments. Lancement de l'assistance à maîtrise d'ouvrage sur le Plan solaire départemental.
■ ■ ■ ■ ■	Sobriété et décarbonation du patrimoine bâti départemental : mise en place d'un Marché Global de Performance Énergétique concernant l'ensemble du patrimoine (hors collèges)	Notifié en janvier 2023, 118 bâtiments MGPE 46M d'€ sur 8 ans 1/ respecter les exigences du dispositif « Eco Energie Tertiaire » 2/ Trajectoire de réduction d'au moins 2,5% par an des consommations liées au chauffage 3/ Assurer une trajectoire de réduction d'au moins 1% par an des consommations électriques hors chauffage (froid, relamping, auxiliaires CVC...) 4/ Tendre vers un taux d'énergie renouvelable de 33% à l'issue du marché	► Plan départemental de sobriété énergétique : énergie, patrimoine, mobilité, consommation et achats, numérique, accompagnement au changement
■ ■ ■ ■ ■	Plan stratégique du patrimoine 2023-2027, articulé avec le projet RESPIRE	Indicateurs quantitatifs : sobriété en m², à terme taux d'occupation des postes de travail (traduit en coefficient), indicateurs qualitatifs : concertation avec les sites pilotes PTS de Talence et Libourne + concertation avec les agents, les OS, CODG (indice de participation). Aspects QVT : meilleure utilisation des espaces collectifs, confort phonique, éclairage naturel...	► Développer le photovoltaïque Phase 2 du projet RESPIRE : extension aux autres PTS, Schéma directeur Mériadeck : mise en service auprès de Directions volontaires



Nourrir les 7 enjeux de résilience Girondins

LES ENJEUX DE RÉSILIENCE TERRITORIALE	CONTRIBUTION
Anticiper et protéger la population en cas de choc Les crises sont de plus en plus nombreuses, imprévisibles et brutales. Le Département doit être en capacité de réagir face à l'imprévu.	Renforcement de la réhabilitation thermique sur les territoires Développement des énergies renouvelables locales, protection des agents, exemplarité du Département et accompagnement des territoires. Stratégie de contribution à la neutralité carbone
Développer de nouvelles manières d'habiter Les fortes pressions environnementales et sociales induites par l'attractivité girondine, associées aux tensions sur les ressources et matériaux, appellent de nouvelles façons de penser le logement : plus denses, plus reliés, plus modulaires, plus sobres...	Réhabilitation thermique. Développement des nouveaux collèges, espaces ouverts. Experimentations de nouvelles manières de travailler
Inverser l'érosion de la cohésion sociale La crise de la cohésion sociale relève d'un glissement progressif qui, sur le long terme, sape les bases de toute résilience. Il faut combler les fractures qui se creusent entre territoire et entre groupes de population.	A travers le SLIME: travail sur la précarité énergétique
Réensauvager l'artificialisé et régénérer les espaces naturels, agricoles et forestiers La fragmentation des espaces naturels met en péril les équilibres naturels et les services rendus par elle. Il faut absolument redonner de l'espace au vivant, y compris en zone anthropisée.	Plan stratégique du Patrimoine. Projets labels bas carbone filière bois (replanter et améliorer les taillis) Observatoire de la compensation carbone
Gérer la transition vers une économie post-carbone et résiliente La transition écologique induit un redéploiement des métiers et activités, porteurs de risques pour certains secteurs girondins. Il faut dès à présent accompagner les travailleurs et futurs travailleurs vers les métiers de la résilience.	Politiques de réemploi Plan de sobriété - économie des ressources et/ou renoncement Volet de développement d' énergies renouvelables locales avec création d'emploi sur les territoires
Limiter les besoins de déplacement Il convient de rapprocher les services et activités des habitants, pour réduire le nombre et l'impact des multiples flux sur le territoire.	Projet RESPIRE, optimisation des locaux, suivi des déplacements des agents
Accroître, diversifier et transformer la production agricole L'agriculture girondine très spécialisée et tournée vers l'export, doit opérer sa mue pour nourrir ses propres habitants tout en protégeant sa biodiversité, garante de son avenir.	pas de contribution directe

Actions clés 2023/2024

- À travers le Comité de la transition écologique, lieu de partage entre vice-présidences et directions, répondre au besoin de prendre des décisions collectives et de prioriser les actions à mettre en oeuvre en termes d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.
- Déployer le Plan Stratégique du Patrimoine dans des objectifs de sobriété et de réduction de l'empreinte carbone des bâtiments départementaux.



VP7 : Protection de l'enfance

1/2



Contribution 2022 aux 17 Objectifs de Développement Durable



- Politique de prévention et de protection éducative.
- Accompagnement avec le contrat jeunes majeurs.
- Fin 2021: accueil par le CDEF de tous les candidats: évaluation de la minorité / qualité de prise en charge
- Accueil renforcé des jeunes mineurs non accompagnés: Groupe de travail départemental en cours (CAF; mission locale, DJEC...) Travail pour améliorer la prise en charge et l'accompagnement des jeunes majeurs - contrat jeune majeur rénové - loi Taquet.
- Travail sur «le droit au retour» en contrat jeune majeur effectif en Gironde



- La question de la santé dans le parcours de l'enfant est importante: prise en charge des problématiques psychologiques et/ou psychiatriques



- Pour répondre à une demande des jeunes du Conseil Départemental de la Protection de l'Enfance, le Département a voté en juin 2022 un million d'euros pour financer l'équipement informatique des enfants placés de plus de 12 ans. A partir de novembre 2022, le Président a pu remettre



les premiers ordinateurs à des jeunes placés en famille d'accueil, en commençant par les territoire de la Haute Gironde puis du Medoc .

- Depuis juin 2023, des ateliers de remise ont lieu tous les mercredis après-midis. Au total pour ces territoires, plus de 80 jeunes, accueillis chez des assistant.e.s familiaux, seront dotés. Ce projet s'accompagne de sensibilisations pour les adultes référents et les jeunes aux risques numériques, d'ateliers de prise en main et de sessions d'échanges.
- Cet équipement informatique est l'occasion d'améliorer le confort des enfants confiés, d'appuyer les agents dans leur travail, et de lutter contre la fracture numérique menaçant de créer de nouvelles inégalités et souffrances.
- Scolarité: viser l'autonomie des jeunes et leur permettre d'avoir accès à de longues études.
- Penser un travail social qui soutient et «pousse» les enfants à pouvoir réaliser de longues études

- Travail sur le repérage des jeunes les plus invisibles, notamment les filles (moins

présentes sur l'espace public), par les équipes de prévention spécialisée (schéma départemental de prévention spécialisée)

- Prévention sur les risques de prostitution: repérage des phénomènes de prostitution et accompagnement des jeunes pour en sortir.



- Continuité de parcours avec les territoires voisins de la Gironde.
- Participation du Département au conseil national de la protection de l'enfance.
- Accueil renforcé des jeunes mineurs non-accompagnés. Travail avec le pays de départ, en lien avec la Mission Coopération Internationale: Association Guinée Solidarité accompagnée dans le cadre d'un projet pour développer des formations à destination des jeunes en Guinée.
- Le travail de proximité en accompagnement social vise à réduire les inégalités.
- Réduire les écarts d'évaluation de minorité entre les départements: - Mineurs Non Accompagnés: avec la reprise significative des arrivées sur le territoire national, de nouvelles pratiques, notamment judiciaires, ont lieu dans

différents départements subissant de plein fouet les arrivées (l'absence d'homogénéité des évaluations entraînant une dissonance entre les profils des jeunes évalués en Gironde et ceux arrivant via la péréquation) - Pour ne pas subir ces écarts d'évaluation et en cas de désaccord, le Département de la Gironde pourra interjeter appel des décisions judiciaires ne dessaisissant pas l'autorité judiciaire du Département d'origine par exemple. De même pour les situations évaluées majeures en Gironde qui reviendraient via la Péréquation après une évaluation fortuite d'un autre département.



- Centre départemental de l'enfance et de la famille: approvisionnement local du CEDEF
- Politique de sobriété avec les associations partenaires



- Accueil en urgence des réfugiés climatiques mineurs et non accompagnés



- Conseil Départemental des jeunes de la protection de l'enfance créée en 2019.
- Les établissements Enfance doivent constituer et animer des CVS (conseils de Vie Sociale) au sein de leurs établissements. Lors des contrôles effectués par la collectivité, la réalité de ces instances est vérifiée. Si l'instance n'existe pas ou qu'elle n'est pas animée,



sa mise en œuvre est intégrée au plan d'actions à mettre en place à l'issue du contrôle de fonctionnement.

- Le Département impulse la création par les associations partenaires de petites structures réparties sur tout le territoire girondin, en capacité d'accueillir des enfants à profils complexes

- Création d'une commission départementale Jeunes Majeurs en lien avec les partenaires
- Poursuite du Conseil des Jeunes de la Protection de l'Enfance



Ambition

En 2028, le territorialisation de l'ASE aura permis une réponse au plus près des difficultés des familles et enfants dans chaque territoire. « Agir plus tôt, mieux et au plus près ». En 2028 le nouveau schéma départemental de prévention spécialisée aura permis de répondre au mieux aux besoins des jeunes en voie de marginalisation, notamment avec un nouveau public cible (11/25 ans et les filles), d'adapter les modalités d'intervention au regard des nouveaux besoins des jeunes, et de développer de la prévention spécialisée sur de nouveaux territoires. Extension en milieu rural au plus pres des territoires en fragilités (nouveau territoire CDC Médoc Coeur de Presqu'île et CALI). Il s'agit aussi de développer de nouvelles formes d'intervention sociale afin de répondre aux besoins des jeunes et de nouvelles problématiques.



Actions phares contribuant à l'ambition

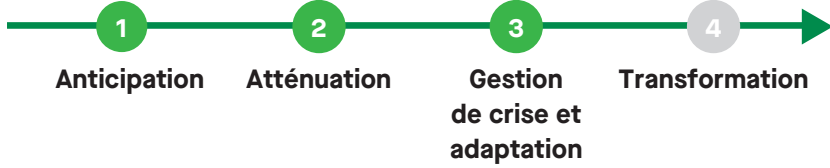
ÉTAT D'AVANCEMENT	DÉTAIL ACTION	INDICATEUR	PERSPECTIVE 2024
	Territorialisation de l'ASE L'année 2022 a été riche en transformations pour les services de la Direction de la Protection de l'Enfance et de la Famille : • Structuration de la gouvernance départementale avec les partenaires et opérateurs de l'Aide sociale à l'Enfance, • Préfiguration et préparation de la territorialisation de la Protection de l'Enfance : L'organisation territorialisée vise un service public : • plus proche des enfants et de leurs familles, veillant à leurs parcours, dans le respect de leurs potentialités ; • plus sécurisant assurant le respect des délais légaux (IP, mesures), garantissant par des dispositifs de contrôles internes et externes une qualité de prise en charge et une entière sécurisation du dispositif départemental, • plus réactif, s'appuyant sur des processus simplifiés garantissant des prises en charge rapide.	création de 9 postes de Responsables Territoriaux de l'Aide Sociale à l'Enfance création du métier de coordonnateur de parcours 150 professionnels recrutés	Poursuite de la territorialisation



VP7 : Protection de l'enfance

ÉTAT D'AVANCEMENT	DÉTAIL ACTION	INDICATEUR	PERSPECTIVE 2024
■ ■ ■ ■ ■	Cellule départementale de recueil des informations préoccupantes (CRIP) En 2022, travail de sensibilisation des partenaires institutionnels sur le recueil et l'évaluation des informations préoccupantes + nouveau référentiel départemental du recueil des Informations Préoccupantes centré sur la définition de la Haute Autorité de la Santé: - systématisation de l'envoi d'un courrier de clôture des informations préoccupantes aux parents, renforçant la communication et la transparence de l'action départementale. - création en mars 2022, d'un cours en ligne (MOOC) pour mieux comprendre et prévenir la maltraitance infantile à l'attention des médecins et professionnels de santé.	nombre d'IP clôture des IP Nombre de visionnage du Mooc	
■ ■ ■ ■ ■	Création d'un Conseil des jeunes de la protection de l'enfance Les principes fondateurs du Conseil des jeunes, repris dans le schéma, sont de : - Recueillir la parole des jeunes confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance et des anciens - Formuler des recommandations et donner un avis sur la protection de l'enfance en Gironde Le CJPE a pour objectif d'être un lieu d'expression et de propositions des jeunes confiés pour faire évoluer la protection de l'enfance en Gironde.	Nombre de séances depuis la création: 12 Nombre de jeunes présents à chaque rencontre: 35 en mai 2023	2024: lancement d'une 3ème session de CJPE
■ ■ ■ ■ ■	Mise en oeuvre du schéma départemental de prévention spécialisée 2023 - 2028 avec les acteurs intervenant dans le champ de la prévention spécialisée : - Evaluation du précédent schéma avec des entretiens de tous les acteurs y compris les bénéficiaires les jeunes permettant de définir les nouvelles orientations stratégiques du nouveau schéma départemental - Construction des modalités opérationnelles des orientations stratégiques avec les éducateurs/direction des associations de prévention spécialisée	Définition des modalités opérationnelles : 31 réunions de travail avec les associations 10 groupes de travail + groupe de jeunes ayant bénéficié de la prévention.	Schéma voté en déc 2023, mise en place des orientations et de ses axes
■ ■ ■ ■ ■	Nouveau schéma départemental de prévention spécialisée avec mises en oeuvre des fiches actions (public, territoires, nouvelles modalités d'intervention sociale...) Axe stratégiques, fiches actions (émanant de 11 ateliers de travaux animés par les associations locales de prévention). Juin 2023: 100 personnes présentes pour prioriser les actions à mettre en oeuvre	Analyse du compte rendu de mission et des indicateurs des fiches actions 84 communes dont 16 métropolitaine couvertes par de la prévention spécialisée. Nouveau schéma : une extension prévue sur 31 communes	Poursuite du travail sur les fiches actions. Organisation d'ateliers spécifiques, travail sur les axes stratégiques (notamment sur les spécificités du travail de rue) et mise en œuvre d'outils d'évaluation du schéma départemental Déploiement de la prévention spécialisée sur les nouveaux territoires

Contribution aux 4 étapes de la résilience :



Nourrir les 7 enjeux de résilience Girondins

LES ENJEUX DE RÉSILIENCE TERRITORIALE	CONTRIBUTION
Anticiper et protéger la population en cas de choc Les crises sont de plus en plus nombreuses, imprévisibles et brutales. Le Département doit être en capacité de réagir face à l'imprévu.	L'ASE accompagne les publics vulnérables. Crise COVID + Confinement : les professionnels ont pu être au plus près des personnes les plus fragiles.
Développer de nouvelles manières d'habiter Les fortes pressions environnementales et sociales induites par l'attractivité girondine, associées aux tensions sur les ressources et matériaux, appellent de nouvelles façons de penser le logement : plus denses, plus reliés, plus modulaires, plus sobres...	La taille des structures plus petites permet de s'intégrer plus facilement au dynamisme de la commune. Intégration dans la vie locale.
Inverser l'érosion de la cohésion sociale La crise de la cohésion sociale relève d'un glissement progressif qui, sur le long terme, sape les bases de toute résilience. Il faut combler les fractures qui se creusent entre territoire et entre groupes de population.	Accompagner les familles, souvent un public en fragilité sociale, pour leur intégration dans les réseaux d'entraide. Assurer la vigilance sur la difficulté des familles. Tisser des liens entre les différentes actions des CDC, communes en matière de prévention et de prise en charge.
Réensauvager l'artificialisé et régénérer les espaces naturels, agricoles et forestiers La fragmentation des espaces naturels met en péril les équilibres naturels et les services rendus par elle. Il faut absolument redonner de l'espace au vivant, y compris en zone anthropisée.	Pas de contribution directe
Gérer la transition vers une économie post-carbone et résiliente La transition écologique induit un redéploiement des métiers et activités, porteurs de risques pour certains secteurs girondins. Il faut dès à présent accompagner les travailleurs et futurs travailleurs vers les métiers de la résilience.	Pas de contribution directe
Limiter les besoins de déplacement Il convient de rapprocher les services et activités des habitants, pour réduire le nombre et l'impact des multiples flux sur le territoire.	Visites médiatisées de l'ASE: créer plus de points rencontres pour limiter les déplacements des enfants et des familles. La territorialisation de l'ASE permet de réduire les déplacements. Les appels à projets sont alloués pour privilégier l'insertion dans un même bassin de vie entre parents et enfants, limiter les déplacements
Accroître, diversifier et transformer la production agricole L'agriculture girondine très spécialisée et tournée vers l'export, doit opérer sa mue pour nourrir ses propres habitants tout en protégeant sa biodiversité, garante de son avenir.	pas de contribution directe

Actions clés 2023/2024

- Construire la protection de l'enfance de demain avec les enfants et les jeunes : s'appuyer sur l'expertise d'usage des enfants pour guider notre action, développer une approche départementale du « droit des enfants ».
- Dans le cadre de la Protection de l'enfance, création de trois Commissions départementales (Jeunes Majeurs, Milieu ouvert, Hébergement) visant à travailler avec les partenaires et les acteurs internes à la définition et la mise en œuvre d'un référentiel départemental Jeunes Majeurs.
- Dans le Cadre de la Prévention spécialisée, organisation de comités locaux de coordination sur toutes les communes où l'intervention est déployée pour travailler à la mise en oeuvre du Schéma de Prévention.



VP8 : Handicap, Inclusion, Habitat et mobilité adaptés

1/2



Contribution 2023 aux 17 Objectifs de Développement Durable

CONTRIBUE	Impact positif explicite																	
	Impact positif implicite																	
ODD CONCERNÉ	Neutre	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
OBSTRUE	Impact négatif implicite																	
	Impact négatif explicite																	



- Attribution de prestations dont certaines relèvent des minima sociaux



- Soutien aux établissements / conseils aux bonnes pratiques lors des contrôles à compléter



- Prestations de compensation du handicap
- Accompagnement aux parcours de vie
- Développement des actions sur le «répit»



- Diffusion d'un livret d'information à l'attention des parents d'enfants en situation de handicap et des professionnels.
- Transformation des ITEP en DITEP pour accompagner les enfants dans un parcours scolaire et social plus personnalisé
- CPOM (Contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens) de 5 ans pour rééquilibrer l'offre territoriale et proposer un meilleur équilibre entre établissements et services



- Création de deux dispositifs sur l'handiparentalité



- Vigilance, points de contrôle en établissement et préconisations. à compléter



- Développement du conseil sur le confort estival lors des rénovations



- Mise en œuvre renouvelée du Duo Day.
- Convention entre MDPH-Pôle Emploi et Cap emploi
- plateforme d'orientation professionnelle
- Accompagner la formation des auxiliaires de vie des services d'aide et d'accompagnement à domicile par les services médico-sociaux spécialisés (convention)
- Politique de soutien du secteur de l'aide à domicile et en institution contribuant à la pérennisation des emplois dans une démarche qualitative et de formation



- Simplification des démarches pour soutenir le transport scolaire des enfants en situation de handicap



- Introduction d'une durée d'attribution des droits à vie.
- Fond départemental de compensation
- Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées
- Développement du SI sur l'APA



- Plan d'action départemental sur l'habitat inclusif avec un volet personnes handicapées.
- Pôle Ressource du GIHP
- Programme un « chez soi d'abord »



- Soutien aux initiatives d'économie circulaire type recyclothèque à compléter



- Concertation Gironde 100% inclusive, systématisation de l'association des usagers
- Développement MDPH en ligne
- Conseil Départemental de la citoyenneté et de l'autonomie
- Le Département déploie une démarche qualité pour la mise en accessibilité de ses sites Internet
- MDPH: Accès aux droits à vie et la réduction des délais
- raccourcir la demande mobilité inclusion à 2 à 3 mois par exemple.



- Démarche partenariale et concertée Gironde 100% inclusive
- contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens (CPOM) Territoriaux et CPOM Ressources
- Internalisation des centres locaux d'information et de coordination (CLIC) et création de 2 nouveaux CLIC



VP8 : Handicap, Inclusion, Habitat et mobilité adaptés



Ambition

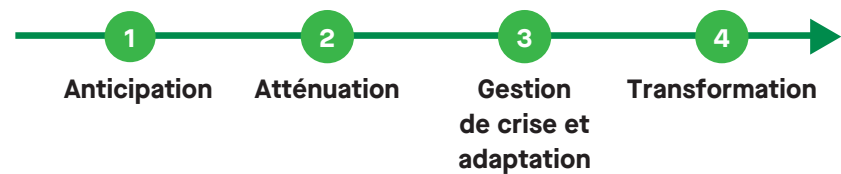
En 2028, la Gironde est 100% inclusive. La coconstruction du parcours de vie adapté dans un milieu ordinaire est possible par une information simplifiée et un accompagnement de proximité.



Actions phares contribuant à l'ambition

ÉTAT D'AVANCEMENT	DÉTAIL ACTION	INDICATEUR	PERSPECTIVE 2024
	Réduire les délais de traitement de la MDPH ou augmenter la durée des orientations	La MDPH a allongé la durée d'attribution des droits pour plusieurs prestations, des attributions sont effectuées sans limitation de durée, simplification des traitements des demandes.	▶ Déploiement de notre plan d'actions contractualisé avec la CNSA et le Département pour réduire nos délais de traitement
	Développer l'accès aux droits par une information et un accompagnement de proximité par l'émergence ou l'internalisation des CLIC (centres locaux d'information et de coordination gérontologique) sur l'ensemble des territoires de solidarité de la Gironde, pour viser le développement d'un accueil visible, territorialisé, de proximité.	Le Département a conclu des conventions territoriales d'exercice concerté des compétences avec des communes et intercommunalités. Ces conventions visent notamment à développer l'accueil social inconditionnel de premier niveau sur l'ensemble du territoire. Internalisation de 3 CLIC externes Refonte du site internet MDPH avec un groupe de travail citoyen Série de webinaires d'information sur les droits	▶ Une formation est en train d'être mise au point pour former les agents en charge de l'accueil dans les Pôles territoriaux de solidarité. Viser l'harmonisation de l'offre de service des CLIC
	Rendre effectif le droit au répit pour les aidants de personnes handicapées pour permettre à l'aidant de se ressourcer	Le Département s'est doté d'un plan d'aide aux aidants - Lutter contre l'isolement - Améliorer le repérage des fragilités - Agir pour la reconnaissance des aidants - Déployer des actions de prévention - Développer l'offre de répit	▶ Développement des offres de répit dans le cadre de la politique de soutien aux aidants
	Habitat inclusif	Mobilisation des aides de l'ANAH pour la réhabilitation et l'adaptation des logements en situation de handicap	▶ Expérimentation et diversification de l'offre

Contribution aux 4 étapes de la résilience :



LES ENJEUX DE RÉSILIENCE TERRITORIALE

CONTRIBUTION

Anticiper et protéger la population en cas de choc Les crises sont de plus en plus nombreuses, imprévisibles et brutales. Le Département doit être en capacité de réagir face à l'imprévu.	Contribution au Plan Départemental de Sauvegarde et des expérimentations en Sud Gironde et Médoc > zéro personne vulnérable isolée en cas de crise.
Développer de nouvelles manières d'habiter Les fortes pressions environnementales et sociales induites par l'attractivité girondine, associées aux tensions sur les ressources et matériaux, appellent de nouvelles façons de penser le logement : plus denses, plus reliés, plus modulaires, plus sobres...	Le département gère les aides à l'ANAH pour les propriétaires modestes (dont PA / PH), donc contribue à rendre accessibles les aides pour réhabiliter des logements. Perspective d'une revalorisation de ces aides avec Ma Prim'Adapt.
Inverser l'érosion de la cohésion sociale La crise de la cohésion sociale relève d'un glissement progressif qui, sur le long terme, sape les bases de toute résilience. Il faut combler les fractures qui se creusent entre territoire et entre groupes de population.	Faciliter l'accès à l'information et améliorer l'effectivité des droits - Organiser un accueil de proximité intégré où les personnes sont accompagnées - Simplifier les procédures - Améliorer les délais de traitement - Coordonner et articuler les dispositifs et actions des différents partenaires institutionnels - Changer le regard le handicap - Porter une attention particulière à la question des parcours de vie, afin d'anticiper certaines étapes et d'éviter les ruptures issues du passage d'un dispositif à un autre, en accompagnant certains moments clés de la vie des personnes : - Agir dès la petite enfance et soutenir la parentalité - Sécuriser le parcours des jeunes en situation de handicap suivis par les services de protection de l'enfance - Adapter les accompagnements au vieillissement des personnes en situation de handicap - Innover pour apporter des réponses aux jeunes bénéficiant de l'amendement Creton
Réensauvager l'artificialisé et régénérer les espaces naturels, agricoles et forestiers La fragmentation des espaces naturels met en péril les équilibres naturels et les services rendus par elle. Il faut absolument redonner de l'espace au vivant, y compris en zone anthropisée.	Mise en accessibilité de la forêt de Migelane et du domaine de Blasimon. Label tourisme et handicap pour les espaces naturels sensibles départementaux.
Gérer la transition vers une économie post-carbone et résiliente La transition écologique induit un redéploiement des métiers et activités, porteurs de risques pour certains secteurs girondins. Il faut dès à présent accompagner les travailleurs et futurs travailleurs vers les métiers de la résilience.	Pas de contribution directe
Limiter les besoins de déplacement Il convient de rapprocher les services et activités des habitants, pour réduire le nombre et l'impact des multiples flux sur le territoire.	Le Département est en charge, pour le compte de la Région, de la mise en accessibilité des points d'arrêt du réseau régional interurbain. Cette mise en accessibilité est réalisée progressivement.
Accroître, diversifier et transformer la production agricole L'agriculture girondine très spécialisée et tournée vers l'export, doit opérer sa mue pour nourrir ses propres habitants tout en protégeant sa biodiversité, garante de son avenir.	pas de contribution directe



Actions clés 2023/2024

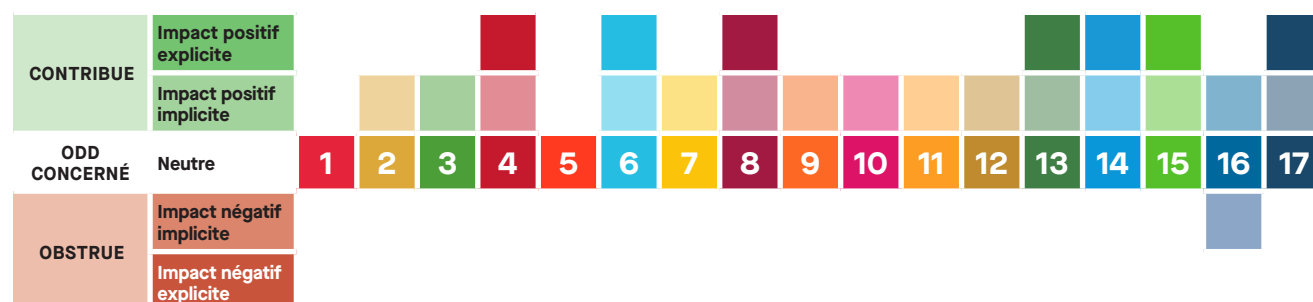
- ▶ Grande cause départementale 2024 "handicap et Gironde inclusive"
- ▶ Poursuivre l'animation des groupes de travail de la feuille de route Gironde, 100% inclusive
- ▶ Colloque annuel
- ▶ Journée girondine de l'habitat sur le thème de l'inclusion
- ▶ Développement de la documentation sur le site [gironde.fr](https://www.gironde.fr)
- ▶ Déploiement de la formation "handicap" auprès des agents d'accueil



VP9 : Protection de l'environnement, espaces naturels sensibles, gestion des risques



Contribution 2023 aux 17 Objectifs de Développement Durable



- Agro pastoralisme pour la gestion des ENS
- Aide à l'irrigation (accompagnement à l'irrigation des cultures / circuit court & agriculture bio)



- Laboratoire - contrôle d'hygiène alimentaire
- Actions pour sensibiliser aux risques, se préparer à la crise, s'adapter et aider les territoire à se préparer
- Politiques d'éducation à l'environnement



- Sensibilisation / formation auprès des élus, des techniciens des collectivités et des collégiens (Cit'in crise) - IDEM DE2022



- Raison d'être de l'assistance technique dans les domaines de l'assainissement de l'eau potable
- Raison d'être du laboratoire (délégation de service public de l'ARS): detection



- & contrôle qualité (à destination des collèges / camping / végétal etc..)



- Soutien aux associations environnementales / aide fonctionnement, reconnaissance des métiers, emploi local
- Réduction de la vulnérabilité des bâtiments publics et départementaux
- Renaturation / outil de modélisation hydraulique des routes départementales à destination des CRD



- Aides individuelles à l'assainissement non collectif
- Collaboration avec les syndicats (aide EPI)



- Démarche CERCA
- Mieux anticiper la prise en compte des risques dans l'aménagement et les projets de construction
- Amenag'eau



- Criterisation des aides aux collectivités
- Aide à l'irrigation individuelle



- Coeur d'action de la Vice Présidence
- Impact sur la culture du risque et l'anticipation (via sensibilisation, cit'in crises, réduction de la vulnérabilité des RD et des bâtiments, connaissance des risques via outil cartographique...)
- Appel à projet «feux de forêts»
- Assistance technique aux collectivités
- Stratégie ENS



- Suivi de la qualité des cours d'eau
- Aide aux études dans le cadre des SAGES
- Aide technique au fonctionnement des stations d'épurations - Nouvelle stratégie en faveur des milieux aquatiques et des zones humides



- Politique CATERZH
- Amenag'eau
- Préservation de la biodiversité et des richesses écologiques
- Déploiement de la démarche CERCA
- Amenag'eau
- Assistance technique (AT'Risq)



- Lancement d'un barometre des risques en Gironde
- Etude de perception des risques suite aux feux de forêts
- Travail à mener sur la participation citoyenne



- SSDEP : prendre connaissance des interdépendances entre les territoires

- Projet OSE (optimisation des services de l'eau)
- Construction d'un Plan Départemental de Sauvegarde
- Comité Départemental de l'eau
- SMEGREG



Ambition

En 2028, le Département poursuit sa politique d'acquisition foncière, de protection des espaces naturels et de sensibilisation à l'environnement. L'acculturation aux risques aura permis de mieux anticiper et d'avoir préparé les populations à leur occurrence.



Actions phares contribuant à l'ambition

ÉTAT D'AVANCEMENT	DÉTAIL ACTION	INDICATEUR	PERSPECTIVE 2024
	Schéma Stratégique Départemental de l'Eau Potable (SSDEP). Il s'agit de fixer les objectifs de la politique départementale sur l'eau potable. Les objectifs sont : - Approfondir la connaissance des systèmes de distribution d'eau potable; - Optimiser la distribution d'eau potable afin de satisfaire les besoins du territoire; - Evaluer et maîtriser les coûts d'investissement - Maintenir une cohésion territoriale par une gouvernance mutualisée, adaptée et pertinente.	Nombre d'autorités organisatrices en charge de la gestion eau potable participants à la co-construction du SSDEP (en 2022 pas de réunion COTEAUP en 2023 fin nov 2023) Volume estimé non prélevé (économisé) dans les nappes déficitaires à partir du programme d'actions et des modélisations Coût du programme d'actions opérationnel (et relation coût/bénéfice)	Après la validation du bilan besoins / ressources fin 2023, établir les scénarios prospectifs à 2030. Poursuivre le travail en temps masqué sur 2050.



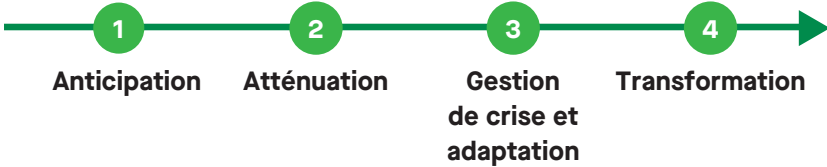
VP9 : Protection de l'environnement, espaces naturels sensibles, gestion des risques

Actions phares contribuant à l'ambition



Stratégie foncière Mission Forêt Déployer la démarche CERCA afin de tendre vers l'objectif de zéro artificialisation nette Développer la politique foncière de protection et d'acquisition (ZENS / ENS)	Mission forêt: recommandation scientifique, futurs dispositifs de gestion sur les ENS, collaboration scientifique intensifiée - 25 projets accompagnés en 2023 (16 nouveaux projets et 9 débutés en 2022) - 23 467 ha en ZPENS validées - 3 656 ha en ENS classés (dont 78 ha en 2023)	Stratégie foncière transversale au cœur de 2024 : compétence ENS / renaturation / développement des Obligations Réelles Environnementales. Poursuite de l'extension des ENS, de la politique foncière et d'ouverture au public. Equipe CERCA au complet
Augmenter et diversifier le nombre de bénéficiaires de l'Education à l'environnement pour un développement durable (EEDD) Lancer la phase opérationnelle de la pépinière départementale	Nombre de personnes sensibilisées (chiffres 2022) : - 6500 collégiens - 2338 jeunes hors temps scolaire - 32 600 pers (dispositif Grand Public + animations en régie sur les ENS du Dpt) - 93 Billets Courant Vers en 2023 (+ 2 par rapport à 2022) - 59 Clubs Nature Gironde (-2 par rapport à 2022) - 28 Projets Grand Public (+1 par rapport à 2022) Gestion départementale de la Maison de Graves et ouverture au public	Réouverture et gestion de la Maison de Graves, première saison d'ouverture au public dédiée à l'éducation à l'environnement et aux risques. Refonte de la communication environnementale
Déployer le Plan Départemental de Sauvegarde - mutualiser la connaissance. Actions visant à observer, rassembler les éléments de gestion des risques, les localiser - Sensibiliser. Actions visant à participer à la culture du risque par la sensibilisation et la communication interne et sur le territoire - Atténuer, se protéger. Actions visant à aider à appliquer les stratégies de protection face aux risques majeurs - Faire face à la crise et sortir de la crise. Actions visant à se préparer à la crise, à améliorer les outils opérationnels et la mutualisation des moyens	Nombre de collectivités répondant aux appels à projets (5 en 2021, 12 en 2022...) - nombre de collectivités bénéficiant de l'assistance technique AT risq - nombre de collectivités bénéficiant d'une assistance à l'élaboration des PCS et PICS	Déploiement du Plan Départemental de Sauvegarde avec les expérimentations dans les PTS du Sud-Gironde et du Médoc - Mise à disposition d'un baromètre - Désignation des lauréats de l'appel à projet pour la 3ème année - Elaboration d'une plateforme départementale des risques (accès pour les collectivités)

Contribution aux 4 étapes de la résilience :



Nourrir les 7 enjeux de résilience girondins

LES ENJEUX DE RÉSILIENCE TERRITORIALE	CONTRIBUTION
Anticiper et protéger la population en cas de choc Les crises sont de plus en plus nombreuses, imprévisibles et brutales. Le Département doit être en capacité de réagir face à l'imprévu.	Raison d'être du Plan Départemental de Sauvegarde et des expérimentations en Sud Gironde et Medoc
Développer de nouvelles manières d'habiter Les fortes pressions environnementales et sociales induites par l'attractivité girondine, associées aux tensions sur les ressources et matériaux, appellent de nouvelles façons de penser le logement : plus dense, plus relié, plus modulaire, plus sobre...	Stratégie d'adaptation aux risques.
Inverser l'érosion de la cohésion sociale La crise de la cohésion sociale relève d'un glissement progressif qui, sur le long terme, sape les bases de toute résilience. Il faut combler les fractures qui se creusent entre territoire et entre groupes de population.	Pas de contribution directe
Réensauvager l'artificialisé et régénérer les espaces naturels, agricoles et forestiers La fragmentation des espaces naturels met en péril les équilibres naturels et les services rendus par elle. Il faut absolument redonner de l'espace au vivant, y compris en zone anthropisée.	Travail au cœur des Espaces Naturels Sensibles
Gérer la transition vers une économie post-carbone et résiliente La transition écologique induit un redéploiement des métiers et activités, porteurs de risques pour certains secteurs girondins. Il faut dès à présent accompagner les travailleurs et futurs travailleurs vers les métiers de la résilience.	Education à l'environnement, soutien à l'emploi de demain dans les syndicats de rivière et dans les communes
Limiter les besoins de déplacement Il convient de rapprocher les services et activités des habitants, pour réduire le nombre et l'impact des multiples flux sur le territoire.	Pas de contribution directe
Accroître, diversifier et transformer la production agricole L'agriculture girondine très spécialisée et tournée vers l'export, doit opérer sa mue pour nourrir ses propres habitants tout en protégeant sa biodiversité, garante de son avenir.	Impact léger à travers la question de l'élevage dans les ENS (AOT)

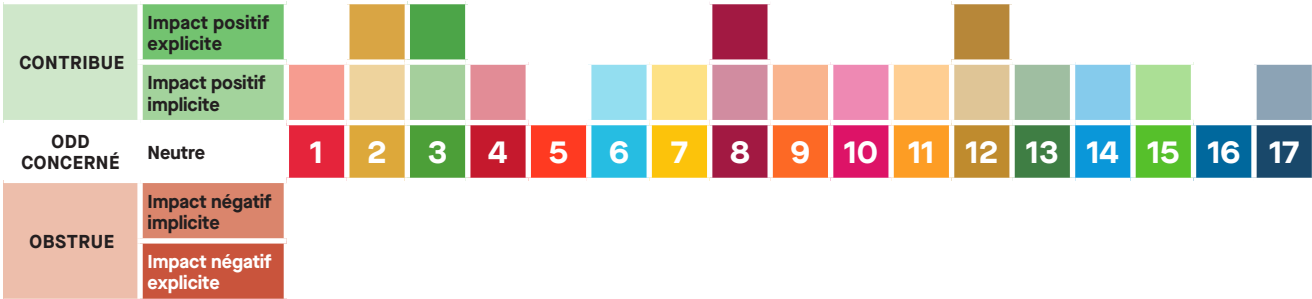
Actions clés 2023/2024

- Création de la pépinière départementale
- Rédaction du plan départemental de sauvegarde



VP10 : Agriculture, alimentation, mers et forêts

Contribution 2023 aux 17 Objectifs de Développement Durable



- Impacts de l'accompagnement des agriculteurs en situation de précarité, financement du suivi indirect (Chambre d'Agriculture, AGAP...) des situations extrêmes et des difficultés diverses.

Objectifs visés par le projet à venir d'expérimentation d'une sécurité sociale de l'alimentation. .
- Gironde Alimen'Terre conforte l'approche multi sectorielle et transversale de la question alimentaire sur les territoires (animation du réseau Inter PAT par exemple). Contribution au projet en cours d'une Sécurité Sociale de l'Alimentation.
- Soutien des filières de qualité et de l'Agriculture Biologique
- Dispositif un collège un potager
- Prise en compte dans les actions soutenues de la question de la préservation de l'eau, des nappes et des usages modérés.
- Accompagnement des projets vers l'autonomie énergétique, la commercialisation locale, les circuits courts
- Axe prioritaire de l'aide à l'installation : améliorer les conditions de travail et favoriser des revenus justes pour les agriculteurs.
- Favoriser les circuits courts
- Financement du suivi indirect (Chambred' Agriculture) des situations extrêmes et difficultés diverses. , InterPAT et SSA pour réduire les inégalités d'accès à une alimentation de qualité
- Contribution à la renaturation des espaces et zones agricoles (Haies, Friches...)
- Accompagnement du développement Circuits courts (AMAP, Casiers, Drives Fermiers.....)
- Prise en compte de ces enjeux dans l'AMI Fermes Gironde Alimen'Terre.
- Soutien à l'ostréiculture et à l'amélioration des milieux
- Mise en œuvre de conventions avec les partenaires (Conseil Régional Nouvelle Aquitaine, Chambre d'agriculture...), soutien aux Projets Alimentaires Territoriaux et animation du réseau interPAT

Ambition

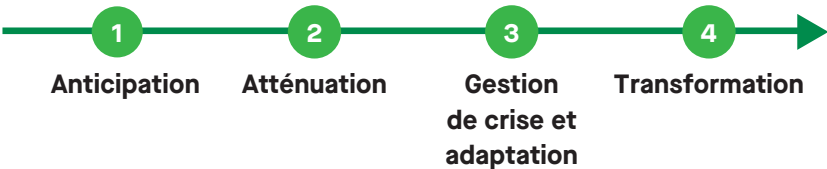
En 2028 la surface agricole utile a été préservée et a augmenté tout comme le bio qui est aujourd'hui la norme.

Le renouvellement de la population agricole connaît une bonne dynamique avec de nombreuses installations y compris hors cadre familial. L'agriculture nourricière s'est fortement développée afin de relever le défi alimentaire

Actions phares contribuant à l'ambition

ÉTAT D'AVANCEMENT	DÉTAIL ACTION	INDICATEUR	PERSPECTIVE 2024
	Création d'un réseau de fermes Gironde alimen'terre.	Nombre de fermes existantes labellisées	Identifier 2 à 5 sites pouvant répondre à cette approche (gradation dans l'approche en plusieurs phases depuis la «labellisation» départementale d'une ferme existante jusqu'au soutien à la création de fermes départementales via le lancement d'un AMI en 2023)
	Accompagnement aux projets de diversification	Nombre de projets de diversification accompagnés en 2023 Nombre de projets de diversification accompagnés en 2023	Engager des réflexions avec les viticulteurs et les organismes de gestion pour les orienter vers une diversification de production alimentaire
	Soutien aux circuits courts et accompagnement des producteurs vers la transformation de leur production	Part du Département sur l'ensemble des projets soutenus via la Région (nombre de dossiers/ montants €)	Poursuivre l'action et rester en veille sur l'évolution des filières et des projets innovants.
	Animation de rencontres et mise en lien des acteurs locaux : conférences filière, InterPAT, mise en oeuvre de Gironde Alimen'Terre	1 conférence professionnel par an / Elevage en décembre 2022	Labellisation PAT départemental Organisation des Assises de l'alimentation en 2024
	Elaboration d'une stratégie foncière transversale, intégrant la protection des surfaces agricoles.	1 conférence professionnel par an / Elevage en décembre 2022	Labellisation PAT départemental Organisation des Assises de l'alimentation en 2024

Contribution aux 4 étapes de la résilience :



Nourrir les 7 enjeux de résilience Girondins

LES ENJEUX DE RÉSILIENCE TERRITORIALE	CONTRIBUTION
Anticiper et protéger la population en cas de choc Les crises sont de plus en plus nombreuses, imprévisibles et brutales. Le Département doit être en capacité de réagir face à l'imprévu.	Préservation de la ressource en eau en cas de secheresse
Développer de nouvelles manières d'habiter Les fortes pressions environnementales et sociales induites par l'attractivité girondine, associées aux tensions sur les ressources et matériaux, appellent de nouvelles façons de penser le logement : plus denses, plus reliés, plus modulaires, plus sobres...	Reflexions sur l'accès au logement pour les agriculteurs et les travailleurs saisonniers
Inverser l'érosion de la cohésion sociale La crise de la cohésion sociale relève d'un glissement progressif qui, sur le long terme, sape les bases de toute résilience. Il faut combler les fractures qui se creusent entre territoire et entre groupes de population.	Travailler sur la valorisation du métier d'agriculteur et sur la place de l'agriculture dans la société
Réensauvager l'artificialisé et régénérer les espaces naturels, agricoles et forestiers La fragmentation des espaces naturels met en péril les équilibres naturels et les services rendus par elle. Il faut absolument redonner de l'espace au vivant, y compris en zone anthropisée.	Soutien à l'agriculture biologique et réintroduction de biodiversité par le soutien à la plantation de haies. Nécessité de sanctuariser les zones agricoles
Gérer la transition vers une économie post-carbone et résiliente La transition écologique induit un redéploiement des métiers et activités, porteurs de risques pour certains secteurs girondins. Il faut dès à présent accompagner les travailleurs et futurs travailleurs vers les métiers de la résilience.	Accompagnement vers l'autonomie énergétique des agriculteurs. Pistes d'innovation de l'agrivoltaïsme.
Limiter les besoins de déplacement Il convient de rapprocher les services et activités des habitants, pour réduire le nombre et l'impact des multiples flux sur le territoire.	Développement des circuits courts et des unités de transformation en circuit court.
Accroître, diversifier et transformer la production agricole L'agriculture girondine très spécialisée et tournée vers l'export, doit opérer sa mue pour nourrir ses propres habitants tout en protégeant sa biodiversité, garante de son avenir.	Enjeux même de la politique publique.

Actions clés 2023/2024

- Enjeux clés pour l'agriculture autour de l'élaboration de la stratégie foncière.
- La priorité doit porter sur l'installation de nouveaux agriculteurs et la transmission des exploitations.
- Signature à venir de la nouvelle convention avec la Région sur l'intervention du Département auprès des agriculteurs.
- Projet de repenser la convention avec la SAFER, afin de faciliter la mise en relation entre les porteurs de projets et les terres qui se libèrent.
- Ecrire un nouveau modèle foncier pour les terres agricoles.



VP11 : Urgence sociale, habitat, insertion économie sociale et solidaire

Contribution 2023 aux 17 Objectifs de Développement Durable



► D2I: allocation réévaluée à la hausse (aout 2022 et avril 2023) de manière très conséquente.

► DHU: mise en oeuvre du programme départemental de sédentarisation des Gens du Voyage en extrême pauvreté : accès aux fluides et à l'assainissement pour assurer un besoin vital. 31 ménages avec accompagnement individuel et 70 ménages en accompagnement collectif

► Le Département a pris la compétence du volet réhabilitation de l'habitat privé, déléguée par l'État, au 1^{er} janvier 2023 : intervention directe et massive en faveur de l'adaptation, la performance énergétique et la dignité des logements des propriétaires girondins les plus modestes.

► Développement du logement très social public PLAi adapté pour proposer un loyer résiduel à zéro Euro

► Réseau de partenaires institutionnels et associatifs: concours actif à la production, la réhabilitation de logements abordables et l'accompagnement des

ménages en difficulté. ex : GIP Fonds de Solidarité Logement

► Plan national «logement d'abord 2» (2023-2027): lutte contre la grande exclusion, relance du dispositif en Gironde. Mobilisation de la DHU pour assurer la relance du dispositif en Gironde

► D2I : Soutien de projets de type « insertion par l'activité économique » (IAE)= plus grande capacité alimentaire des territoires et des habitants (Les p'tits cageots, la p'tite ferme, mais aussi poursuite du dispositif RSA&Saisons ...).

► D2I : Axe santé du PDII 2023 - 2028: actions d'insertion « bien être et restauration de l'estime de soi ». ex: déploiement de l'action Edéa'cess sur 7 PTS (dont Bassin en 2022/2023).

► DHU: Dans le cadre du PDSGV, accès aux fluides et à l'assainissement pour assurer un besoin vital. ex: 31 ménages avec accompagnement individuel et 7 ménages en

accompagnement collectif dans la lutte contre le saturnisme infantile.

► Aides Anah sur les thématiques santé et sortie d'insalubrité et mobilisation des aides départementales d'amélioration de l'habitat pour les publics modestes et très modestes

► D2I : Mise en place d'actions nombreuses en faveur de la lutte contre l'illettrisme, de l'apprentissage de la langue française, de l'acquisition de nouvelles compétences et savoir-faire professionnels

► D2I: Convention avec les partenaires pour peser sur les pratiques des acteurs de l'insertion sur l'égalité femme-homme. Exemple: Aide aux structures avec des publics exclusivement féminins, logique de désengitrification des métiers

► DHU: Opérateur de logement social qui mettent à disposition des logements auprès de structures accompagnant les femmes victimes de violence



- DHU: aides à la réhabilitation de l'habitat privé, aides ciblées sur les installations d'assainissement non collectif pour les propriétaires les plus modestes.
- Via les aides des fabriqu'cœur d'habitat : intégration de la récupération d'eau dans les cahiers des charges.
- Actions du SLIME : 1016 ménages pris en charge (hors Bordeaux métropole) sur les usages pour les économies de consommation des fluides eau
- Action avec Aménag'eau pour favoriser les économies, l'utilisation des eaux grises



- DHU: Majoration locale de loyers possible pour favoriser la résilience et la faible consommation des logements. Partenariat avec des labels via CERQUAL qui permettent de garantir que les logements sont moins énergivores et plus qualitatifs sur les confort été et hiver.
- Fabriqu'cœur : mobilisation de matériaux locaux et biosourcés dans la construction (bois + terre crue). Les 2/3 des financements des aides à l'habitat privé qui sont dévolues à l'aide énergétique rapport aide kilo watt heure gagné.
- D2I : Par la clause sociale, suivi des marchés relatifs au développement de l'énergie renouvelable.



- ESS soutient aux structures ESS participation au Forum mondial de l'économie sociale et solidaire (GSEF dans le cadre de l'OIT + le soutien aux asso locales + EVS dans le champs de l'ESS permet de soutenir l'emploi..
- D2I : Soutien de nombreuses actions favorisant



- l'intermédiation entre entreprises et allocataires (dont l'opération D2C)
- Territoire zéro chomeur: logique du droit à l'emploi décent, local, basé sur les potentialités de chaque individu. RSA&Saisons : permettre à des allocataires de s'essayer à des activités saisonnières sans dégrèvement de leur allocation.



- DHU: Le logement social est un levier de développement de l'emploi local dans la construction et la réhabilitation. La construction est un secteur d'emploi important. 2 volets : + d'1 milliard d'€ d'activité économique généré localement sur le parc public + la création de logements pour les travailleurs (1% patronal, difficulté à se loger dans un département attractif)
- D2I : Soutien à des projets respectueux de la mobilité douce (Remunérage entre autre) et à des projets économiques basés sur le réemploi et le recyclage (Ressourcerie, Envie 2E,...)
- Fabriqu'cœur permet un volet R&D des industries. Ex terre crue pour faire émerger des filières



- Accompagnement à l'insertion des personnes réfugiées
- Accueil du séminaire annuel du congrès européen ESN: partage des pratiques de l'accompagnement des publics relevant des minimas sociaux.
- D2I : Partenariat avec des structures de l'IAE pour l'aménagement des espaces publics, l'entretien des pistes cyclades, de randonnées,...
- DHU: Tous les avis donnés en tant que personne publique associée (PPA) pour réaffirmer les règles



- sur les espaces naturels sensibles, les mobilités, l'environnements, ... concourent à la prise en compte de la résilience des territoires.
- Ex : Avis sur l'adoption du SCOT Médoc Atlantique(actions de lutte contre l'étalement urbain, prise en compte des ENS et ZPENS, de l'eau dans l'aménagement, développement d'offre de logement en faveur des saisonniers).
- Accompagnement technique des avis sur la révision ou l'évaluation des SCOT (ex: Bassin d'Arcachon Val de l'Eyre, SCOT Libournais)
- accompagnement dans l'élaboration des documents d'urbanisme pour mettre en valeur les objectifs de politiques départementales : ENS, mobilité,...



- D2I : IAE: soutien à des projets de ressourceries, de réemplois (Le Livre vert, Elise...)...
- DHU: Accompagnement et évaluation de nouvelles opérations et expérimentations dans le cadre du RI Habitat (Fabriqu'cœur Habitat)
- DHU: mobilisation de matériaux locaux biosourcés : bois terre crue - les 2/3 des aides du parc privé sont dédiées à l'amélioration énergétique des logements
- Avis sur les documents d'urbanisme - question de la gestion des risques prend de l'ampleur.



- DHU: GIP littoral réflexion sur le recul du trait de côte.
- D2I : Soutien et partenariat avec des structures de l'IAE agissant en faveur de la biodiversité et de l'entretien des espaces naturels (Isle les Dronnes, Adichats, CEID, ...) et du maraichage bio.



- DHU: ZAN: confirmation des règles et assouplissement des délais (juillet 2023)
- Sobriété foncière du PDH qui sera voté en 2024. Orienter le développement résidentiel girondin vers un habitat sobre, résilient, un développement différencié des territoires girondins sous le prisme de l'axe «Zéro artificialisation nette»
- Accompagnement et signature des conventions associant les Communes Petites Villes de Demain et leurs territoires -EPCI- en Opération de Revitalisation de Territoire ORT : signature en 2023 de 4 conventions d'ORT CC Grand Cubzaguais, CC Estuaire, CC Blaye, CC Réolais en Sud Gironde - volet revitalisation habitat, redynamisation commerciale, développement d'offres de services de proximité et de mobilité

- Enjeu d'augmenter la participation des allocataires du RSA dans les décisions des instances pilotées par le CD33. Plusieurs actions



- ont été menées en 2023: séminaires territoriaux, présence d'ARSA à la cérémonie de signature du PDII, co-construction du contrat d'engagement réciproque...
- Lutte contre le non recours aux droits: le Département est lauréat à l'appel à projet «territoire zero non recours» (Nord Médoc + Pays Foyen)
- DHU: Un panel d'habitants volontaires participe à l'élaboration du PDH 2023-2028
- Aide sur des opérations d'habitat associant les habitants

- ESS: Coopération en cours dans le cadre du GSEF pour un partenariat à l'échelle internationale
- A l'échelle locale, la convention quadripartite engage une dynamique de coopération robuste.

- D2I: Posture d'"Aller vers" +co-responsabilité avec l'ensemble des



- parties prenantes : élus, professionnels et habitants. Renforcement de la transversalité dans l'ensemble des actions. ex: Travaux préparatoires du PDII en ateliers de 150 personnes.VERS - co-responsabilité
- Accompagnement et signature des conventions associant les Communes Petites Villes de Demain et leurs EPCI en Opération de Revitalisation de Territoire ORT (4 conventions ORT en 2023 CC Grand Cubzaguais, CC Estuaire, CC Blaye, CC Réolais en Sud Gironde)

Ambition

En 2028, toutes les girondines et tous les girondins en situation de précarité et de pauvreté bénéficient d'un accompagnement à l'insertion et à l'inclusion adapté et de proximité. 1 toit pour tous en 2028 !

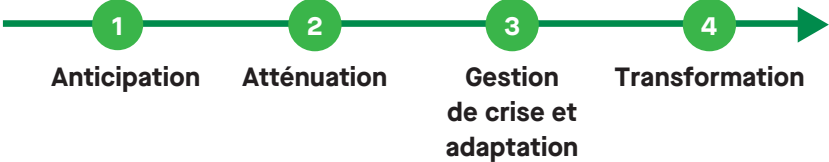
En 2028, le Département de la Gironde garantit la capacité de chacun à accéder à un logement adapté et inclusif.

En 2028, le soutien du Département de la Gironde à l'ESS à travers le déploiement de coopérations et le développement de la commande publique responsable aura participé à la transition vers une économie et des territoires plus résilients.

Actions phares contribuant à l'ambition

ÉTAT D'AVANCEMENT	DÉTAIL ACTION	INDICATEUR	PERSPECTIVE 2024
■ ■ ■ ■	Participation au réseau 3AR (association nouvelle-aquitaine des achats publics responsables) et soutien à la CRESS pour le développement de la plateforme « CARTE ECO » qui vise à référencer de façon qualifiée les activités opérées par les structures de l'ESS de la transition écologique au cœur des territoires pour faciliter le sourcing des collectivités locales dans leur démarche d'achats responsables.	% du budget achat de la collectivité contractualisé avec des structures de l'ESS. Nombre de structures référencées sur Carte Eco et progression de ce nombre de structures. Proportion de structures implantées dans les territoires ruraux référencées sur Carte Eco et progression de ce nombre de structures.	Intégration d'une 3ème filière (après Gestion des ressources/déchets et Agriculture/Alimentation durable) autour du numérique responsable. Renforcement de la sensibilisation des structures ESS rurales aux marchés publics en lien avec les « Pôl'ESS »
■ ■ ■ ■	Soutien expérimental à l'émergence et au développement de « Pôl'ESS » qui doit permettre de faciliter l'accès à l'ingénierie ESS sur les territoires ruraux (facteur déterminant du développement de l'ESS sur les territoires) et de renforcer les dynamiques de coopération entre acteurs de l'ESS, collectivités locales, société civile et monde économique au sens large.	Nombre de « Pôl'ESS » accompagnés en Gironde. Evolution, à long terme, du nombre d'emplois et de structures de l'ESS dans les territoires concernés.	Convention biannuelle 2024 > 2025 avec 3 Pôl'ESS en Gironde. Travail d'évaluation de cette expérimentation.
■ ■ ■ ■	Création d'un Espace numérique du suivi des parcours d'insertion (plateforme ressources RSA) accessible aux personnes, leurs référents internes et externes et autres acteurs pourvoyeurs d'action d'insertion. Outil au service de l'allocataire et de son parcours d'insertion sociale et professionnelle le rendant acteur de ses choix et de sa trajectoire	Echéances de déploiement de la plateforme Déploiement sur 1er territoire test (opérateur retenu expérimentation sur le BASSIN) Nbre d'allocataires concernés étape par étape Nombre de référents impliqués Flux sur la plateforme	Déploiement territorial sur tous les territoires ouverture aux référents internes et externes fin 2024
■ ■ ■ ■	Revisite de l'accompagnement des allocataires : - par une mission référent RSA repensée notamment au sein des équipes sociales des PTS du Département - par un sens « retrouvé » de la contractualisation - par une consultation des allocataires et une prise en compte de leurs attentes	Chiffrage des nouveaux moyens dédié à l'accompagnement des allocataires sur les territoires Nbre de Séminaires sur «le sens de la contractualisation dans le travail social» organisés + % de participation 8 séminaires de co-construction associant les allocataires et travailleurs sociaux (plus de 2x 80 personnes associées)	Organisation d'un nouveau service social de proximité Mise en œuvre de l'étape 3 de la démarche engagée par la MITS sur les PTS sur le thème de la contractualisation (co-construction avec les allocataires) de nouvelles modalités de contractualisation
■ ■ ■ ■	Délégation des aides à la pierre pour la réhabilitation du parc privé	nombre de logements réhabilités montant des subventionnés et travaux subventionés Réduction des délais de traitement	Poursuivre et densifier l'action initiée en 2023

Contribution aux 4 étapes de la résilience :



Nourrir les 7 enjeux de résilience Girondins

LES ENJEUX DE RÉSILIENCE TERRITORIALE	CONTRIBUTION
Anticiper et protéger la population en cas de choc Les crises sont de plus en plus nombreuses, imprévisibles et brutales. Le Département doit être en capacité de réagir face à l'imprévu.	Confinement COVID : population contrainte à ne plus travailler, ne plus sortir, ... activation de l'aide alimentaire + animation du collectif d'acteurs publics par le CD33, via son chef de filât. Par le soutien apporté aux acteurs de l'ESS, le Département contribue à la structuration de communautés locales et d'une société civile locale plus organisée, coopérante et outillée, plus à même de faire face aux crises et de s'adapter aux évolutions de son environnement et de ses conditions de vie.
Développer de nouvelles manières d'habiter Les fortes pressions environnementales et sociales induites par l'attractivité girondine, associées aux tensions sur les ressources et matériaux, appellent de nouvelles façons de penser le logement : plus denses, plus reliés, plus modulaires, plus sobres...	Les avis donnés en tant que PPA concourent à la prise en compte de la résilience des territoires : règles sur les espaces naturels sensibles, les mobilités, l'environnement, Le Département a un rôle d'ensemblier vis à vis des communes et de leurs documents d'urbanisme (qui structurent le cadre de vie). Accompagner les élus locaux à réduire les besoins d'artificialisation des sols grâce à de l'information, partage d'expérience, solutions. R&D sur les habitats légers et/ou partagés + construction d'une boîte à outils à destination des porteurs de projets. Consolider et systématiser dans les politiques publiques, les aides à l'investissement sur des objectifs de résilience.
Inverser l'érosion de la cohésion sociale La crise de la cohésion sociale relève d'un glissement progressif qui, sur le long terme, sape les bases de toute résilience. Il faut combler les fractures qui se creusent entre territoire et entre groupes de population.	Par son soutien à l'ESS, le CD33 contribue au développement de la cohésion sociale. C'est un objectif central des activités d'utilité sociales portées par les acteurs de l'ESS. Il est également au cœur des principes d'action de l'ESS : gouvernance démocratique, entrepreneuriat collectif, engagement citoyen, non lucrativité et partage équilibré de la richesse créée. Insertion: Campagnes pour déstigmatiser et rappeler que « le RSA est un droit ! » + appel a projet Zéro non recours (expérimentation en 2024). DHU: L'action départementale sur la redynamisation des centres-bourg est un levier de lutte contre l'érosion de la cohésion sociale.
Réensauvager l'artificialisé et régénérer les espaces naturels, agricoles et forestiers La fragmentation des espaces naturels met en péril les équilibres naturels et les services rendus par elle. Il faut absolument redonner de l'espace au vivant, y compris en zone anthropisée.	Levier sur l'artificialisation dans le cadre du PDH: prise en compte du ZAN (accompagnement par les services)
Gérer la transition vers une économie post-carbone et résiliente La transition écologique induit un redéploiement des métiers et activités, porteurs de risques pour certains secteurs girondins. Il faut dès à présent accompagner les travailleurs et futurs travailleurs vers les métiers de la résilience.	ESS : Contribution au développement d'un mouvement social et économique alternatif au mode de production actuel, qui propose un mode d'entreprendre soucieux de répondre aux besoins sociaux et sociétaux non ou mal couverts (et non à créer de nouveaux besoins), soucieux de limiter son empreinte carbone voire, de contribuer à la baisse de l'empreinte carbone lié aux activités humaines.
Limiter les besoins de déplacement Il convient de rapprocher les services et activités des habitants, pour réduire le nombre et l'impact des multiples flux sur le territoire.	ESS : contribue du CD33 au développement de services et de commerces de proximités porté par des acteurs de l'ESS ancrés sur les territoires et qui cherchent à répondre prioritairement aux besoins locaux, limitant ainsi le besoin de recourir à des déplacements pour répondre à ses besoins quotidiens.
Accroître, diversifier et transformer la production agricole L'agriculture girondine très spécialisée et tournée vers l'export, doit opérer sa mue pour nourrir ses propres habitants tout en protégeant sa biodiversité, garante de son avenir.	Expérimentation du «RSA + travail saisonnier» en collaboration avec la MSA. Insertion par l'activité et l'emploi est présente dans le champs de l'activité agricole (collaboration MSA)

Actions clés 2023/2024

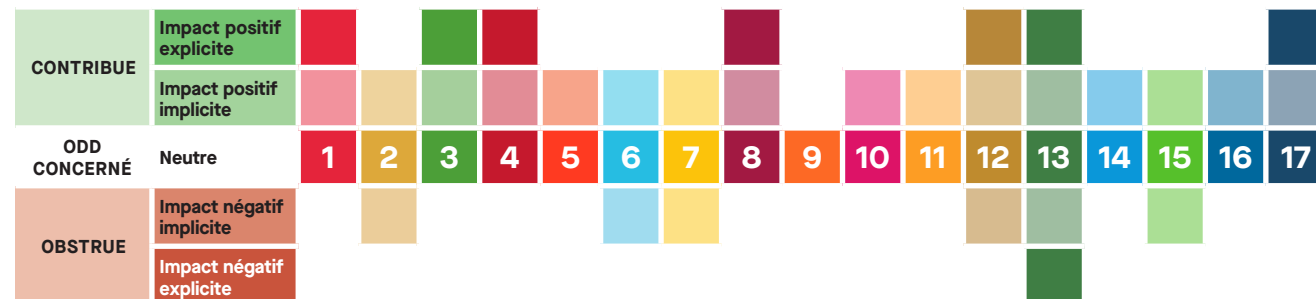
- ▶ «Un logement digne, un revenu décent, la reconnaissance de son utilité sociale quel que soit sa capacité à faire sont les fondations de la cohésion sociale.
- ▶ C'est en proposant une action publique qui se veut partagée, qui encourage les coopérations locales, voire internationales, que nous restaurerons la confiance mutuelle nécessaire pour un développement durable et humain.»



VP12 : Dynamiques associative, sportive et culturelle



Contribution 2023 aux 17 Objectifs de Développement Durable



- Soutien financier aux associations à destination des publics en situation de précarité, de pauvreté
- Mise en place de dispositifs d'animation gratuits (ex : objectif nage) qui ciblent les publics les plus précaires, les territoires carencés en offre
- Création de la Journée départementale des sports de nature (JDSN) : public ciblé avec PTS (gratuité, ouvert à tous)



- Opération Collège en association avec «le bruit du frigo»(projet Reliefs au collège Jean Zay)
- Guide des manifestations responsables incitation-sensibilisation
- Impact négatif implicite des événements sportifs et culturels malgré le travail de sensibilisation)
- Aspect alimentation peu pris en compte dans l'organisation d'événements
- A vos marques, prev', santé ! : appel à projets portés par équipe éducative pour travailler la question de la santé auprès des collégiens.



- Mise en place du dispositif temps libre multisport/santé en direction des adultes-séniors
- Création des journées handivalides
- Politiques sportives participant à accompagner le handicap
- Sport et nature : offre de proximité - pratiques douces pour tous



- Programme des rendez-vous des bénévoles associatifs
- Dispositif «Place»
- Mise en place de sessions de formation/information à destination des éducateurs sportifs



- Mise en place d'actions de sensibilisation
- Attribution / Pondération de subventions en fonction du critère de parité ou qui agissent en faveur de l'égalité
- Obligation de parité dans les dispositifs (ex : dispositif Place)
- Sports de nature vecteurs de développement de la pratique sportive chez les femmes



- Projet de révision des critères sur l'eau dans le RI sur la vie artistique en adéquation avec le nouveau RI du CRNA.
- Un critère de l'eau qui n'est pas déterminant dans le choix des actions



- Développement du slow tourisme développé sur les territoires
- Nouveau critère dans le RI pour encourager les mobilités douces
- Application du RI sur les équipements publics culturels pour intégrer des critères de résilience
- Expérimentation en cours sur des économies d'énergie des lieux girondins de spectacle vivant sans travaux
- Projet de révision des critères sur l'énergie dans le RI sur la vie artistique en adéquation avec le nouveau RI du CRNA.



- Poursuite des dispositifs de soutien à l'emploi sur les deux politiques publiques associatives et sportives
- Fonds de soutien partagé sur le cinéma avec la région

et le CNC, les aides vont à des productions qui tournent sur le territoire et embauchent sur le territoire

- Application du RI imposant à minima des mi-temps (politique associative et sport)
- Poursuite du dispositif sur l'insertion par l'emploi sportif qui cible des publics éloignés de l'emploi ou en reconversion professionnelle avec parcours de formation diplômant
- Poursuite du dispositif PLACE en soutien aux professionnels de la culture pour l'augmentation de leurs capacités rémunératrices.



- Inauguration du projet d'itinérance douce en collaboration avec les départements limitrophes
- Projet Demos (opportunité de pratiquer une activité musicale offerte à des enfants en situation de précarité)
- Poursuite du dispositif PLACE en soutien aux professionnels de la culture en situation de précarité (RSA et chômage de longue durée) avec attention portée sur les demandes hors métropole.



- Révision du RI sur les équipements publics culturels tenant compte



de travaux à l'échelle de la parcelle, afin de favoriser la végétalisation des abords, perméabilité des sols...

- Obligation de limiter les déchets liés aux manifestations dans les domaines départementaux (manifestation 100% zéro déchet)
- Projet de révision des critères sur les déchets dans le RI sur la vie artistique (encouragement au réemploi, économie circulaire...)



- Orientation du territoire vers du slow tourisme, du tourisme éco responsable
- Travail en lien avec la Direction des Infrastructures sur des complémentarités pistes/bandes cyclables pour travailler sur l'itinérance douce
- Pas d'évolution sur le travail à mener sur les critères BEGES
- Application du RI sur les équipements publics culturels pour intégrer des critères de résilience face aux risques



- Mise en place d'une feuille de route croisée avec la VP environnement
- Application du RI sur les équipements publics culturels tenant compte



de travaux à l'échelle de la parcelle, en favorisant la rénovation plutôt que la construction, la végétalisation des abords, perméabilité des sols

- Travail à mener sur les subventions et la cohérence des soutiens



- Création du panel usager 2023 pour le portail des aides
- Sport et nature : dispositif de concertation imposé aux Cdc pour faire émaner des itinéraires des locaux
- Mise en place d'une gouvernance partagée sur le spectacle vivant Ville/ Métropole/IDDAC & Région + contractualisation avec les EPCI
- Logique de partenariats avec les acteurs locaux
- Commission départementale des espaces sites itinéraires en gouvernance partagée
- Travail en délégation de compétence avec les intercommunalité
- Mise en place de chantiers communs sur les transitions dans le cadre de la gouvernance partagée spectacle vivant (3 chantiers à court, moyen et long terme : référentiel commun sur l'écoresponsabilité, mobilité, prospective : quelle politique culturelle pour 2035 ?)



Ambition

En 2028, tous les Girondines et Girondins ont accès au sport et à la culture, sur leur territoire. Les projets culturels sont inscrits dans les dynamiques locales et l'emploi des acteurs culturels est protégé.

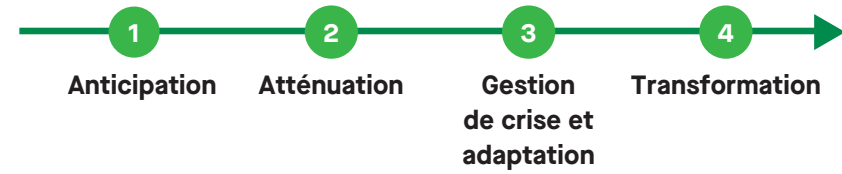


VP12 : Dynamiques associative, sportive et culturelle

Actions phares contribuant à l'ambition

ÉTAT D'AVANCEMENT	DÉTAIL ACTION	INDICATEUR
	Travail sur les subventions: - travail sur le Règlement d'Intervention de soutien aux espaces culturels pour intégrer des critères plus poussés en matière d'éco-responsabilité (concertation en cours avec la dir de l'environnement, la Région, le CAUE...). (ex. être incitatif sur la rénovation plutôt que la construction) - Eco responsabilité des acteurs culturels Création d'un nouveau référentiel en concertation avec les principaux acteurs - priorisation d'instruction : les projets associatifs qui agissent en faveur des transitions sociales et environnementales (accès aux droits, égalité femmes/hommes, inclusion, environnement tiers lieux...) sont considérés comme prioritaires*	Travail sur les subventions effectifs pour la culture, les équipements sportifs et associatifs Concertation et co-construction en interne de critères sur l'éco responsabilité des acteurs culturels. Cellule technique interne au Département dans laquelle se trouve la DE peut bloquer le projet (détermine les subventions pour le porteur de projet)
	Sensibilisation → Montée en compétence des conseillers de terrain et de l'ensemble des équipes (DE, DCC, iddac) sur les enjeux croisés culture et environnement (accompagnement des porteurs de projets, utilisation du kit résilience, relais vers les expertises internes D2I, DE) Sensibilisation à l'environnement des partenaires : création d'une communauté d'acteurs culturels et environnementaux sur ces enjeux afin de faire émerger des projets (organisation de journées professionnelles entre artistes, scientifiques, milieu environnemental) Sensibilisation des associations: Programme des «Rendez-vous des bénévoles», nouveau thème en 2023 en coopération avec la DE, «La démarche éco-responsable de mon association»	Culture : séminaire avec l'ensemble de la direction avec la DE et l'iddac (déc. 2022, prochain en 2024) Organisation de journées pro (échanges milieux environnementaux, scientifiques et culturels) Adaptation du programme des rdv des bénévoles associatifs en 2023 avec un nouveau thème travaillé avec la Direction de l'Environnement
	Dispositifs d'aides à l'emploi sportif et associatif Emplois non délocalisables	Soutien à l'emploi sur les Cdc, fonds de soutien cinéma Financement des DLA (action partagée entre culture, insertion sociale, sport et vie associative) Soutien à l'emploi associatif sur les fonctions supports

Contribution aux 4 étapes de la résilience :



Nourrir les 7 enjeux de résilience Girondins

LES ENJEUX DE RÉSILIENCE TERRITORIALE	CONTRIBUTION
Anticiper et protéger la population en cas de choc Les crises sont de plus en plus nombreuses, imprévisibles et brutales. Le Département doit être en capacité de réagir face à l'imprévu.	Les domaines départementaux de loisirs (en particulier Hostens) ou des lieux tels que Nodris présentent des capacités d'accueil et logistiques qui peuvent être précieuses en cas de crise pour soutenir les populations et s'organiser. En 2030 le Département doit avoir affirmé mais aussi renforcé la vocation résiliente de ces bases, voire engager une réflexion pour les multiplier sur chaque territoire à partir de son bâti existant.
Développer de nouvelles manières d'habiter Les fortes pressions environnementales et sociales induites par l'attractivité girondine, associées aux tensions sur les ressources et matériaux, appellent de nouvelles façons de penser le logement : plus denses, plus reliés, plus modulaires, plus sobres...	L'enjeu de l'espace, du foncier, se pose aussi pour les acteurs associatifs (besoin de locaux, de lieux de stockage, de réunions) et les acteurs culturels. Pour ces derniers le Département développe des lieux de résidence (exemple domaine de Certes, demain Nodris) et soutient les initiatives de co-hébergement d'activités tels que les tiers-lieux. En 2030, le Département doit avoir multiplié les partenariats avec les institutions, communes et associations pour mutualiser les espaces et optimiser les usages.
Inverser l'érosion de la cohésion sociale La crise de la cohésion sociale relève d'un glissement progressif qui, sur le long terme, sape les bases de toute résilience. Il faut combler les fractures qui se creusent entre territoire et entre groupes de population.	Le Département soutient et continuera à soutenir préférentiellement les initiatives sportives, culturelles et plus largement associatives dont l'objectif est d'inclure les personnes dans des pratiques sources d'épanouissement et de participation citoyenne : c'est l'esprit Gironde 100% inclusif qui soutient notre politique sportive, et de toutes les actions d'EAC et de médiation culturelle portées par notre politique culturelle. Le Département dans le cadre de sa compétence insertion s'engage aussi pour le soutien à l'emploi dans ces secteurs (dispositifs de soutien à l'emploi, PLACE, règlement écoles de musique, etc.)
Réensauvager l'artificialisé et régénérer les espaces naturels, agricoles et forestiers	pas de contribution directe
Gérer la transition vers une économie post-carbone et résiliente La transition écologique induit un redéploiement des métiers et activités, porteurs de risques pour certains secteurs girondins. Il faut dès à présent accompagner les travailleurs et futurs travailleurs vers les métiers de la résilience.	Le Département a un vrai enjeu d'accompagnement des acteurs dans leur transition écologique, en particulier dans la mise en place de pratiques exemplaires en matière d'éco responsabilité. Une réflexion est en cours dans le cadre d'une feuille de route culture / environnement qui permet déjà d'identifier des axes d'amélioration et de travailler en partenariat avec les autres collectivités financeuses (exemple du référentiel d'éco-conditionalité en cours de réflexion). Une même logique doit guider le champ sportif, en particulier sur l'enjeu de l'évènementiel sportif
Limiter les besoins de déplacement Il convient de rapprocher les services et activités des habitants, pour réduire le nombre et l'impact des multiples flux sur le territoire.	Le Département se fixe pour objectif de soutenir les communes dans le développement d'équipements de territoire qui permettent d'offrir des lieux de vie, de spectacle, de pratiques à proximité des habitants, pour éviter les déplacements. C'est dans cette logique également que le Département soutient des établissements «structurants» sur chaque bassin de vie. En 2030 nous devons avoir maillé au mieux le territoire pour que chaque girondin.e. trouve dans un périmètre raisonnable un lieu d'activité.
Accroître, diversifier et transformer la production agricole L'agriculture girondine très spécialisée et tournée vers l'export, doit opérer sa mue pour nourrir ses propres habitants tout en protégeant sa biodiversité, garante de son avenir.	pas de contribution directe

Actions clés 2023/2024

- ▶ Mise en œuvre de la feuille de route «culture / environnement» avec l'ensembles des acteurs :
- ▶ Collectivités en présence : ville, métro, région
- ▶ DRAC et préfecture
- ▶ Partenaires culturels (établissements, organisateurs de festivals, compagnies
- ▶ L'objectif du Département -en tant que copilote de la démarche et de la concertation sera d'aboutir à une feuille de route partenariale et d'être en mesure d'adapter ses règlements d'interventions et formes de soutien en conséquence



VP13 : Mobilité et Infrastructures



Contribution 2023 aux 17 Objectifs de Développement Durable



► Financement du dispositif « Remise en scelle » pour les personnes en situation de précarité et recherche d'emploi.



► Dégagement de CO₂ lié au déplacement (impact direct mais responsabilité indirecte)
► Politiques volontaristes de réduction (développement du co voiturage / pistes cyclables / véhicules électriques etc...)



► Poursuite de la politique de développement de l'électrique / du vélo / du co voiturage



► Poursuite dans le choix de prestataires locaux pour l'entretien des routes
► Recours à des prestataires locaux (ESS - insertion) pour pistes cyclables



► Travail sur la réutilisation de la chaussée existante - politique de retraitement en place (98% de l'ancienne chaussée est réutilisée)
► Utilisation de déchets coquillés, déchets de papeterie, pâtes issues

de la sylviculture permet de remplacer le bitume diminution de l'impact CO₂ + extraction des ressources.
► 2 autres techniques: marchés Pacte EDream, convention pour utilisation des enrobés tièdes. Norme + technique à froid pour limiter la chauffe + émission de gaz à effet de serre + diminuer l'impact sur la santé des agents. Hydrogénation Expérimentation (3 à 5 ans) concernant les enrobés «liants végétaux». >réutilisation minimum de 30% d'enrobant.

► L'utilisation des enrobés chauds est maintenant une exception.
► Mise en place d'un éco-comparateur SEVE : note environnementale des prestataires répondant aux appels d'offre en lien avec la fédération travaux publics
► Travail de recherche & développement pour la décarbonation des bacs (propulsion des navires) optimisation de l'énergie à terre en utilisant de l'énergie renouvelable



► Par définition : des voies accessibles à toutes et tous
► Travailler à des infrastructures pour des mobilités vectrices de cohésions sociales



► Constat d'impacts négatifs implicites : la création de routes facilite le développement de lotissements
► Intégration paysagère : plantation d'arbres (1 arbre arraché = 2 arbres plantés)
► Travail sur la modernisation du réseau et le développement des pistes cyclables



► Travail sur l'économie circulaire
► Dans les marchés: au moins 30% de matériaux recyclés proposés et ça peut aller jusqu'à 50%



► Impact négatif explicite par définition (la production des routes étant à l'origine de 5% des émissions en France / l'usage, 45%)
► Participation de la Gironde au projet RER Girondin pour développer / amplifier l'utilisation du transport collectif

- maillage du territoire girondin sur le RER.
► Schéma directeur départemental des mobilités - principe directeur qui s'inscrit dans la trajectoire de la neutralité carbone d'ici 2050
► Bac Verdon/Royan (135 voitures par bac / 2 bacs) Bac Blaye-Lamarque (45 voitures/1 Bac) limitant les trajets en voiture et évitant ainsi la traversée de la Gironde et de la métropole de Bordeaux



► Bacs : aucun rejet dans l'estuaire



► Adaptation des routes existantes par rapport à l'augmentation de la population en Gironde

► 100% du réseau des routes départementales en fauchage raisonné: limitation du nombre de passes et mise en place de la limitation des feux de forêt: débroussaillage des accotements.



► Constitution d'un panel citoyen pour coconstruire les propositions du futur schéma mobilité
► Travail mené sur l'information usager et la prévention en temps réel via les Réseaux sociaux et/ou autres canaux de communication > info en temps réel pour que l'usager soit averti des incidents potentiels qui affectent les routes. Développement d'«InfoRoute».
► Mise en place d'un comité d'usagers des bacs.



► Le Département est membre du syndicat mixte régional avec Région, Bordeaux Métropole, les Communautés d'Agglomération pour favoriser notamment les coopérations autour du projet de RER Girondin.
► Plan coordonné Vélo 1000km > Objectif : pas de rupture dans les parcours = mise en place d'ateliers participatifs avec les associations d'usagers, acteurs du vélo et collectivités
► Recherche d'une cohésion et d'une harmonisation entre les différents acteurs pour un schéma cohérent des mobilités.



Ambition

En 2028 – les émissions de CO₂ des déplacements des Girondins ont été réduites de 20%



Actions phares contribuant à l'ambition

ÉTAT D'AVANCEMENT	DÉTAIL ACTION	INDICATEUR	PERSPECTIVE 2024
	Plan vélo Réalisation de 1000km de voies cyclables en Gironde d'ici 2028	Nombre de km réalisés	► Continuité de la construction du réseau et de la gouvernance, contractualisation avec les financeurs. Engagement des premières opérations. Partenariat avec 12 collèges dès 2024 avec «le collège à vélo» - conventions mises en place: formation, ateliers, sensibilisation.
	Développer le covoiturage	Ouverture de l'application flux mise en relation	► Travail sur écosystème (infrastructure, campagne de communication avec la Région, Bordeaux Métropole). Sensibiliser, expliquer "comment co-voiturer", renforcer la mise en relation pour un co-voiturage dynamique via une application (2024).
	Accompagnement à l'éco mobilité Intégrer l'éco mobilité au schéma des mobilités Girondines	Nombre de personnes accompagnées vers un changement des pratiques des mobilités	► Approbation du schéma des mobilités par les élus

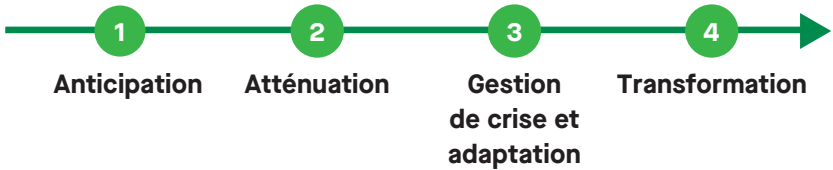


VP13 : Mobilité et Infrastructures



Partenariat avec les collectivités Intégration de "Nouvelle Aquitaine Mobilités" (NAM) pour y jouer un rôle actif	Nombre d'actions partenariales, mise en œuvre / nombre d'usagers concernés	Etude globale de lignes de co-voiturage. Proposition à NAM pour intervention sur les aménagements. Axes aménagés/ voies de co-voitages, signalétiques, parking... poursuite des actions engagées (RER Girondin) et développement de nouvelles actions partenariales (covoiturage, vélo)
Réduction de l'impact environnemental de l'entretien des routes départementales	Taux de recyclage des matériaux / bilan carbone	Mesure de l'impact des travaux réalisés par les entreprises et assurer le suivi de ces impacts. Sujets suivis en permanence - expérimentations, dans les marchés, les entreprises doivent faire part des bilans carbone à chaque opération.

Contribution aux 4 étapes de la résilience :



Nourrir les 7 enjeux de résilience Girondins

LES ENJEUX DE RÉSILIENCE TERRITORIALE	CONTRIBUTION
Anticiper et protéger la population en cas de choc Les crises sont de plus en plus nombreuses, imprévisibles et brutales. Le Département doit être en capacité de réagir face à l'imprévu.	L'action départementale est souvent à l'oeuvre en cas de choc, dans la gestion de crise. Les équipe des CRD sont souvent sollicités pour protéger les populations lors d'épisodes météorologiques violents. Il est malheureusement difficile d'avoir des actions d'anticipation. Souhait de mettre en œuvre une meilleure connaissance du foncier départemental et des vulnérabilités : érosions, incendies, sécheresses (argiles)... Scénario du GIEC: quels impacts sur le réseau routier girondin ?
Développer de nouvelles manières d'habiter Les fortes pressions environnementales et sociales induites par l'attractivité girondine, associées aux tensions sur les ressources et matériaux, appellent de nouvelles façons de penser le logement : plus denses, plus reliés, plus modulaires, plus sobres...	L'ouverture à la construction non maîtrisée autour des RD dans les PLU et PLUI engendre des difficultés. L'écoulement eaux pluviales pose un problème car c'est un non pensé du développement urbain le long des RD. Travail mené avec la DHU et la DVRT sur ce sujet: Connaissance des circuits sur l'écoulement des eaux pluviales + analyse des conséquences liées à une augmentation de la fréquence et de l'intensité de certains épisodes puvieux, liés au changement climatique sur les problèmes d'écoulement des eaux pluvieux et la responsabilité en matière de compétence sur ce domaine.

Inverser l'érosion de la cohésion sociale La crise de la cohésion sociale relève d'un glissement progressif qui, sur le long terme, sape les bases de toute résilience. Il faut combler les fractures qui se creusent entre territoire et entre groupes de population.	Favoriser l'accès à la mobilité est un enjeu fort des territoires enclavés où un sentiment d'abandon peut éroder la confiance dans les institutions et la cohésion sociale. C'est un réel enjeu dans le Médoc et la Haute Gironde par exemple. Les petites communes des territoires ruraux manquent d'ingénierie. La présence des agents des CRD au plus près des territoires est souvent sollicitée par les communes pour de l'accompagnement.
Réensauvager l'artificialisé et régénérer les espaces naturels, agricoles et forestiers La fragmentation des espaces naturels met en péril les équilibres naturels et les services rendus par elle. Il faut absolument redonner de l'espace au vivant, y compris en zone anthropisée.	Réserves foncières pour les routes / délaissé routier / prairies fleuries / éco-pâturage...
Gérer la transition vers une économie post-carbone et résiliente La transition écologique induit un redéploiement des métiers et activités, porteurs de risques pour certains secteurs girondins. Il faut dès à présent accompagner les travailleurs et futurs travailleurs vers les métiers de la résilience.	Evolution constante des métiers. Mise en place de l'école interne de la route et de la mobilité, prenant en compte l'économie post-carbone.
Limiter les besoins de déplacement Il convient de rapprocher les services et activités des habitants, pour réduire le nombre et l'impact des multiples flux sur le territoire.	Accompagner les modes de déplacements alternatifs à la voiture.
Accroître, diversifier et transformer la production agricole L'agriculture girondine très spécialisée et tournée vers l'export, doit opérer sa mue pour nourrir ses propres habitants tout en protégeant sa biodiversité, garante de son avenir.	pas de contribution directe

Actions clés 2023/2024

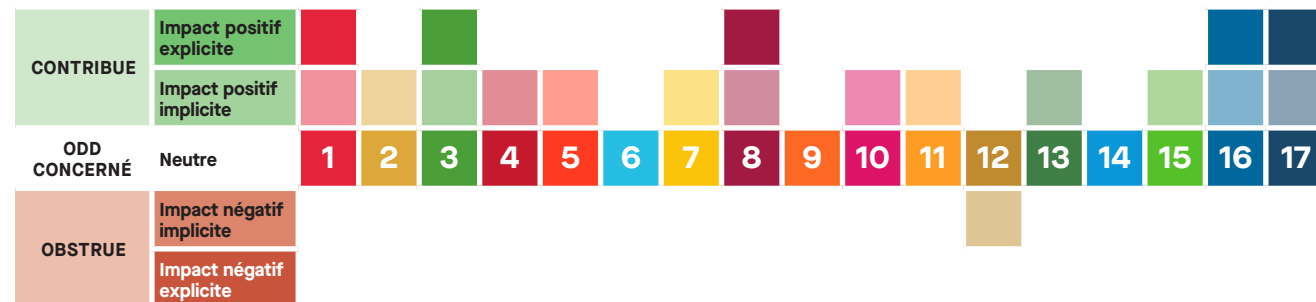
- Le schéma de mobilités (BP 2025) comme levier pour plus de convergence et d'harmonie entre les politiques publiques départementales
- Engagement dans le cadre SIREO - AREO (connaissance des infrastructures routieres et des ouvrages d'art) : ce travail permettra de catégoriser les infrastructures et de définir une programmation d'entretien à partir du second semestre 2024
- Integration du Département au syndicat Nouvelle Aquitaine Mobilités : opportunité pour jouer un rôle actif et mener les coopérations nécessaires liées aux enjeux des mobilités entre les différents acteurs du territoire girondin.



VP14 : Politique des aînés

1/2

Contribution 2023 aux 17 Objectifs de Développement Durable



► Attribution de prestations d'aide sociale à domicile et en établissement

► Attribution de certaines prestations relevant des minima sociaux (ex : AAH)

► Actions de prévention sur la nutrition -dénutrition, malnutrition) dans le cadre de conférence des financeurs

► Soutien aux établissements

► Mobilisation du patrimoine non bâti pour des jardins

► confort estival: accompagnement des établissements à travers ingénierie de projets

► Accompagnement des travaux de rénovation pour 10 établissements.

► Déploiement des centres locaux d'information et de coordination (CLIC) - services publics de proximité

► Subventions aux SAAD pour la formation

► Partenariat avec la Région pour la formation (plateforme des métiers)

► Soutien à l'université du temps libre

► Soutien et développement à certaines associations de femmes dans le cadre de la Conférence des Financeurs

► Actions de soutien aux aidants familiaux et aux aides à domicile ou en établissement, très majoritairement féminins [DEFH]

► Développement de la lutte contre la maltraitance - lien avec les associations comme APAFED / CASSIS

► SLIME départemental : attention à la situation des personnes âgées vivant à domicile, grâce à la mobilisation des réseaux des acteurs sociaux

► Soutien à la rénovation thermique des établissements

► Politique de soutien du secteur de l'aide à domicile et en institution contribuant à la pérennisation des emplois dans une démarche qualitative et de formation

► Politique d'innovation dans le cadre de la Conférence des Financeurs et de la Silver Economie

► Coopération et soutien à l'innovation en partenariat avec la CNSA

► Coopérations avec

► Plan allocation personnalisée d'autonomie canicule - veille sur le soin et l'hydratation

AUTONOM'LAB, activateur régional de projets innovants pour l'autonomie des personnes

► Actions de la Conférence des Financeurs

► CLIC / internalisation des CLIC et émergence de 2 nouveaux CLICS

► Développement de la pratique du « aller vers »

► Actions du schéma Autonomie, concourant à l'adaptation du cadre bâti (ergothérapeute, ateliers collectifs...)

► Actions du schéma encourageant l'intergénération et le vivre ensemble

► Actions favorisant la mobilité (transport adapté, prévention routière...) et la lutte contre l'isolement des personnes

► Plan Canicule : en période de canicule, dispositif de surveillance des personnes âgées isolées

► Simplification des protocole de majoration des aides en période de canicules

► Evolution du règlement d'intervention - réflexion sur la rénovation "tactique"



- Conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie
- GT pour décliner les actions du schéma de l'autonomie
- Comité de vie sociale dans les établissements
- Place renforcée des usagers dans les dispositifs de



- simplification administrative
- Soutien aux actions de médiation numérique
- Démarche partenariale et concertée du renouvellement et du suivi du Schéma Autonomie -
- Soutien aux Contrats

- Locaux de Santé
- Coordination sur les territoires avec
- l'ensemble des acteurs.
- CLIC et CPOM

Ambition

En 2028, le défi du vieillissement l'affaire de tous - zéro isolement des personnes âgées. Une politique des aînés qui prend en compte de manière explicite le champ environnemental et climatique.

Actions phares contribuant à l'ambition

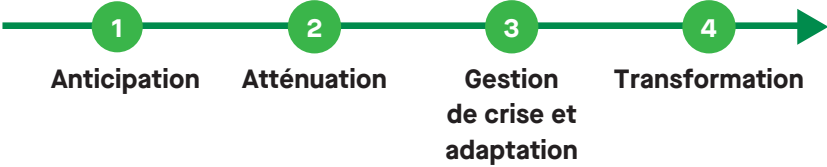
ÉTAT D'AVANCEMENT	DÉTAIL ACTION	INDICATEUR	PERSPECTIVE 2024
	Démarche partenariale et concertée du suivi du Schéma Autonomie -	Juin 2023 adoption à l'unanimité du Schéma Autonomie 2023-2028 4 défis: - L'amélioration du cadre de vie et la qualité de l'accompagnement vise ainsi à : - La prévention de la perte d'autonomie et le soutien aux aidants : - La facilitation de l'accès à l'information et améliorer l'effectivité des droits - Accompagner les parcours de vie afin d'anticiper certaines étapes et d'éviter les ruptures issues du passage d'un dispositif à un autre, en accompagnant certains moments clés de la vie des personnes en situation de handicap	Priorisation des actions du schéma de l'autonomie avec les partenaires Mise en place du système de suivi et d'évaluation de l'impact.
	Soutenir les établissements dans leurs pratiques - Guide des bonnes pratiques déjà opérantes sur le territoire	10 établissements aidés pour la rénovation thermique	Création d'un guide qui rassemble les bonnes pratiques - logique de l'EPHAD apaisé Engager une réflexion sur l'alimentation (régie, circuits courts) - organiser la mise en relation entre producteurs locaux et établissements Intégration groupe de travail CNSA sur la carbonisation du champ de l'autonomie.
	Politique de soutien du secteur de l'aide à domicile et en institution contribuant à la pérennisation des emplois dans une démarche qualitative	Dotation qualité des services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) sur projet dont aides à la mobilité / mobilités douces constructuralisation Contribution au financement de la formation, renforcement du tutorat pour lutter contre le turn over et améliorer les conditions de travail	2024 -développement des dotations qualité Soutien à la mobilité des aides à domicile (voitures hybrides, vélo électriques)



VP14 : Politique des aînés

Plan canicule «augmenté»	Prévention: courrier aux 22000 bénéficiaires de l' allocation personnalisée autonomie (APA) à domicile les invitant à se signaler de manière préventive auprès de leurs communes aux maires et mairesses Girondin.es pour aviser de cette démarche à l'ensemble des SAAD pour rappeler les modalités d'octroi de l' heure supplémentaire canicule départementale ainsi que les nouvelles dispositions 2023. Déclenchement activé par la Préfecture du 20 août à 12 heures jusqu'au 25 août à 6 heures du matin. 2 réunions « cellule de crise / comité de pilotage » ont eu lieu à la Préfecture Mobilisation de la cellule ressources canicule Le guide vocal spécifique canicule a été activé – nombre d'appel résiduel Une communication relative au dispositif a été relayée en interne (article dans Mascaret) et externe (articles Sud Ouest Web et papier) les déclaratifs faits par les SAAD sur la période du 20 au 25 août 2023 6 SAAD qui ont activé des heures canicule auprès de 39 bénéficiaires au total pour un volume total de 154 heures soit une somme départementale engagée de 6820€	Contribution et intégration des enjeux autonomie dans le plan départemental de sauvegarde systémique. Réflexion sur une offre "alerte orange" et élargissement de la période
---------------------------------	--	--

Contribution aux 4 étapes de la résilience :



Nourrir les 7 enjeux de résilience Girondins

LES ENJEUX DE RÉSILIENCE TERRITORIALE	CONTRIBUTION
Anticiper et protéger la population en cas de choc Les crises sont de plus en plus nombreuses, imprévisibles et brutales. Le Département doit être en capacité de réagir face à l'imprévu.	Les nouvelles modalités de gestion du dispositif canicule mises en œuvre cette année visant à une simplification et un allègement de la charge administrative ont été efficaces. Une réunion bilan et présentation du dispositif canicule 2023 a été dispensée à l'ensemble des SAAD dans le cadre d'une réunion co animée inter-directions (DMAT/DAPA/PTS). Les principales mesures consistent au maintien des critères d'octroi de l'heure supplémentaire canicule mais à une plus grande responsabilisation des SAAD et un repérage des situations éligibles ; la fin de l'envoi des listes préalables et des décisions des médecins autonomie ainsi qu'un contrôle à postériori. Pour faciliter la mise en œuvre de ces modalités, les médecins autonomie ont produit une « fiche technique d'identification des situations nécessitant une heure supplémentaire canicule » qui a été remise à chaque SAAD et une boîte électronique fonctionnelle dédiée canicule a été créée.

Développer de nouvelles manières d'habiter Les fortes pressions environnementales et sociales induites par l'attractivité girondine, associées aux tensions sur les ressources et matériaux, appellent de nouvelles façons de penser le logement : plus denses, plus reliés, plus modulaires, plus sobres...	Gironde territoire 100% inclusif: volet de développement de l'habitat inclusif Soutien à la coordination/animation des habitats partagés avec un volet intergénérationnel
Inverser l'érosion de la cohésion sociale La crise de la cohésion sociale relève d'un glissement progressif qui, sur le long terme, sape les bases de toute résilience. Il faut combler les fractures qui se creusent entre territoire et entre groupes de population.	La prévention de la perte d'autonomie et le soutien aux aidants : - Lutter contre l'isolement des personnes les plus vulnérables et renforcer la vie sociale - Améliorer le repérage des fragilités - Agir pour la reconnaissance des aidants - Déployer des actions de prévention - Développer l'offre de répit - Promouvoir la bientraitance des personnes âgées et en situation de handicap et lutter contre la maltraitance, que ce soit en établissement ou à domicile - Changer le regard sur le grand âge et le handicap
Réensauvager l'artificialisé et régénérer les espaces naturels, agricoles et forestiers La fragmentation des espaces naturels met en péril les équilibres naturels et les services rendus par elle. Il faut absolument redonner de l'espace au vivant, y compris en zone anthropisée.	pas de contribution directe
Gérer la transition vers une économie post-carbone et résiliente La transition écologique induit un redéploiement des métiers et activités, porteurs de risques pour certains secteurs girondins. Il faut dès à présent accompagner les travailleurs et futurs travailleurs vers les métiers de la résilience.	Accompagnement de la transition écologique du secteur Soutien à l'amélioration de la qualité de l'accompagnement: - Contribuer à l'attractivité des métiers du « prendre soin » - Structurer et soutenir l'aide à domicile
Limiter les besoins de déplacement Il convient de rapprocher les services et activités des habitants, pour réduire le nombre et l'impact des multiples flux sur le territoire.	pas de contribution directe
Accroître, diversifier et transformer la production agricole L'agriculture girondine très spécialisée et tournée vers l'export, doit opérer sa mue pour nourrir ses propres habitants tout en protégeant sa biodiversité, garante de son avenir.	pas de contribution directe

Actions clés 2023/2024

- ▶ Renforcer de la transversalité entre VP (intergénérationnel, alimentation, habitat, aidants)
- En coopération avec les Etablissements, SAAD, Communes, ARS, CNSA, ADEME :
 - ▶ Suivre et intégrer les travaux sur la décarbonation du champ de l'autonomie proposé par la CNSA
 - ▶ Contribuer et initier une démarche d'anticipation et d'adaptation prenant en compte les vulnérabilités pour les personnes âgées
 - ▶ Semaine de lutte contre l'isolement

[illegible]

- 
- 2 FAIR «ZERO»

- 3** BONNE SANTÉ
ET BIEN-ÊTRE

- 4 ÉDUCATION DE QUALITÉ**

- 5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES**

- 6** EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT

- 7 ÉNERGIE PROPRE
ET D'UN CÔTÉ
ABORDABLE**

- 
- 8 TRAVAIL DÉCENT
ET CROISSANCE
ÉCONOMIQUE**

- 9** INDUSTRIE,
INNOVATION ET
INFRASTRUCTURE

- 

- 

- 12** CONSOMMATION
ET PRODUCTION
RESPONSABLES
- 

- 13** MESURES RELATIVES
À LA LUTTE CONTRE
LES CHANGEMENTS
CLIMATIQUES

- 

-
- 16 PAIX, JUSTICE
ET INSTITUTIONS
EFFICACES

- 17** PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS

- 5



VP15 : Communication, Information aux citoyens

Ambition

En 2028, un plus grand nombre de Girondines et de Girondins connaissent les missions du Département, les dispositifs et comment y accéder. Ils participent activement à nos politiques publiques. Dans un contexte de restrictions budgétaires et de défiance croissante des institutions notre ambition reste identique : faire connaître, faire participer et faciliter l'accès aux droits.

Actions phares contribuant à l'ambition

ÉTAT D'AVANCEMENT	DÉTAIL ACTION	INDICATEUR	PERSPECTIVE 2024
	Travailler à produire des événements O déchet / O plastique (distribution de gourdes aux collégiens base bambou - contrainte sanitaire)	Nombre d'événements pourcentage de réduction	► sensibiliser en interne pour déploiement sur l'ensemble des événements du CD33
	Droit d'interpellation local et citoyen (DILC) > plateforme et campagne de communication	nombre d'interpellations	► un DILC connu et partagé par les Girondines et les Girondins
	Accompagnement du Futur schéma jeunesse : espace de concertation, d'interpellation (ex : festival des jeunes)	3000 jeunes lors d'un événement sur 2 jours	► aboutir à un schéma et des décisions qui reflètent la parole des jeunes
	Développement système graphique tenant compte de l'accessibilité + facile à lire & à comprendre fait en lien avec les associations . Gironde.fr exemplaire sur la partie numérique	% de la norme atteinte	► Site Gironde.fr refonte du site pour un site plus accessible et une expérience utilisateur facilitée
	Action de sensibilisation et valorisation des circuits : - au festival jeunesse : les goodies avec les lacets de chaussure - la journée des maires : le bois brûlé des incendies réutilisés pour fabriquer des cadeaux	nombre de goodies distribués	► Développement des actions de sensibilisation et de la valorisation des circuits courts sur d'autres événements

Contribution aux 4 étapes de la résilience :



Nourrir les 7 enjeux de résilience Girondins

LES ENJEUX DE RÉSILIENCE TERRITORIALE	CONTRIBUTION
Anticiper et protéger la population en cas de choc Les crises sont de plus en plus nombreuses, imprévisibles et brutales. Le Département doit être en capacité de réagir face à l'imprévu.	Choix de renforcer les axes de communication (information, sensibilisation, accompagnement) sur les enjeux et les questions de développement durable (ex : journée des maires en sept 23 avec pour sujet de la journée : la prévention des risques)
Développer de nouvelles manières d'habiter Les fortes pressions environnementales et sociales induites par l'attractivité girondine, associées aux tensions sur les ressources et matériaux, appellent de nouvelles façons de penser le logement : plus denses, plus reliés, plus modulaires, plus sobres...	Accompagnement des directions à la valorisation : - des « Journées Girondines de l'Habitat » - au développement de l'habitat inclusif
Inverser l'érosion de la cohésion sociale La crise de la cohésion sociale relève d'un glissement progressif qui, sur le long terme, sape les bases de toute résilience. Il faut combler les fractures qui se creusent entre territoire et entre groupes de population.	Stratégie de communication qui met en exergue la proximité (les marchés solidaires pour récolter des denrées alimentaires ; les resto des collèges qui prônent une alimentation saine et locale pour les collégiens ; le déploiement de la Fibre ; le Bus en + pour rapprocher les services départementaux éloignés sur les territoires du Médoc et Haute Gironde ; les journées portes ouvertes des MDS ; accompagnement sur campagne de recrutement pour les métiers en tension de la filière sociale / Budget Participatif / DILC
Réensauvager l'artificialisé et régénérer les espaces naturels, agricoles et forestiers La fragmentation des espaces naturels met en péril les équilibres naturels et les services rendus par elle. Il faut absolument redonner de l'espace au vivant, y compris en zone anthropisée.	Accompagnement par une campagne de communication (informer, sensibiliser, valoriser , animation pédagogique) la création de 3 nouveaux ENS / Remise à plat de la stratégie de communication davantage ciblée sur les questions et les enjeux environnementaux
Gérer la transition vers une économie post-carbone et résiliente La transition écologique induit un redéploiement des métiers et activités, porteurs de risques pour certains secteurs girondins. Il faut dès à présent accompagner les travailleurs et futurs travailleurs vers les métiers de la résilience.	Des chantiers de form'action sont menés afin d'accompagner les agent.e.s du Département dans les transitions (par exemple dans le cadre du Plan Départemental de Sobriété énergétique...) : possibilité de communiquer sur le sujet en externe
Limiter les besoins de déplacement Il convient de rapprocher les services et activités des habitants, pour réduire le nombre et l'impact des multiples flux sur le territoire.	Le Bus en + pour des services publics de proximité Médoc, Haute Gironde / Sur les accueils de proximité tels que certains clics qui sont réinternalisés, MDS / Projet de RER Girondin (Médoc...) / Plan Vélo : 1000km d'aménagement cyclable supplémentaire d'ici 2028 (avec accent sur la liaison domicile-collège) => importance de valoriser dans la communication ces plans/projets
Accroître, diversifier et transformer la production agricole L'agriculture girondine très spécialisée et tournée vers l'export, doit opérer sa mue pour nourrir ses propres habitants tout en protégeant sa biodiversité, garante de son avenir.	Présent au salon de l'agriculture NA, valorisation des projets départementaux, des agriculteurs dans le Gironde Mag, participe au développement du label et des fermes (en projet) Gironde Alimentaire (importance de la communication pour la connaissance des appels à projets) / Expérimentation de la Sécurité Sociale de l'Alimentation (importance de la communication dans la sensibilisation et l'appropriation du projet)

Actions clés 2023/2024

- Développement du volet communication de la stratégie Résilience du Département avec les parties prenantes internes (DGAC - DE / DP / SAFER / DGSD-MA21)

Glossaire

AEP : Alimentation en Eau Potable	DHU : Direction Habitat Urbanisme	PEANP : périmètres de protection des espaces agricoles et naturels périurbains
ANC : assainissement non collectif	D2i : Direction Insertion Inclusion	
ANAH : Agence Nationale de l'Habitat	D2C : Développement Carrière et compétences	PDSGV : programme départemental de sédentarisation des Gens du Voyage en extrême pauvreté
ARSA : Allocataire RSA	EEDD : Education à l'Environnement pour un développement durable	PDII : programme départemental d'insertion et d'inclusion
ASE : Aide Sociale à l'Enfance	ENR : Energie Renouvelable	PGSSE : Plan de Gestion de la Sécurité Sanitaire des Eaux
CAF : Caisse d'allocations familiales	ENS : Espace Naturel Sensible	PLAI : Prêt Locatif Aidé d'Intégration
CATEP : Cellule d'Assistance Technique de l'Eau Potable	EPCI : Etablissement Public de coopération intercommunale	PTS : Pôle Territorial de Solidarité
CAUE : Conseil d'Architecture d'urbanisme et de l'Environnement	EVS : Espace de vie sociale	RI : règlement d'intervention
CD33 : Conseil Départemental de la Gironde	GES : Gaz à effet de serre	RSA : Revenu de solidarité active
CDC : Communauté de Communes	GIP : Groupement d'intérêt public	SAFT : Service Agriculture Foncier Tourisme
CDE : Comité Départemental de l'Eau	GIHP : Groupement pour l'Insertion des personnes Handicapées Physiques	SCoT : Schéma de cohérence territoriale
CDJ : Conseil Départemental des Jeunes	GSEF : Global Social Economy Forum	SDAASP : Schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public
CDSVA : Conseil Départemental de la Jeunesse, des Sports et de la Vie Associative	IAE : Insertion par l'Activité Economique	SLIME : Service Local d'Intervention pour la Maîtrise de l'Energie
CDT : Contrat de développement territorial	IP : Informations Préoccupantes	SMEGREG : Syndicat Mixte d'Etude et de Gestion de la Ressource en Eau de la Gironde
CERCA : Connaitre Eviter Réduire Compenser Accompagner	MDS : Maison Départementale de la Solidarité	SSDEP : Schema Stratégique Départemental de l'Eau Potable
CJPE : Conseil des Jeunes de la Protection de l'Enfance	MSAP : Maison de Services Au Public	VP : Vice Présidence
COTL : Convention Tourisme Loisirs	NAM : Nouvelle Aquitaine Mobilités	ZAN : Zéro Artificialisation Nette
CPOM : Contrats annuels d'objectifs et de moyens	ODD : Objectifs de Développement Durable	ZPENS : Zones de préemption des espaces naturels sensibles
CVE : Contrats Ville d'Equilibre	OIT : Organisation Internationale du Travail	
DITEP : Dispositifs Instituts Thérapeutiques Éducatifs et Pédagogiques	ONG : Organisation Non Gouvernementale	
	ORT : Opération de Revitalisation de Territoire	



Conclusion

L'été 2023 a vu un triste record tomber : le mois de juillet a été le plus chaud jamais mesuré sur la planète. Cette annonce n'est en rien une surprise. Depuis plus de trois décennies, l'expertise scientifique sur le changement climatique nous alerte sur l'aggravation de la situation. Ce record battu n'a pas non plus surpris les Girondines et les Girondins. Après les méga feux qui avaient meurtri notre territoire l'année dernière, nous savons ce que veut dire être en première ligne pour affronter les effets du réchauffement.

Pour répondre à ces enjeux, la notion de redevabilité a prouvé son insuffisance. Liée à l'idée de dette, elle permettait jusqu'ici de mieux faire comprendre ce qu'on était en droit d'attendre d'une collectivité territoriale. C'est la raison pour laquelle la notion de responsabilité lui a été ajoutée. Comme l'écrivait Victor Hugo, « la responsabilité peut être un labyrinthe ». L'urgence climatique nous oblige à dépasser la seule obligation morale de répondre de nos actes. Nous empruntons à la planète. Nous sommes donc non seulement comptables mais aussi responsables de nos actes et des conséquences de nos actes comme de nos non-décisions.

Ce présent rapport n'a pas d'autre objet que cela : coucher sur le papier ce devoir de redevabilité des politiques publiques engagées par la Gironde en étant transparent – c'est un minimum - mais également en étant en mesure de répondre de nos décisions et de nos engagements en retraçant notre contribution de Département résilient. En cela, ce rapport est un document engageant. Année après année, il permet de mesurer les progrès accomplis comme les retards qui pourraient être pris. Il permet ainsi de nous améliorer. Si comme le souligne l'ONU, « le monde n'est pas sur la bonne voie pour atteindre les objectifs à long terme », la Gironde à travers ce rapport, témoigne à son échelle de son choix volontaire de profondément changer l'orientation de sa trajectoire.



Renaud HELFER-AUBRAC
Directeur Général des Services

